

Le marxisme, seul interprète de cette étape de l'histoire

J.POSADAS

3 Janvier 1976

Exposé du Camarade J. Posadas, lors de la réunion du Comité Exécutif International Elargi de la IVe Internationale Trotskiste-Posadiste

Nous saluons tous les camarades du Comité Exécutif International (C. E. I.) et les camarades invités à cette réunion. Nous saluons, avec toute notre joie, l'activité menée par les sections latino-américaines pour faire libérer les camarades emprisonnés. Nous saluons avec toute notre passion et joie communiste l'intervention, le comportement, la conduite révolutionnaire ininterrompue des camarades en prison. Nous saluons également au nom du Secrétariat International, les familles des camarades assassinés en Argentine ainsi que le digne comportement de ces camarades. Nous saluons également, au nom du Secrétariat International, les masses du monde, en particulier celles du Front Polisario, d'Angola, de tous les mouvements révolutionnaires coloniaux contre l'impérialisme et le capitalisme, qui sont en train de montrer la décision unanime de l'humanité de se débarrasser de l'oppression capitaliste, comme un moyen de se libérer de toute forme d'exploitation. Nous faisons un salut à tous ces camarades, à toutes ces masses, au nom du Comité Exécutif International.

Nous souhaitons voir se développer une discussion mondiale en vue de l'unification du mouvement communiste mondial, en un centre et sur la base d'un programme pour en finir avec cette barbarie créée par le système capitaliste, une discussion en vue de la construction du front unique Chine/URSS afin de se mettre au service du mouvement communiste, socialiste, gauchiste, catholique de gauche, des militaires nationalistes de gauche. Il faut un front unique pour mettre fin à la tragédie à laquelle le capitalisme conduit une série de pays. Le capitalisme prépare la guerre atomique, phase finale de sa vie.

Le Xe Congrès Mondial (1) a adopté une résolution sur la caractérisation du processus mondial de la lutte de classes. Il l'a définie comme l'étape finale du système capitaliste : celui-ci est dans une crise complète, englobant tous les aspects de la vie, sociaux, économiques, politiques et scientifiques. La crise du capitalisme est totale.

(1) Voir les textes, documents et résolutions du X^o Congrès Mondial de la IV^o

Internationale Trotskyste Posadiste. Juillet 1975 (sur ce site) et Revue Marxiste Européenne n° 2 et 3.

La crise de croissance du monde, de l'humanité, est la crise de la direction politique. Toutes les analyses conduisent à une même conclusion : l'humanité est apte pour le communisme. Un processus d'influence se développe entre les secteurs les plus avancés et les plus arriérés, déterminé par l'aspiration à dépasser toutes les divergences existant dans l'histoire de l'humanité. Ces divergences proviennent de l'existence, de l'usage de la propriété privée et de la condition psychologique, mentale que celle-ci crée dans l'être humain. L'humanité tend à résoudre ces problèmes.

Cette réunion du C. E. I. Elargi se tient alors que nous recevons, parmi les autres informations et résolutions, les nouvelles d'Angola, où les enfants de 6, 10 ans participent à la lutte comme des militants et des militaires et montrent une résolution d'exercer la fonction de dirigeants et organisateurs de la révolution. Quand l'humanité engendre des enfants qui, à 6 ans, dirigent la révolution, assument la responsabilité de se préparer pour faire et diriger la révolution, c'est parce qu'elle est apte pour le communisme.

Le Xe Congrès Mondial a interprété la ligne générale d'un processus qui se dynamise constamment. Il a prévu les formes générales et certains aspects particuliers de ce processus. Il a résolu notamment que la dynamisation de ce processus est déterminée par la volonté des masses de participer à celui-ci, en tant que protagonistes, dirigeants. Elles n'interviennent pas comme de simples acteurs obéissants, mais elles adoptent elles-mêmes des résolutions et exercent la fonction de direction.

L'humanité est en voie de résoudre le vieux conflit entre la direction et la base, entre la base et la population, au travers de son intervention directe, en incorporant des peuples qui, du point de vue des relations économiques et scientifiques, sont parmi les plus arriérés de l'histoire, comme le Front Polisario. Mais ils sont au niveau le plus élevé dans la mesure où ils sont conscients et capables de comprendre ce qu'il faut faire pour éliminer la pauvreté et l'arriération. Le Sahara est un pays de sables, peuplé de tribus nomades, dominé par l'impérialisme espagnol et marocain, et dans ce pays, le Front Polisario en vient à proposer des mesures d'organisation impliquant la construction du socialisme. Ce pays n'a pas d'agriculture ni de ressources pour vivre; il ne possède que du sable et des montagnes bien qu'il dispose de minerais qu'il n'a pas les moyens d'exploiter. Cependant il ne propose pas de développer l'économie sur la base de la propriété, mais au travers de l'organisation collective de la population. De tels événements confirment que « l'humanité est apte pour le communisme ».

Il en est de même pour l'Angola -un petit pays qui affronte l'impérialisme mondial, principalement l'impérialisme portugais, anglais, français et yankee coalisé. Le peuple angolais ne se laisse pas intimider. Il fait face à toute la barbarie impérialiste et triomphe. Voilà un autre exemple qui montre la décision des masses du monde de s'incorporer au communisme, même si elles ne connaissent pas particulièrement Marx. Il faut toutefois se rendre compte que tout le monde connaît Marx en général, bien plus que se l'imaginent les communistes de Moscou, d'Italie ou de France. Tous les gens ont une certaine compréhension, et surtout la détermination de construire le progrès de leur pays.

LE COMMUNISME EST UNE NECESSITE DE L'HISTOIRE

La résolution du Xe Congrès Mondial a établi les normes générales et particulières de ce processus. Parmi celles-ci, il a souligné l'existence d'un processus dynamique déterminé par l'intervention massive des masses, en même temps que par le rapide déroulement de la crise du système capitaliste. L'une n'est pas la conséquence ou la cause de l'autre : les deux choses se combinent. L'action des masses rend la crise du capitalisme plus virulente et plus profonde. Celle-ci affecte l'économie, mais elle touche essentiellement la structure sociale du système capitaliste. Ceux que l'on appelle les cadres, qu'ils soient moyens, grands ou petits, sont gagnés à cause de cette crise. La petite bourgeoisie dont font partie les scientifiques, les techniciens, est une base essentielle du système capitaliste. Ceux-ci devaient servir à remplacer des ouvriers et le capitalisme comptait sur cette base pour se libérer de la pression du prolétariat et pouvoir exercer une pression sociale contre lui. Mais l'avance de la révolution gagne constamment ces gens.

La crise du capitalisme s'approfondit sans interruption. La crise atteint ses racines les plus profondes, tout son appareil d'Etat: la justice, l'armée, la police. La structure du système capitaliste est déjà envahie par l'insécurité du futur. Elle est d'autant plus bouleversée, secouée, affaiblie par cette incertitude, que l'humanité est en train de développer des relations scientifiques. L'Union Soviétique envoie des fusées sur Vénus, et pendant ce même temps un cyclone vient de tuer 100 personnes, d'inonder et de rendre inutilisables un nombre énorme de maisons en Californie. L'impérialisme n'est pas capable de maîtriser d'affronter ce cataclysme, mais il est intervenu en armes en Angola et au Sahara et menace de ses armes atomiques.

On peut prévoir et prévenir les cycles et bouleversements internes dans la structure de la nature, les tremblements de terre, les cataclysmes. On peut dominer, contrôler et utiliser ces forces comme source d'énergie. Pourtant il y a encore des guerres. C'est une absurdité ! Cela provoque des conflits et troubles dans l'esprit des scientifiques. L'humanité a déjà la claire notion que nous ne devons pas vivre dans l'ignorance, ou la soumission aux intempéries, que nous pouvons vivre en maîtrisant tout cela. Alors, pourquoi la guerre ? Quel besoin de la guerre ? Pourquoi y a-t-il des différences entre les pays ? Partout il y a des êtres humains, qui ont un même besoin social de vivre. Cette conclusion existe déjà dans l'esprit humain. La solidarité qui existe maintenant, est déjà très supérieure à l'ancienne solidarité du mouvement révolutionnaire : il s'agit à présent d'une solidarité révolutionnaire, partant de l'existence des Etats ouvriers et de la lutte des masses.

La lutte pour le communisme répond à la nécessité scientifique d'organiser les relations humaines : toutes les conditions sont déjà réunies pour y parvenir. S'il y a un retard, celui-ci est le produit du manque de direction, et non du manque de possibilités de construire cette direction; les moyens et les conditions existent. La direction ne s'est pas construite à cause du retard provoqué par le manque d'unification entre les différents processus révolutionnaires. Plusieurs facteurs historiques en sont la cause: la révolution a triomphé en Union Soviétique et non dans le reste du monde. Le recul de l'Union Soviétique a créé les conditions de l'émergence d'un Staline. L'humanité au travers de la Révolution russe, avait accumulé une expérience scientifique très grande. Le stalinisme a porté un coup énorme à la conscience de l'humanité. Il a manipulé sa conscience pour

effacer de l'histoire les expériences de Lénine, les 7 premières années de l'Union Soviétique, qui sont une des contributions scientifiques les plus importantes à l'histoire de l'humanité. Ces expériences étaient un guide, une base scientifique pour comprendre la façon la plus complète de progresser. L'économie est une forme de progrès, la science et la technique également. Mais se libérer de l'arriération que signifie la propriété privée est la forme la plus complète du progrès humain. C'est cela que la révolution russe a montré. Le stalinisme a détruit toute cette expérience menée par Lénine. Il faut la reprendre. C'est nécessaire, indispensable.

Nous nous préoccupons de suivre attentivement, jour après jour, le processus de la régénérescence partielle. Il ne s'agit pas d'attendre que les Etats ouvriers accordent la bienvenue à la lutte contre le capitalisme. Mais l'Internationale doit savoir vivre et comprendre ce processus pour intervenir avec des idées, des analyses, des expériences, systématiser les expériences antérieures pour les appliquer aux conditions actuelles de l'histoire afin d'apporter sa contribution au mouvement communiste mondial. Nous apportons cette contribution dans un processus dans lequel l'existence du stalinisme a permis de créer et développer des racines sociales très profondes, des intérêts économiques très profonds qui ont retardé ce processus. Ces racines, ces intérêts sont, actuellement, un obstacle, un frein, un parapet, une muraille contre l'avance logique du mouvement communiste mondial. Le capitalisme n'a pas la force d'empêcher cette avance. L'obstacle se trouve dans la bureaucratie, dans les secteurs bureaucratiques qui se sont formés avec les enseignements de Staline, grâce aux conditions de relations sociales, économiques et politiques de l'appareil créé par lui. De là viennent les conditions qui empêchent, aujourd'hui l'élimination du système capitaliste. Telle est la situation à cette étape de l'histoire.

Le communisme ne peut être éludé parce qu'il répond à une nécessité de l'histoire. Il ne s'agit pas d'un besoin d'une classe, d'un secteur, d'un groupe, mais bien une nécessité historique. Il s'agit de nouvelles relations humaines. Le communisme est nécessaire pour unifier, homogénéiser le progrès immense, inépuisable, invincible de la science, de l'économie, des relations humaines, de la biologie, de la chimie, de l'astronomie, de l'univers; le communisme est nécessaire pour développer scientifiquement l'économie, la capacité technique d'utiliser les forces créées par l'humanité elle-même, contre les structures de directions; les formes d'organisation sociales qui empêchent l'organisation inépuisable de cette conquête de l'humanité : tel est le véritable conflit que connaît l'histoire. La bureaucratie se heurte à cette nécessité et l'impérialisme aussi.

Le Front Polisario, qui ne regroupe qu'une population de 200.000 personnes et qui manque cruellement de moyens, représente pourtant la conviction que l'humanité peut tout surmonter, tout réaliser, si elle en a la volonté. Le Front Polisario prouve que cette volonté de construire le socialisme existe déjà. Les enfants d'Angola ou du Vietnam le montrent également. Le conflit existant actuellement entre les progrès scientifiques et techniques et la propriété privée de l'économie, peut être surmonté au moyen d'une transformation des relations sociales. Voilà quel est le conflit actuel de l'histoire. C'est un conflit posé entre le système capitaliste, une partie de la bureaucratie des Etats ouvriers et les besoins l'histoire. Un aspect de cette nécessité logique de la science consiste à éliminer les frontières dans la science, la culture, l'art et la politique. Les dirigeants des partis communistes admettent le caractère universel de la science, de la culture et de l'art. Mais en politique, ils disent : "Ici, c'est mon pays".

La science connaît un grand développement, sous tous les aspects. Les vols spatiaux vers Mars notamment. Ils ont une grande importance scientifique, même s'ils ne peuvent être utilisés immédiatement pour la production. Si l'humanité ose aller voir ce qui se passe sur Mars, c'est parce qu'elle voit déjà tous les mystères, toutes les insuffisances, toutes les limitations qui l'empêchent de progresser. Avant tout, elle a levé les limitations dans son esprit, elle a élevé sa conception du monde. L'histoire de la lutte de classe n'est qu'une phase de l'histoire humaine, due à certaines conditions. Cette conclusion est déjà acquise : le Front Polisario, le Vietnam unifié le montrent, de même que les enfants de 6 ans qui prennent en Angola la responsabilité d'employer le fusil pour développer la révolution. Ils ne le font pas pour tuer, mais pour faire progresser la révolution. Le visage de l'enfant angolais n'est pas celui d'un assassin, il n'exprime aucune arrogance, aucune agressivité. C'est comme le visage de Lénine qui unit le sourire et l'universalité de la science. Le regard de Lénine semble embrasser le monde entier, il regarde le monde, au nom de l'Union Soviétique.

Le besoin de progrès est représenté par les Etats ouvriers, par le mouvement communiste mondial, socialiste de gauche, par les militaires révolutionnaires . Il n'y a pas de direction politique, de parti représentant cette nécessité. Les partis sont encore des reflets de la propriété privée, qu'ils soient communistes, socialistes ou nationalistes. S'ils représentaient une nécessité, ils seraient ouverts à la compréhension scientifique de l'expérience et verraient ce qui se passe ailleurs, ils feraient des analyses.

Chaque parti se replie sur lui-même : "Ici, c'est mon parti", "c'est mon pays". Les dirigeants communistes d'Italie ou de France terminent toutes leurs discussions par un "socialisme aux couleurs de la France", "aux couleurs de l'Italie". En agissant ainsi, ils reflètent leur conception limitée, leur arrogance d'appareil.. Les directions ont une mentalité de propriété. Cette conception ne correspond pas à une nécessité historique. L'esprit de ces camarades, de ces dirigeants de partis, reflète une conception privée du progrès de l'histoire. Ils ne peuvent pas défendre la propriété privée, puisque l'économie doit être nationalisée, alors ils déplacent leur conception de propriété privée dans la défense du "pays".

L'universalité de la conception scientifique du progrès de l'histoire conduit à la compréhension de ce qu'il faut éliminer tout cela. C'est déjà le cas dans la science, la culture, l'art. L'humanité comprend que la culture n'a pas d'origine territoriale. Elle est universelle. Son point de départ a de l'importance, mais ce sont les relations humaines qui déterminent le développement de la culture, de l'art et de la science, C'est pourquoi il y a universalisation. Alors pourquoi ne pas universaliser les expériences de la lutte pour en finir avec le système capitaliste, pourquoi ne pas universaliser les expériences de la révolution russe ? Pourquoi ne pas universaliser la discussion sur les causes du retard de l'histoire, sur les moyens d'en finir avec cet arriération ? Il faut discuter. Les partis communistes ne le font pas. Chacun tire des conclusions en fonction de l'intérêt de son parti, du pays auquel il se sent lié, avec un sentiment arrogant. Il n'y a aucune nécessité à ce que chacun se sente lié à 'son' pays. Il s'agit là d'une brutale arriération. Ils n'ont jamais universalisé leur compréhension.

Tous ces événements forment la base pour expliquer le retard de l'histoire. Il est absurde que nous ayons encore à discuter pourquoi la Chine et l'URSS ne sont pas unis !

Une des conditions et des conséquences de ce retard de l'histoire, est le manque de direction, de programme et d'organisation. Le fait que des peuples vivant dans des conditions économiques et sociales très arriérées, passent directement de la tribu à des formes socialistes de relations humaines - même s'ils n'ont pas encore les moyens de répondre à leurs besoins sur le plan économique - indique que l'esprit humain avance infiniment plus que toute l'économie, la culture et la science réunies. L'humanité acquiert la culture sous sa forme la plus élevée, parce qu'elle apprend, adopte, reçoit ce qui constitue la base indispensable pour déterminer ensuite toutes les autres formes de progrès: elle cherche les formes sociales qu'elle doit adopter pour avancer, pour éliminer l'arriération économique et la dispute entre les êtres humains. Le Front Polisario réalise une action des plus belles ! Ce peuple vit encore en tribus, il n'a rien. On voit dans les vêtements et sur les visages des gens, la sécheresse de l'ambiance dans laquelle ils doivent vivre. Mais ils disent tous : "Liberté, Socialisme!". On leur dit : "Voilà des terres pour vous". Ils répondent : "Liberté, Socialisme ". Ils unissent la liberté au socialisme.

Il faut donc considérer que ces processus qui engendrent un Front Polisario ou le mouvement révolutionnaire de l'Angola, ont une signification politiquement plus profonde que le Vietnam. Du point de vue organisationnel, ils sont inférieurs, mais du point de vue politique, ils ont une signification beaucoup plus profonde, car ce sont des mouvements d'origine tribale, nomade, qui vivent de rien mais se lancent directement dans la lutte pour le socialisme. Ils forment un front unique: toutes les tendances, mêmes les plus arriérées, sont gagnées à la nécessité de la collectivisation. Il y a encore des disputes, des discussions, mais elles sont déjà unifiées sur ce qui est l'essentiel. L'humanité est déjà apte : en partant de la tribu, des formes sociales les plus arriérées, elle se lance immédiatement dans les problèmes de la production collective. Cela signifie un progrès de l'esprit humain équivalent à des siècles et qui s'accomplit en quelques années. L'humanité montre une capacité inépuisable de réception, d'expérience, d'influence. Ce n'est pas là que réside la difficulté pour progresser. La difficulté réside dans le manque de direction, d'organisme de direction sachant interpréter, comprendre, organiser ces forces. Tel est le conflit que vit actuellement l'humanité.

La régénérescence partielle a une importance fondamentale parce qu'il existe déjà des instruments ayant des forces matérielles, notamment militaires, qui peuvent aider à résoudre ces problèmes. Ils ne peuvent pas toutefois les résoudre eux-mêmes. Mais aider à les résoudre signifie se disposer à utiliser les forces économiques, matérielles, militaires, pour éliminer ce qui reste du système capitaliste et impulser par conséquent, les formes de relations sociales, économiques et humaines en marche vers le socialisme : voilà le conflit réel, la discussion qui se pose actuellement dans les partis communistes. Nous avons des critiques très sévères, mais toujours très fraternelles, à formuler à ces camarades des partis communistes et des Etats ouvriers. Ce qu'il faut discuter maintenant ce n'est pas "l'intérêt de chaque pays". Il faut discuter comment unifier scientifiquement les expériences de progrès socialiste. Mais tout cela est absent de leurs préoccupations.

Les dirigeants discutent ce qui leur convient : "Je suis italien" dit l'Italien, "Je suis français" dit le Français, "aux couleurs de la France" insiste-t-il. Carrillo voudrait que la loi soit "démocratique et pluraliste". Alors que les masses d'Italie, de France, d'Espagne - communistes, socialistes et catholiques qui sont à gauche dans leur majorité - veulent

éliminer toute forme d'oppression et de différenciation. La façon dont progresse la relation internationale entre les peuples du monde est une des plus belles choses qui puissent exister. Il n'y a pas de contacts suffisant mais la relation s'établit grâce au progrès de l'esprit des gens. Les gens progressent plus que toutes les directions. Ils discutent toutes les expériences. Ils sont au courant de ce qu'est le Front Polisario, de ses actions, de ses progrès. Les dirigeants quant à eux, disent : "Ici, c'est l'Espagne. C'est différent". Mais les masses espagnoles disent : "T'as vu comme ils font en France !" et elles disent à leurs dirigeants : "Nous pouvons faire la même chose ici !"

La crise de l'humanité est la crise de direction. Mais cette crise de la direction n'est pas égale ni constante. Il existe un vide entre la maturité des conditions matérielles et objectives du processus de l'histoire et la survivance du capitalisme, malgré sa crise. Celle-ci est beaucoup plus importante sur le plan social qu'économique. Le capitalisme aurait déjà résolu la crise économique s'il n'y avait pas en même temps une crise sociale. Il aurait déjà fait la guerre. Mais s'il la fait maintenant, il s'écroule. Le peuple nord-américain, qui semble si passif, si tranquille, s'est abstenu à 60% aux élections pour Nixon. Il va démontrer qu'il n'est pas du tout indifférent à ce qui se passe dans le monde. Il n'a pas d'organismes dans lesquels il puisse s'exprimer, vivre et développer une activité politique. Le retard social et politique des Etats-Unis ne le lui permet pas. Mais les principaux responsables en sont les partis communistes et les Etats ouvriers, qui n'ont pas été capables d'influencer le peuple nord-américain et de le pousser à s'organiser. Celui-ci fait ses expériences dans le domaine de la culture, la littérature, des syndicats. Le fait même que Ford ne puisse réunir le moindre mouvement de masses en défense des intérêts de l'impérialisme yankee dans le monde, en défense de "la démocratie" en Angola ou ailleurs, prouve que les masses nord-américaines accumulent des impressions, une compréhension et une décision très grandes.

LE PEUPLE NORD-AMERICAIN PARTICIPE AU PROGRES DU MONDE

On ne peut omettre le peuple américain dans aucune analyse. Au contraire, il faut le considérer comme une partie des forces, des énergies, de la capacité de progrès de l'histoire. Il va intervenir dans chaque progrès de l'histoire. Cette compréhension du comportement du peuple nord-américain ne se voit ni chez les Soviétiques, ni chez les Chinois. Le mouvement communiste n'en tient pas compte dans ses calculs. Nous sommes absolument convaincus qu'il faut l'y inclure ! Si le gouvernement américain avait le plus faible espoir de voir le peuple lui obéir, se lancer à la défense de "son pays", du "mode de vie américain", des "richesses de la société américaine", il aurait déjà fait la guerre. Un des facteurs qui l'empêchent de lancer la guerre quand et comme il veut, est sa compréhension de ce que la guerre signifie la révolution. Il sent que la guerre va le décomposer lui-même. L'armée nord-américaine n'est pas insensible à l'influence du processus de la révolution mondiale. Cela veut dire que la révolution est en train de mettre de l'ordre dans un monde déboussolé et constamment précipité dans les crises à cause du système capitaliste. La science met de l'ordre et de l'harmonie dans les esprits pour organiser l'économie, les relations humaines et la compréhension du monde, tandis que le capitalisme ne fait que détruire. Le peuple nord-américain vit tout cela. Il ne peut l'exprimer de façon plus directe car il manque d'organes et de traditions.

Il faut développer la souplesse dans le raisonnement pour comprendre les raisons du comportement des masses nord-américaines. Nous devons tenir compte de

l'intervention que les masses nord-américaines vont faire dans n'importe quel conflit important. Une expression indirecte en est l'attitude du Sénat nord-américain qui ne veut pas d'un nouveau Vietnam en Angola. Il est certain que certains secteurs de la bourgeoisie y voient leurs intérêts, comprennent qu'un nouveau Vietnam peut signifier la guerre et ne veulent pas de la guerre car ils savent qu'ils vont la perdre. Ils disputent le pouvoir aux hauts cercles de l'impérialisme ; mais le Sénat reflète également les résistances de la petite bourgeoisie. Ces secteurs de la bourgeoisie qui ont des intérêts plus liés aux Etats-Unis ou à l'Amérique Latine qu'au reste du monde, entrent en profonde dissidence actuellement avec les autres. Mais ils seraient unis entre eux pour essayer de conquérir et se partager le monde s'il n'y avait pas un rapport de forces mondial résolument favorable à la révolution. S'ils redoutent le lendemain, c'est qu'ils n'ont plus de monde à se partager, et qu'ils voient le monde en train de les écraser. Pour cette raison le Sénat ne veut pas d'un nouveau Vietnam. S'ils se sentaient forts, ils ne feraient aucune opposition. Ces mêmes secteurs qui sont contre une intervention yankee en Angola, ont appuyé Johnson à l'époque où il commença sa politique au Vietnam. Tous espéraient que l'affaire du Vietnam serait une simple promenade. D'accord pour une promenade, mais celles-ci peuvent finir mal, dans un précipice par exemple. C'est ce que fut la "promenade" des yankees au Vietnam.

Cette situation dans le monde constitue une part essentielle de l'analyse de la perspective des Etats-Unis. Aucun parti communiste, pas même celui de l'URSS, ne fait une telle analyse. Ils considèrent tous que le peuple nord-américain est inanimé, qu'il est une sorte de parasite profitant d'une richesse inépuisable. Mais il y a 9 millions de chômeurs aux U. S. A. ! 25 millions de noirs, 12 millions de chicanos, des millions de portoricains : en tout 40 millions de gens, sur les 210 millions de la population nord-américaine, qui sont contre cette société et qui représentent un poids important. Le seul fait de continuer à se considérer chicano, ou portoricain et pas yankee, exprime la transmission de la haine envers le système capitaliste. Ils acceptent cette forme de vie parce qu'ils n'ont rien trouvé ailleurs, ou parce qu'ils ont été poussés à vivre aux Etats-Unis par les circonstances de l'histoire ; mais ils montrent toute leur haine pour l'impérialisme lorsqu'ils continuent à être des mexicains, des portoricains. Le racisme d'une partie des blancs envers eux explique cette haine en partie, mais pas pour l'essentiel.

Nous devons compter sur le peuple nord-américain dans la lutte révolutionnaire et dans le progrès de la lutte pour le communisme. Cette perspective s'appuie sur des bases absolument optimistes. Actuellement, il n'y a pas de manifestations aux Etats-Unis. Mais le Sénat reflète l'état d'opinion publique de couches de la petite bourgeoisie et, au travers de celles-ci, la transmission de l'opinion des couches du prolétariat, des noirs, des chicanos. Les syndicats ne reflètent rien de cela, car ce sont des gangsters. Faute d'organismes, de vie culturelle, scientifique, reflétant le processus du monde, faute de groupes politiques plus importants, il faut mesurer le comportement des couches de la bourgeoisie et voir, au travers de celles-ci, leurs relations avec la société, la petite bourgeoisie, les syndicats, les couches basses de la population et voir aussi le comportement du peuple américain. Il ne s'agit pas là d'une nouvelle méthode, mais simplement de l'usage de la méthode marxiste. Le peuple américain n'a pris part à aucune manifestation pour appuyer la politique de guerre du gouvernement. Ils pourraient convoquer une manifestation et rassembler 20 000 personnes, recruter parmi les fonctionnaires, les couches réactionnaires, les secteurs juifs, disposés à les

soutenir. Mais même parmi la population juive, une partie seulement les appuie sur certains points, les autres ne sont pas d'accord avec la politique d'Israël et de l'impérialisme yankee. Ils sont nombreux à être contre, sur le million de juifs qui sont aux Etats-Unis.

Les yankees ne peuvent homogénéiser les intérêts de l'impérialisme à cause de la pression, de l'influence, du processus mondial de la révolution, qui est la forme la plus complète de progrès de la science. Le progrès de la révolution gagne, convainc, persuade. Par contre les Etats Unis sont paralysés. Culturellement et scientifiquement. Les journaux ont publié il y a quelques jours que les 60% de la capacité scientifique des Etats-Unis sont destinés à des expériences militaires, et que les dépenses militaires augmentent dans tous les pays capitalistes en particulier aux Etats Unis, en France, en Allemagne. Ils augmentent les dépenses pour les armes, les avions, les armées. L'impérialisme forme des spécialistes de la guerre, il calcule avec effroi que la moitié de l'armée va faire demi-tour dans un processus de guerre. Ils forment donc des espèces de cercles privés. Ils devraient pouvoir faire intervenir la société tout entière, mais ils ne parviennent pas à former une armée en comptant sur l'appui de l'ensemble de la société.

Dans leurs préparatifs, les yankees tiennent compte de l'Union Soviétique, de la capacité sociale et militaire de tous les Etats ouvriers. Ils doivent tenir compte du peuple nord-américain qui ne va pas "défendre la patrie", mais se lancer à la défense du progrès de l'histoire, qui s'identifie à la Chine, au Vietnam, à l'Angola, aux Etats ouvriers. Tout ce processus est déjà en marche. Il y a de quoi déprimer, dans ces conditions, en voyant les camarades des partis communistes, surtout français et italiens, se consacrer à parler de "camps de concentration en Union Soviétique" sans même voir les camps de concentration des Etats Unis. Ils sont très méticuleux pour dire: "On ne laisse pas les gens respirer, un type est resté quatre heures sans pouvoir parler, on ne laisse pas écrire un écrivain... on ne laisse pas écrire Soljenitsyne, on oblige l'écrivain à travailler...".

(3) Jean Ellenstein, Membre du Parti Communiste Français (PCF) et dirigeant du Centre d'Etudes Historiques du PCF

Le mouvement communiste mondial ne se préoccupe pas de regarder les camps de concentration qui existent aux Etats-Unis. Ils en cherchent en Union Soviétique. C'est faux, Il n'y a pas de camps de concentration en URSS. Il n'y a plus de place pour les camps. L'époque de Staline est révolue. Il existe encore des répressions politiques, mais celles-ci ne se présentent plus comme à l'époque de Staline.

LA FONCTION HISTORIQUE DE L'UNION SOVIETIQUE

La fonction historique que l'Union Soviétique exerce à l'étape actuelle va à l'encontre d'un camp de concentration. Elle aide l'Angola, le Polisario, le Vietnam. Les Soviétiques se mettent à parler de "socialisme avec le drapeau de Lénine". Ces dirigeants communistes qui ne voient que « des camps de concentration » en Union Soviétique ont une mentalité de bureaucrates, de patrons, de partis locaux, nationaux, qui entrent en choc avec la nécessité objective de l'histoire. Il s'agit pour eux de créer, développer, affirmer, structurer des équipes de bureaucrates nationaux : nous les appelons "les

Tchécoslovaques" parce qu'ils ont la même tendance que les dirigeants de la Tchécoslovaquie en 1968.

Une des raisons essentielles du retard de la solution révolutionnaire - c'est-à-dire de l'élimination du système capitaliste qui ouvre la voie de la planification révolutionnaire - réside dans le manque de discussion des partis communistes sur une base scientifique. Ils ne discutent aucune expérience entre eux. Ils ne soutiennent pas la nécessité scientifique du socialisme. Ce sont des directions empiriques, qui représentent une lutte contre le capitalisme, mais dans la perspective de se substituer au capitalisme. Ils n'ont pas de préparation culturelle et scientifique, d'expérience historique pour éliminer le système capitaliste et construire le socialisme. Une des expressions les plus brutales de cette carence réside dans le fait que les partis communistes ne discutent pas les expériences de l'histoire. Ils remplacent cette discussion par des affirmations, des conclusions qui ne sont jamais le résultat d'analyses scientifiques. Certains dirigeants disent : "on n'a plus besoin de l'intervention de Lénine, cette époque est révolue". Sur quoi se basent-ils pour faire cette affirmation ? Ils disent : "nous ne sommes plus à l'époque de Marx". Il faut donner des explications. Aucun d'eux ne le fait.

Il faut expliquer pourquoi il est possible d'aller au socialisme aujourd'hui et ce qu'est le socialisme. Aucun d'eux ne dit que le socialisme est l'élimination de toute forme de propriété, d'appareil, de pouvoir. Pour eux, le socialisme est une société qui donne un meilleur salaire, de meilleures conditions de travail et plus de liberté de protestation que le système capitaliste. C'est une caricature ! Le socialisme signifie l'élimination de toutes formes d'oppression, de répression, d'autorité. Comment va-t-on y parvenir ? En éliminant toutes formes d'appareils qui dirigent, en élevant l'humanité pour qu'elle se dirige elle-même. Ils ne croient pas cela possible. Pour cette raison, ils continuent à se sentir "français", "italiens", "espagnols". Ils ne sentent pas le besoin d'actualiser l'internationalisme. Aujourd'hui, il est possible de donner à l'internationalisme une portée supérieure, meilleure qu'avant. Il existe des conditions historiques infiniment plus favorables. Les dirigeants communistes éludent cette discussion. Ils ne discutent pas non plus pourquoi la Chine et l'URSS sont séparées ? Pour quelle raison ?

Il faut discuter les expériences et les conclusions concrètes qui en surgissent : par exemple, l'Internationale Communiste proposée par Lénine et Trotsky. L'Union Soviétique représentait la première expérience de l'humanité de destruction du capitalisme et de construction du socialisme. Elle était le "phare qui illumine le monde et est à la disposition de la lutte révolutionnaire pour le socialisme". Telle était la conception de Lénine et Trotsky. "Si l'Union Soviétique, en appuyant la révolution pour impulser le progrès de l'Europe, devait être supprimée, les masses du monde comprendraient que nous avons fait notre devoir et nous donnerons une impulsion et une éducation communiste aux futures générations qui feront cela mieux que nous-mêmes". Les dirigeants actuels suppriment toutes ces conceptions ! Pour Lénine et les révolutionnaires bolcheviques, la révolution russe se concevait comme un instrument pour impulser la révolution socialiste mondiale.

C'est Staline qui a permis un recul. Ellenstein (3) reprend tout de Staline, en gardant la même conception que lui, même s'il ne le soutient que du bout des lèvres pour ne pas faire voir, qu'en fait, il l'utilise en entier. Staline avait cette conception qui est le propre de toute la bureaucratie.

Ceux qui critiquent Staline actuellement, le montrent comme un dictateur qui s'opposait au pluralisme. C'est faux. Aucun d'eux n'a eu l'honnêteté de dire : "Trotsky pense autre chose de Staline". Staline se consacrait presque intégralement à persécuter les courants révolutionnaires. Pour lui, le danger ne se trouvait pas dans la bourgeoisie, mais dans le mouvement communiste mondial, dans les idées marxistes. Staline a essayé de supprimer la continuité des idées marxistes. Il a supprimé le droit à la pluralité des tendances révolutionnaires .

Staline a liquidé la vie révolutionnaire du Parti bolchevique. Il a imposé au mouvement communiste mondial la soumission au "socialisme dans un seul pays". C'est cela qui a permis la survie du capitalisme et l'apparition de courants et de mouvements nationalistes, catholiques, militaires. Ceux qui écrivent aujourd'hui, avec une telle superficialité, la biographie de Staline ne le font pas sur la base de l'expérience scientifique, mais en fonction de la défense d'intérêts bureaucratiques. Ils voient l'histoire au travers de ces intérêts ; ils ne peuvent donc pas en être les interprètes. Ils font une recherche intéressée et mettent l'accent sur les points qui leur conviennent. L'histoire ne leur sert pas de guide. Ils disent que Staline est un type infâme, qui ne laissait ni parler, ni penser. Dans le fond, ils ne traitent pas Lénine autrement, puisqu'ils estiment que "Staline provient de Lénine". Trotsky, dans son livre "Staline" démontre que Staline n'était pas un résultat du bolchevisme, mais de conditions historiques déterminées par un recul mondial de la révolution dont les socialistes et les courants thermidoriens du mouvement communiste mondial portaient la responsabilité principale.

L'histoire ne se déroule pas sur la base de la démocratie. La démocratie est déterminée par les formes de l'économie et la direction qui commande cette économie. Si la démocratie était un objet en soi, c'est elle qui serait la base de l'économie. Mais dans le système capitaliste, c'est l'économie qui décide des relations sociales. Dans le socialisme, il en va autrement : ce sont les relations sociales qui vont déterminer le cours de l'économie.

Voilà quels sont les aspects fondamentaux du progrès de l'histoire. On ne peut faire de prévisions, organiser la capacité de prévision sans voir l'histoire telle qu'elle s'est déroulée. Les écrivains qui racontent l'histoire, à partir de leur tour d'ivoire, ne peuvent le faire correctement, même quand ils sont bien intentionnés. L'histoire doit être écrite par ceux qui la font ; elle signifie une masse d'expériences de la vie. On ne peut le faire comme un employé enfermé dans un bureau. Il faut comprendre les masses, leurs sentiments, les rapports de forces d'un moment déterminé, l'Etat, le Parti, sa liaison avec les masses. On ne peut le faire de l'extérieur, il faut le vivre du dedans. Il ne faut pas être nécessairement Lénine ou Trotsky, mais il faut participer à la révolution, pour écrire l'histoire. N'importe quel militant peut écrire l'histoire, dans la mesure où il y prend part. Sinon, il ne décrit que certains traits qui peuvent être intéressants et non les expériences qui serviront de points d'appui pour le progrès historique.

On ne peut parler de Staline sans parler de Trotsky qui a connu les aspects essentiels de la vie de Staline. C'est absurde et criminel de laisser de côté Trotsky pour faire une analyse de Staline. C'est une aberration scientifique. Ellenstein révisé l'histoire pour justifier l'organisation d'une tendance du type "tchécoslovaque", qui ne peut plus se

présenter de la même manière que les Dubcek ou Ota Sik. Cette tendance veut déguiser ses intentions. Elle ne le fait pas de façon consciente, mais comme une conséquence du rapport de forces qui ne permet plus de faire comme Ota Sik ou Dubcek. Elle doit élever son niveau historique.

Les condamnations de Staline au sein du mouvement communiste mondial s'élèvent avec vigueur, en particulier dans deux puissants partis communistes, le Français et l'Italien. Mais ceux-ci font des condamnations intéressées, ils recherchent des liens avec la bourgeoisie de chacun de ces pays. Ils ne cherchent pas à élever la compréhension du mouvement révolutionnaire et communiste mondial mais à disposer de supports pour se mettre en relations avec la bourgeoisie. C'est de là que surgit la conception de « la pluralité » dans certains partis communistes, ainsi que dans les partis socialistes.

Le pluralisme est étranger à la pensée révolutionnaire, aux besoins de l'histoire. Répond-il à une nécessité objective? Quelles sont ses racines? A quoi sert-il? Le socialisme se construit sur des bases inéluctables : la propriété étatisée et la planification de la production. Celles-ci déterminent les relations sociales démocratiques, qui doivent tendre à soutenir et développer ces formes de production. Quand on parle de pluralité : de quoi s'agit-il donc? On doit parler en fonction, soit de l'intérêt individuel, soit de relations collectives économiques, qui sont celles du futur. Ellenstein et d'autres dirigeants de partis communistes servent les intérêts de couches, de secteurs, qui n'ont pas de grandes affinités avec le communisme ni le socialisme. Ils ne sont pas des ennemis historiques de la nécessité du communisme, mais ils ont des intérêts petits-bourgeois qui cherchent à tirer profit du mouvement communiste. Ils cherchent des points d'appui pour se défendre de l'avant-garde révolutionnaire mondiale, pour empêcher une issue du type de Lénine.

"Cette époque n'est pas celle de Lénine" : ce raisonnement est absurde ! C'est avec la pensée de Marx, Engels, Lénine et Trotsky que l'histoire avance, parce que leurs analyses sont faites en fonction du processus objectif de la société et non en fonction d'intérêts subjectifs du genre Ellenstein. Aucun de ces historiens ne parle de la fonction historique du prolétariat.

Il existe un déficit constant, notoire, dans le mouvement communiste mondial, en même temps qu'un progrès tout aussi notoire. Le socialisme est une nécessité objective et non le résultat des aspirations de l'un ou de l'autre. Il ne provient pas du désir d'en finir avec la misère et la pauvreté. Un tel désir est une des conditions de la nécessité, mais n'en est pas le centre. Le socialisme est une nécessité logique du progrès de l'économie et de la science, et de l'irruption du prolétariat sur la scène de l'histoire, comme instrument capable d'accomplir cette transformation de la société.

Prenons l'exemple de Madagascar. Comme nous l'expliquons aux camarades de ce pays, il n'y a pas ou très peu de prolétariat, peu de syndicats, mais les camarades doivent s'appuyer sur le prolétariat mondial et sur le petit noyau prolétarien malgache et les syndicats pour construire le socialisme à Madagascar. Les syndicats doivent être dirigés en fonction d'une conception révolutionnaire, sans laquelle ils ne peuvent constituer d'organismes reflétant l'objectivité de l'histoire. La classe ouvrière représente cette objectivité, parce qu'elle ne défend pas d'intérêts concurrents à ceux du capitalisme. La fonction du prolétariat dans l'histoire fait que celui-ci ne peut aspirer à

des objectifs, ni engendrer des pensées, des analyses, des conclusions programmatiques en défense d'intérêts particuliers de classe. Il doit lutter et se défendre en tant que classe, afin d'atteindre l'objectif d'éliminer toutes les classes. Voilà ce que posait Marx. Ces conclusions étaient valables hier, elles le sont encore aujourd'hui et le seront encore pendant longtemps. Voilà le Marx que l'on veut supprimer !

Mais les ouvriers sont contre. Il ne faut pas considérer les occupations d'usine comme des moyens de lutte syndicale. Les ouvriers occupent les entreprises pour démontrer leur capacité de diriger toute la société. Le capitalisme le sait, mais il n'a pas d'autre remède que de dire "les ouvriers veulent défendre leur poste de travail...". Cependant, les travailleurs montrent par là qu'ils peuvent se passer du capitalisme, que celui-ci est inutile. En France et en Italie, il y a au moins 200 usines occupées. Et même en Suède où l'on croirait qu'il existe une telle "démocratie", où les patrons entrent tous les jours à l'usine avec des fleurs, les usines sont occupées par les ouvriers. Il en est ainsi partout dans le monde.

Il faut donc se préparer à comprendre ce processus, dont la base essentielle est le processus de régénéscence partielle et la préparation de l'impérialisme à la guerre. Les deux aspects se combinent. Le déficit essentiel de ce processus réside dans le manque d'une réponse de classe de la part du mouvement communiste mondial. La politique de la "détente", les accords avec l'impérialisme, avec tous les effets qu'ils produisent dans le camp politique et syndical, entravent l'issue et le progrès révolutionnaire. Même si elle ne signifie pas l'annulation de ce progrès, cette politique crée beaucoup de difficultés.

LE PROGRES DES ETATS OUVRIERS, FACTEUR ESSENTIEL DE L'ELEVATION DE LA REGENERESCENCE PARTIELLE

L'histoire a fait un très grand progrès, depuis une dizaine d'années. Il faut suivre très attentivement et intervenir avec beaucoup d'enthousiasme, d'émotion dans toute la discussion du mouvement communiste mondial. Il faut intervenir, même si nous n'avons pas de forces pour décider. Ils sont en train de discuter une série de problèmes qui sont des bases de principes fondamentales même s'ils n'apparaissent pas sous cette forme. Entre autres, ils discutent qu'on ne peut construire le socialisme sans éliminer l'appareil de l'Etat bourgeois. Mais ils ne mènent pas cette discussion sur la base des principes, en définissant les normes.

On ne viole pas la nécessité de l'histoire : les Etats ouvriers se sont bureaucratisés, pervers et maintenant, ils se régénèrent. Ils sont à un niveau plus avancé, comparé aux partis communistes locaux. Mais ces mêmes discussions trouvent place déjà, sous une forme plus ou moins prononcée, dans une série de partis communistes du monde. Dans presque tous les Partis communistes, des tendances cherchent à s'orienter dans une discussion objective sur les expériences de l'histoire, pour éliminer le capitalisme et construire le socialisme. Cela se produit en particulier dans certains petits partis communistes, sur lesquels les structures des appareils défendant des intérêts économiques et sociaux particuliers, pèsent moins lourdement.

Dans ces discussions se mêlent le progrès que signifie la lutte pour éliminer le capitalisme et des mesures, des normes, une politique qui ne permettent pas d'atteindre

cet objectif et qui, au contraire suscitent des tendances, des courants, des formes de compénétration avec le système capitaliste, Cela permet la création de couches, de courants, d'aires qui s'adaptent à la mentalité capitaliste, à côté des propositions de mesures économiques non capitalistes. Les partis communistes forment une direction en vue d'appliquer des mesures démocratiques au sein du système capitaliste, et non des dirigeants capables de prendre des mesures démocratiques socialistes. Ces intérêts se heurtent à l'Union Soviétique, qui sent le besoin de supprimer le capitalisme. Cette nécessité surgit du développement même de l'économie, des relations politiques et militaires. La bureaucratie soviétique - car elle défend sa propre existence - se rend compte qu'une nouvelle guerre sera, à la fois, un coup au système capitaliste et à elle-même. Elle voit que tant que durera le capitalisme, elle-même est obligée de faire des dépenses militaires énormes, qui empêchent de produire une quantité très grande de produits nécessaires à la population. Elle sent que sa position s'est affaiblie. Et les Soviétiques sentent aussi que le progrès de la science et de la technique permettra un développement économique infiniment plus important que celui qui existe actuellement.

L'Etat ouvrier ressent l'insuffisance des moyens historiques pour faire avancer la science, l'économie, la technique ; il éprouve le besoin de liberté de mouvement et se heurte au système capitaliste. Sa direction ne le ressent pas ainsi. Mais au fur et à mesure qu'il avance, l'Etat ouvrier sent le besoin d'universaliser ses progrès scientifiques, techniques ou économiques. Par exemple, la science soviétique est beaucoup plus développée que celle du camp capitaliste dans le domaine de l'atome. Mais l'essentiel de cette capacité scientifique est dirigé à des fins militaires, parce qu'il faut se défendre du capitalisme. Cependant le camp soviétique a créé la conscience de la possibilité d'éliminer une série de facteurs de dépendance par rapport aux catastrophes naturelles et de dépasser les relations brutales dues à la concurrence aveugle. L'économie pourrait connaître un développement inimaginable en éliminant cela.

L'Etat ouvrier peut comprendre cela ; le capitalisme en est incapable. L'Etat ouvrier peut le sentir grâce aux conditions engendrées par l'économie centralisée. La direction politique de l'Etat ouvrier ne tire pas consciemment de telles conclusions. Mais elle n'est pas tout à fait inconsciente non plus. Tout en restant une bureaucratie, elle doit avancer, progresser, élever ses conclusions objectives sur le processus de l'histoire. Ce sont des appareils, qui pensent donc en tant que tels. Mais ils ne sont pas étrangers aux nécessités de l'histoire. Ils expriment une mentalité d'appareils, mais ils intègrent également des éléments de la nécessité historique.

L'Etat ouvrier démontre sa supériorité sur le capitalisme indépendamment de la bureaucratie. L'étatisation de la propriété et la planification centralisée de l'économie créent les conditions mentales de confiance, de sécurité dans les relations humaines, qui font sentir que la propriété privée, l'individualité, ne sont pas nécessaires. La propriété étatisée et la planification créent de telles conditions, malgré la bureaucratie. Elles engendrent le sentiment d'affection envers l'être humain, tandis que le capitalisme considère l'être humain comme un instrument d'exploitation et établit toutes les relations humaines sur la base de cette exploitation. L'humanité, au travers de la lutte de classes, dans les syndicats et les partis de classe, a élevé ses relations et empêché ainsi des perversions plus profondes.

Le capitalisme dégrade constamment les relations humaines. L'Etat ouvrier est à

l'inverse : il crée des bases d'amour dans les relations humaines. L'Etat ouvrier prend soin de l'être humain. Dans tous les Etats ouvriers, il y a une attention très grande envers les enfants. C'est l'indice de la supériorité des bases économiques des Etats ouvriers. Or ces bases sont la propriété étatisée et l'économie planifiée, qui permettent de développer des relations scientifiques, de créer des structures collectives.

Le capitalisme a créé un sentiment égocentriste. L'égocentrisme résulte de la propriété privée, comme toutes les autres conclusions. Comme il n'y a plus de propriété privée en URSS, l'égocentrisme ne peut s'y développer. Il y a encore des couches bureaucratiques. Mais celles-ci ne peuvent développer la pensée : les bureaucrates sont seuls, ils se heurtent au besoin du progrès scientifique de l'économie. Les communistes ne discutent pas les problèmes de la propriété étatisée, ni de la planification. Ils considèrent que c'est "un truc des Soviétiques".

Il y a dans les Etats ouvriers des changements très précis, tandis que dans les partis communistes, ce sont des tendances au recul, à l'indépendance, au fractionnement du mouvement communiste selon l'intérêt local de chaque parti et spécialement des partis communistes italien et français. Par contre, certains petits partis communistes tendent vers la nécessité d'abattre le capitalisme et de préparer le parti pour le faire. Tandis que dans d'autres partis communistes se développe la tendance à s'adapter aux conditions électorales démocratiques bourgeoises pour remplacer le capitalisme.

Le processus qui va déterminer le cours général du mouvement communiste est celui des Etats ouvriers, même s'il est motivé par le besoin qu'a la bureaucratie de se soutenir. Le développement de l'économie, de la science, l'élévation des luttes, de la conscience, de la volonté de changement de l'humanité renforcent les courants, les tendances qui cherchent à orienter de façon scientifique la construction des Etats ouvriers.

Certaines directions des partis communistes redoutent d'être absorbées par l'Union Soviétique, comme ce fut le cas à l'époque de Staline. Mais c'est le manque de préparation théorique et politique, le manque de bases rationnelles marxistes de ces mouvements qui les fait reculer jusqu'à la défense de la démocratie bourgeoise. Il y a deux courants dans le mouvement communiste mondial et dans les Etats ouvriers : en URSS, mais aussi en Hongrie, en Pologne, en Allemagne, en Albanie, en Chine, à Cuba, il y a la tendance à reprendre les voies de la lutte de classes, depuis la forme superficielle jusqu'à la forme la plus profonde. Et dans les partis communistes se développe la conception arriérée de l'époque de Staline, qui consiste à voir seulement l'intérêt local de chacun. Des deux tendances et courants qui se développent actuellement dans le monde, le représentant des besoins de l'histoire est celui des Etats ouvriers.

Il faut voir les changements en Hongrie. Bien qu'imprécis, ils sont importants. Les

syndicats posent le besoin et le droit d'intervenir sur la qualité de la marchandise, sur la façon de produire, sur la fixation des prix et des salaires. Cela signifie aussi un affrontement entre la bureaucratie syndicale et la bureaucratie du Parti et de l'Etat. Mais à travers lui, s'exprime l'intérêt de couches bureaucratiques devant se développer dans le cadre de la construction du socialisme. Ce n'est plus l'époque de Staline : là les disputes entre les distinctes sphères de la direction bureaucratique, conduisaient à des mesures étrangères au socialisme. Maintenant, c'est l'inverse. Et le fait que le Conseil des Syndicats de Hongrie vient de sortir une résolution demandant une intervention plus forte du mouvement ouvrier dans l'appareil de l'Etat est très important.

Il faut tenir compte de la dispute bureaucratique entre la direction syndicale et celle du parti et de l'Etat : mais les mesures proposées par les syndicats ne profitent pas particulièrement à l'intérêt privé de ces couches. Elles répondent à une nécessité objective. Les ouvriers, les syndicats doivent intervenir dans l'organisation de l'économie de l'Etat ouvrier, pour la fixation des prix, pour la qualité de la marchandise, pour dire que produire, comment produire et comment organiser le travail.

Il y a aussi un très grand progrès des syndicats et du Parti communiste polonais. Lors du récent congrès du PC Polonais, on a incorporé 30% de femmes et 40 % de jeunes. Sans doute y-a-t-il aussi des bureaucrates, mais il faut rappeler que les jeunes bureaucrates d'aujourd'hui ne le restent pas jusqu'à la retraite, ils entrent comme un bloc et finissent comme des dirigeants révolutionnaires.

Ce n'est déjà plus l'époque où les partis communistes peuvent offrir une carrière aux jeunes en leur donnant des postes. Les jeunes ont d'autres aspirations. Les journaux bourgeois sont stupides quand ils écrivent que "la jeunesse est perdue par la drogue et tous ces trucs". En fait, ceux qui se droguent ne sont qu'une infime partie de la jeunesse. Les journalistes voient trois jeunes se saouler dans un café, ou cinquante autres mourir d'une overdose de cocaïne, et ils disent : "c'est la jeunesse..." Ce n'est pas la jeunesse !. La jeunesse est dans l'activité syndicale et révolutionnaire. Voilà la jeunesse. Regardez-la ! Si la jeunesse était massivement droguée, le monde stagnerait. Or il y a un progrès énorme ! Les enfants d'Angola dirigent l'Angola. Ils ne donnent pas d'idées car ils sont sans expériences, et n'ont pas la capacité cérébrale pour ce faire, mais ils accompagnent les idées, sans leur résister. Auparavant si, ils résistaient. Maintenant, la société peut se consacrer en toute sérénité à d'autres tâches, sans consacrer une part essentielle de son temps aux enfants, car l'enfant à son tour, consacre la part essentielle de sa vie à la société. Eux sont incapables de le comprendre. C'est la pétulance du grand au pouvoir qui exprime son mépris vis-à-vis des enfants. C'est la relation du pouvoir.

Cette relation existe encore dans les Etats ouvriers. Elle n'a pas encore été dépassée, mais les conditions sont créées pour que le processus de révolution politique en marche

dans les Etats ouvriers, sous cette forme, soit le moins cruel possible. Dans les partis communistes, c'est l'inverse : parmi les dirigeants, des secteurs se développent avec une aspiration arrogante au pouvoir. Elles prennent le parti communiste comme un pouvoir local, elles cherchent à faire des arrangements. Mais ce qui se passe dans certains partis communistes ne constitue pas la norme, par contre, ce qui se passe dans les Etats ouvriers va déterminer le cours du mouvement communiste mondial.

Tout parti communiste qui rompt, qui s'éloigne ou qui affronte l'URSS est voué à l'échec. Ce n'est plus l'époque de Staline où le fait de résister était le plus souvent une base de progrès. Aujourd'hui, résister à l'URSS, c'est essayer de défendre un intérêt local et en conséquence, chercher la liaison, la compénétration, la relation avec la bourgeoisie locale.

Il est essentiel de revendiquer la nécessité de retourner à l'expérience de la révolution russe. C'est une des bases essentielles de la discussion à cette étape de l'histoire. Un facteur fondamental du progrès de l'histoire, ce sont les Etats ouvriers. L'expérience de l'avant-garde prolétarienne mondiale a confirmé que l'avenir de l'histoire passe par les Etats ouvriers. Pour progresser il faut exproprier le capitalisme, il faut étatiser, planifier la production, centraliser l'économie en la planifiant, imposer le contrôle ouvrier sur la production de l'économie, pour empêcher le fonctionnement bureaucratique, la création de couches bureaucratiques et d'intérêts bureaucratiques, séparer le parti du syndicat, de l'Etat pour empêcher que l'Etat n'absorbe les partis et les syndicats. Tout cela est en marche.

Aucun progrès n'est possible dans n'importe quel pays si l'on ne suit pas cette norme : voilà ce qui est en discussion maintenant. Certains partis communistes résistent à ce progrès de l'histoire. Et tout parti cherchant à s'opposer à ce processus et à affronter l'Union Soviétique est voué à l'échec, à la rupture. L'avenir du processus révolutionnaire est fondamentalement dans les Etats ouvriers et dans le mouvement communiste. Le capitalisme n'a pas de force pour résister au progrès de l'histoire. Son seul recours, c'est la préparation de la guerre atomique. Mais il retarde constamment la décision de lancer la guerre, car il a peur des conséquences, il redoute de voir les Etats ouvriers s'associer de plus en plus au progrès mondial de la révolution.

Le Front Polisario s'appuie sur le soutien de l'URSS envers la révolution mondiale, et pas seulement sur le soutien de l'Algérie. L'attitude des Soviétiques en Angola, au Vietnam, au Moyen Orient influence l'Algérie. L'Algérie est indépendante de l'URSS, mais sans l'URSS elle ne ferait pas une telle politique. Sans l'URSS, il n'y a pas de "Non alignés". Sans l'URSS, il n'y a pas de résistance des pays pétroliers à l'impérialisme. Même si la politique soviétique actuelle est bureaucratique et limitée, c'est une politique de résistance, d'affrontement à l'impérialisme, de stimulant, d'appui à la lutte pour éliminer

l'impérialisme. L'URSS appuie les mouvements de résistance à l'impérialisme, de façon régulière, bien que non coordonnée, cela a permis de créer tout un réseau de relations mondiales qui rendent le rapport de forces moins favorable à l'impérialisme.

Les partis communistes qui résistent à ces changements, sont voués à l'échec, à la rupture, à l'inactivité. Une des activités du capitalisme italien, français, anglais, belge, allemand, nord-américain, consiste à diviser les partis afin d'affaiblir le mouvement communiste mondial, à susciter l'intérêt local, l'ambition locale des dirigeants communistes, afin de les éloigner de Moscou. Voilà la raison de la campagne mondiale du capitalisme vis-à-vis des partis communistes. Le leitmotiv consiste à dire : « vous dépendez de Moscou, qui n'est qu'un camp de concentration, c'est une dictature, il n'y a pas de démocratie. Par contre, nous donnons la démocratie ». Mais quand les ouvriers des pays capitalistes prennent la parole, en faisant des manifestations, on leur casse la figure !

NON A L'OTAN. OUI AU PACTE DE VARSOVIE

Il est clair que nous vivons à l'étape finale du système capitaliste. Les dirigeants des Etats ouvriers utilisent eux-mêmes ce terme d'étape finale. Ils n'agissent pas en conséquence. Ils voient l'étape finale, mais ils n'en tirent pas les conclusions politiques nécessaires

. Ils la comprennent approximativement. Preuve en est qu'ils se moquent des accords de Finlande. L'URSS s'en moque en disant: "les accords seront appliqués par ceux à qui ils conviennent". Cependant pour l'extérieur, ils apparaissent en signant: ils trompent la classe ouvrière, ils trompent la petite bourgeoisie, ils trompent les petits pays ; c'est l'indice de ce que leur politique n'est ni consciente, ni révolutionnaire. C'est une politique consciente de la faiblesse du capitalisme, mais qui n'en tire pas profit de façon révolutionnaire. Ce, parce que la direction est bureaucratique : si elle était révolutionnaire, elle verrait le processus.

Le capitalisme a dû signer à Helsinki l'accord sur les armes nucléaires. S'il parle de trêve, c'est qu'il n'a pas de force. S'il avait de la force, il ferait la guerre et ce serait fini. Il en terminerait avec les Etats ouvriers, et le capitalisme essaierait de se sauver lui-même. Lorsqu'il doit signer, c'est qu'il n'a pas la force d'éliminer les Etats ouvriers. Et il essaie de gagner du temps, d'impressionner la petite bourgeoisie, de maintenir unis les pays capitalistes en montrant l'impérialisme responsable du capitalisme. Aussi fait-il tout pour que le capitalisme dépende de l'impérialisme. Et l'impérialisme essaie d'exploiter cette dépendance économiquement, par la concurrence sur le marché mondial et dans l'investissement des capitaux.

Dans les Etats ouvriers, il n'est pas de réaction politique déterminée par le jugement scientifique, la politique est le résultat de la nécessité logique de l'élévation atteinte par le développement de l'économie et de la société des Etats ouvriers. Ce qui oblige à faire cette politique. Mais en même temps un tel processus développe dans la propre équipe dirigeante de l'URSS où certaines couches ne sont pas bureaucratiques, ou sont sans aspirations bureaucratiques, une préoccupation scientifique.

Le processus de régénérescence partielle ne se donne pas de façon globale mais de façon très, très inégale. Il faut aller en observant les traits de ce processus qui expriment la marche des tendances, mais aussi les étapes où se donne une concentration de groupes, de tendances, de secteurs qui déterminent le cours progressiste, conscient de la politique des Etats ouvriers.

La révolution politique se développe sous cette forme, or, c'est une des formes de la révolution permanente. Dans ce processus, l'immense majorité des PC est à la queue. La Tchécoslovaquie d'Ota Sik et de Dubcek fut l'expression d'une conséquence d'un processus de dégénérescence de l'État ouvrier, la preuve la plus profondément a contrario en fut : l'indépendance anti-Etat ouvrier comme l'était Ota Sik. Ils voulaient utiliser l'Etat ouvrier à des fins privées et coordonner avec le capitalisme. Ils cherchaient l'alliance avec les capitalistes, contre les Etats ouvriers, en préconisant entre autre, l'indépendance de chaque Etat ouvrier. C'était un mensonge, ce n'était pas l'indépendance de chaque Etat ouvrier : c'était l'indépendance vis-à-vis du socialisme, de la propriété étatisée, de l'Union avec les Etats ouvriers, mais la dépendance vis-à-vis du capitalisme.

C'est absurde, stupide de parler en 1975 d'indépendance dans un monde qui a des armes atomiques, où l'on est disposé à les lancer à n'importe quel moment, de venir parler d'une politique indépendante. Le Sahara, c'est du sable d'où sont surgis comme arbres 80 000 Polisarios qui ont déjà pris position : "indépendance, vive le socialisme". Ce sont 80 000 habitants qui se battent encore avec de très vieux fusils. Il n'y a pas une époque d'indépendance, ni d'impartialité, ni de neutralité, de séparation d'avec l'Etat ouvrier ou du parti. C'est absurde. L'histoire n'y laisse pas de place. Il y a déjà une définition logique et concrète : Ou Etat ouvrier ou capitalisme. Quant à la politique de neutralité des PC - ni OTAN, ni pacte de Varsovie - elle est fausse. Les partis communistes veulent rester en dehors de l'un ou de l'autre pacte, ceci plus leur pluralité.

Il n'est possibilité ni de neutralité, ni d'indépendance. Au contraire : le cours en ascension de la crise mondiale du capitalisme, la conscience du capitalisme de ce qu'il ne peut s'opposer ni économiquement, ni même militairement aux Etats ouvriers, aiguise et prolonge la crise. Ce n'est ni un calcul, ni une politique habile du capitalisme : c'est son

inertie, or, sans être de l'impuissance, l'inertie en est une partie, une des bases. C'est l'inertie du capitalisme sans initiative pour résoudre les problèmes.

Parmi les conditions aiguissant sa crise, il y a la lutte des masses et le développement des états ouvriers. Développement économique, social, scientifique et militaire. Leur appui à la révolution en Angola, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, avec entre autre cet évènement, qui dans l'histoire fait partie de la régénérescence partielle dans sa forme très, très élevée : l'intervention de Cuba en Angola. Il faut être idiot, malintentionné et cynique - ce qui est fort proche d'une trahison du communisme - pour ne pas se réjouir, pour ne pas fêter l'intervention de Cuba en Angola. C'est fort près d'une trahison que de le cacher, de le condamner, tout comme de condamner l'existence du Pacte de Varsovie. Car c'est être stupide, inanimé, que de ne sentir que la solution ne vient pas de la capacité donnée par les armes, les armes vont déterminer les relations de force et le droit historique n'appartient pas au capitalisme mais aux Etats ouvriers. C'est logique que l'Etat ouvrier ait son Pacte de Varsovie. Ce serait être stupide de ne pas le faire.

Nous proclamons à nouveau : nous sommes avec le Pacte de Varsovie et contre le Pacte de l'OTAN ! Nous sommes pour la démocratisation soviétique du Pacte de Varsovie. Ca c'est autre chose. Nous sommes pour que le Pacte de Varsovie intervienne de façon plus influente, plus constante en appui à la révolution socialiste mondiale, pour qu'il développe la démocratie soviétique, le droit de tout discuter et surtout de planifier consciemment tout en fonction de la nécessité objective de tous les Etats ouvriers : et pas du seul Pacte de Varsovie, mais une planification de tous les Etats ouvriers, et sur cette base, appeler la Chine.

En revanche proclamer : "nous ne sommes ni avec l'OTAN, ni avec le Pacte de Varsovie", comme le font certains PC, entendant par là proclamer "l'indépendance", c'est faux. Ils se déclarent indépendants de la révolution et dépendants de la conception capitaliste. S'ils ne vont pas plus loin, c'est que leur base s'y oppose, car alors elle s'en irait. Aussi faut-il voir cette crise, cette dualité de fonctions des PC qui sortent contre le Pacte de Varsovie, et les Etats ouvriers qui appuient le MPLA d'Angola : Il y a peu de mois encore divers PC étaient contre le MPLA. Contre ! Pas seulement indifférents, contre ! Or, les militants communistes posaient : Et pourquoi n'appuyons-nous pas le MPLA en Angola ?". "Ah, nous ne savons pas, il y a plusieurs mouvements en Angola, il faut voir !". C'est l'intérêt bureaucratique contre l'intérêt de la révolution. La politique de ces partis a créé des ailes, des courants, des tendances d'intérêt local. Sur cette base, ils se rapprochent de la bourgeoisie de chaque pays et s'éloignent de l'Etat ouvrier. Ils ne peuvent rompre avec l'Etat ouvrier, ni s'unir à la bourgeoisie, car leur intérêt continue à être, inévitablement, inexorablement des mesures anti-capitalistes, ce qui les unit à la classe ouvrière. D'où l'indécision, la timidité, la fluctuation constante et les changements de ces courants. Mais historiquement, ces courants ne correspondent pas à une nécessité ; ils ne représentent pas la nécessité de transformer la société.

Ces courants, nous les appelons "tchécoslovaques" car ils veulent utiliser l'Etat ouvrier à des fins particulières et non pour développer la société, Ils voient l'Etat ouvrier comme une source de ressources, de propriété, et non comme un moyen, un instrument pour changer l'histoire. Aussi dans les PC, les problèmes de l'humanité sont-ils absents : problèmes de l'amour, de la femme, de l'enfant, de la joie. Ils parlent en tant que protecteurs de la femme, de l'enfant, de la musique, de l'être humain. Ils ne parlent pas avec la dignité communiste, de ce que le communisme signifie l'être humain, car il élimine toute forme de dépendance de la relation humaine vis-à-vis de la propriété, vis-à-vis de la production, vis-à-vis du pouvoir : et les relations s'établissent sur la base de la conscience humaine. Sans doute résolvent-ils les problèmes de l'économie. Mais la relation humaine de la dignité communiste vient bien avant que ne soit résolu le problème de l'économie. Bien avant! L'aptitude, la capacité de l'humanité à résoudre les problèmes des relations sociales se développe beaucoup plus que celles de résoudre l'économie, car l'intelligence est supérieure à tous les plans, les programmes et la capacité de production. Le peuple malgache par exemple, est encore dans l'enfance de la technique et de la science capitaliste, mais il est en première ligne pour la proclamation de la société socialiste. Les contradictions apparentes de cette différence font une unité. Voilà la révolution permanente. Elle passe des tribus aux fokonononas et à 90% des voix pour le socialisme au référendum. La révolution a les portes ouvertes. Elle exige une direction qui cherche à s'orienter objectivement, et est en train d'apprendre à diriger. Elle n'a pas de parti, alors elle ne peut être audacieuse dans ses résolutions, dans le programme de l'économie, de la production, de la science. En revanche, elle est résolue dans son caractère social. Autrement elle est faible car il se requiert des moyens matériels qu'elle n'a pas. Elle doit entrer en compétition, elle doit circuler dans la relation mondiale. Là est sa faiblesse, autrement elle est puissante.

LA VOLONTE ANTICAPITALISTE DES MASSES EST LA BASE DU DOUBLE POUVOIR

Le processus en URSS se développe de façon inégale et combinée, mais la victoire est au combiné et non à l'inégal. Le conflit avec la Chine se maintient encore. L'URSS ne fait pas à la Chine des propositions qui tendent à élever la discussion, qui tendent à faire intervenir les masses dans une discussion publique des problèmes économiques, sociaux, politiques et militaires. Ils discutent d'appareil à appareil. Aussi la discussion et divergences sino-soviétiques apparaissent-elles comme des divergences entre Chinois et Soviétiques. Les Soviétiques essentiellement ne prennent pas l'initiative de faire des propositions, de faire des discussions publiques.

En Chine il y a une camarilla, une tendance nationaliste, d'intérêt local : la politique générale menée par les Chinois n'est pas seulement erronée, elle est repoussante. Cette politique est développée consciemment pour défendre des intérêts locaux, conservateurs - elle se heurte au reste du monde. L'intérêt est conservateur, pas la production, le développement. En matière de production, ils sont fort avancés, dans les

relations sociales ce sont des conservateurs, dans les relations mondiales, ce sont des conservateurs. Et ceci se reflète à son tour, dans l'économie, dans la planification, dans l'absence de planification ou dans la planification superficielle.

La camarilla bureaucratique en Chine a des intérêts conservateurs, régionalistes, semblables à ceux de Staline. Cette couche bureaucratique est intéressée par elle-même, elle utilise pour son service le reste du mouvement. La politique des Chinois est faite d'alliance avec le capitalisme, elle va directement contre l'intérêt de la révolution socialiste, contre l'appui et le soutien objectif au progrès de la lutte contre le capitalisme. Cette camarilla ne peut résister pendant une période de l'histoire.

Staline poursuivait les révolutionnaires et faisait des accords avec le capitalisme. Il a fait un pacte avec Hitler. Il a livré la révolution espagnole tout en assassinant les révolutionnaires à Moscou. Staline était fort pluraliste avec la bourgeoisie, pas avec la révolution. Il a assassiné les révolutionnaires, même des révolutionnaires de droite - mais des révolutionnaires - comme Boukharine, pour empêcher qu'ils ne fassent du tort, ne portent préjudice ou n'affaiblissent l'intérêt de la bureaucratie soviétique. De sorte que dire : Staline n'était pas pluraliste, est faux. Staline était très pluraliste... avec le capitalisme. Par contre, il assassinait les révolutionnaires. Alors tous ceux comme Ellenstein qui écrivent l'histoire de l'URSS, mentent.

Une des bases essentielles de la préoccupation de Trotsky écrivant Staline a été de montrer que Staline ne fut le résultat ni de Lénine, ni de la révolution russe mais de conditions mondiales du processus révolutionnaire de l'histoire. Parmi les conditions, il y a celles créées consciemment par la trahison des partis socialistes, en raison de leur immaturité, de leur faute historique. Les trois choses : trahison, immaturité, faute historique. Le parti socialiste a été créé pour se développer dans la croyance en des réformes du système capitaliste. Car il concevait le progrès capitaliste comme inépuisable, inextinguible. Joint à lui, des courants se sentaient révolutionnaires, mais n'ont pas exécuté car ils ont ressenti de la peur à n'avoir pas de parti préparé. Sans être des traîtres préparés consciemment, comme ils n'avaient pas de parti, ils n'ont pu comprendre l'histoire ; ils auraient dû intervenir, ils ne l'ont pas compris.

De sorte que Staline ne fut pas simplement celui qui ordonna de tuer Trotsky et les bolcheviques : si Staline l'a fait, c'est afin de pouvoir pactiser avec la bourgeoisie. Staline est une conséquence du reflux de la révolution mondiale, du manque de décision et de réponse historique des partis socialistes lors de la prise du pouvoir, et de conditions révolutionnaires existantes qui n'ont pas permis d'avancer plus.

On ne crée pas des conditions révolutionnaires par décision du parti (à cette époque) : elles résultent des relations mondiales de la lutte de classes. Et il y avait les partis socialistes qui ne partaient pas du principe de classe. Or même ainsi, Lénine et Trotsky, le Parti Bolchevique ont déclaré comme programme : "La révolution russe est le phare qui illumine le monde, c'est le bras qui dirige le processus mondial de la révolution : elle est disposée, préparée à intervenir, à appuyer, à développer la révolution socialiste mondiale, même au prix de la destruction de l'Union Soviétique". Voilà les déclarations exposées scientifiquement par l'Internationale Communiste. Ce sont des textes de Lénine et de Trotsky, mais approuvés par le Parti Bolchevique et l'Internationale Communiste. La révolution russe, les bolcheviques ne l'ont pas fait pour eux-mêmes, mais comme instrument d'un processus mondial de la révolution qui commençait avec la révolution russe. En établissant entre autre, deux principes fondamentaux : il faut le parti pour cette tâche, pour prendre le pouvoir et construire le socialisme, il faut étatiser, centraliser, planifier ; Parti, syndicats, Etat doivent être indépendants. Mais la décision, la résolution du parti et des syndicats ont autorité sur l'appareil de l'Etat. L'appareil d'Etat n'est pas indépendant du parti et des syndicats, car ce sont les syndicats et le parti qui déterminent la politique de l'Etat. L'Etat exécute la politique décidée par le parti. Or le parti s'appuie sur les syndicats qui représentent la population. Voilà la répartition des pouvoirs

Staline s'est soulevé contre ça. Ellenstein et les autres l'éludent : ils disent Staline vient peut-être de l'époque de Lénine qui n'a pas compris la démocratie bourgeoise. Ca c'est l'aspiration à la démocratie bourgeoise.

Nous nous étendons beaucoup sur ces problèmes, car c'est d'eux qu'on va discuter, l'avant-garde communiste va les discuter. Il reste clair et net qu'on ne peut progresser sans l'étatisation de la propriété. Et dans ce sens, il faut saluer la nationalisation du pétrole au Venezuela : c'est un très grand progrès.

Toutes ces discussions sont en train de s'approfondir, de se développer dans le mouvement communiste mondial. Ce ne sont pas des thèmes d'une discussion transitoire, mais les formes concentrées de la discussion sur le processus de la révolution politique, uni dans son développement au processus inépuisable de la révolution permanente, avec la relation d'une gigantesque dualité de pouvoirs. Cette dualité - comme le prolétariat n'a pu prendre le pouvoir parce que ses directions l'entravent et le dévient - se développe avec une profondeur inépuisable, d'innombrables petites dualités de pouvoir : occupations d'usines, fonctionnement d'usines, fonctionnement d'organe du capitalisme pris en mains par les gens ; l'église qui fonctionne comme un organe de défense de la population. Les organes antérieurs de dualité de pouvoirs qui étaient dirigés par le parti avaient une fonction globale décisive. Aujourd'hui, ils n'ont pas cette fonction globale, décisive car il n'y a pas de parti pour organiser, coordonner, mais une preuve de la puissance de la révolution, c'est qu'ils continuent à exercer une telle fonction, à une échelle historique inférieure mais à une échelle numérique supérieure.

Ce sont des relations de force déterminées par ce cours, où tout est apte à renverser le capitalisme. Les gens veulent le faire. Il leur manque la direction. Ce n'est pas le seul prolétariat qui le veut : tous les gens.

Des expressions en sont les SUV du Portugal, le mouvement des catholiques, le propre mouvement des militaires d'Éthiopie. Les journaux parlent d'un "recul des militaires en Ethiopie, de ce qu'ils ont abandonné le socialisme". C'est stupide ça ! Les dirigeants d'Éthiopie sont étouffés et les Soviétiques commettent une erreur en n'intervenant pas là. Ils ont besoin de développer l'économie. Ils ne font marche arrière sur aucune des mesures prises. Ils appellent à investir parce qu'ils n'ont pas d'autre remède. Le Vietnam, la Hongrie, la Roumanie, la Pologne appellent aussi à investir. A propos des dernières déclarations des militaires d'Ethiopie (lorsqu'ils parlent de révolution bourgeoise) les capitalistes disent : "Ah le socialisme est fini, que c'est beau!". Voilà l'impression que donnent les journaux bourgeois. Ils publient la nouvelle en gros titre : "Le socialisme est fini, ils reviennent à la propriété privée". Mais toutes les mesures prises continuent comme avant. On ne revient en arrière sur aucune mesure. Le privé peut investir jusqu'à 200 mille dollars, mais avec un contrôle énorme. L'erreur vient des Etats ouvriers car ils auraient dû investir. Ils investissent, mais l'Ethiopie a besoin de beaucoup plus. En outre, les Etats ouvriers ont besoin de gagner de l'autorité, ils doivent rompre la dépendance d'un pays paysan comme l'Ethiopie. Rompre cette dépendance et développer l'économie. Mais le capitalisme se dit : "En développant l'économie, on développe le sentiment de propriété privée, de la bourgeoisie et s'en est fini de la révolution socialiste". En revanche en Ethiopie on met des limites à l'investissement, il vaut pour une période. On a l'impression qu'ils contrôlent avec une montre.

Il faut considérer que la discussion dans le mouvement communiste mondial va se développer sur ces points. La lenteur du processus révolutionnaire est déterminée par le manque de direction, ce dont sont responsables les Etats ouvriers essentiellement. Au moment où se développent les qualités de la révolution, la volonté des gens de changer - preuve en sont les révolutions du Portugal, de l'Ethiopie, de l'Algérie, le Polisario, le Vietnam, l'Angola - on laisse place à un processus qui, en conséquence, ne se présente pas unifié dans la volonté de combat pour prendre le pouvoir et développer l'économie. Ceci crée des stades distincts, des différences entre la volonté de combat, la décision, et le manque de direction pour le combat. Cela donne l'opportunité à des partis communistes de poids, comme ceux de France et d'Italie, de développer des conceptions théoriques étrangères aux possibilités scientifiques, réelles et, en conséquence de déterminer des programmes d'une conception anti-communiste, comme par exemple "le compromis historique" : Comment croire que le capitalisme va dépasser sa crise, qu'on va l'aider à passer sa crise en soutenant des mesures anti-scientifiques.

En même temps, toute une série d'organes de double pouvoir se créent et progressent. Il en est qui sont approuvés par les propres communistes, c'est l'indice d'une contradiction intérieure entre la couche éloignée de la réalité, et la base. La base veut

impulser, or elle ne sent pas encore la force de secouer ou d'éliminer la direction actuelle qui concilie avec le capitalisme. Dans le processus dialectique, la contradiction est homogène. Sans doute, le progrès contradictoire élimine-t-il un des facteurs, mais il incorpore l'autre. C'est par contre une contradiction antagonique. Le Parti communiste fait une fonction qui élimine le Parti Communiste.

Les masses pour leur propre compte et en s'abusant de la crise du système capitaliste font une série de créations, ont une série d'initiatives qui se terminent en dualité de pouvoirs. Entre autre un principe s'établit en France, en Norvège, au Danemark, en Suède les entreprises ne peuvent planifier pour leur compte. Elles doivent, au moins, communiquer au syndicat ce qui va se planifier, s'investir. Et dans certains endroits, on en arrive à ce que ce soient aux ouvriers de décider, s'ils acceptent cet investissement. Même si c'est une base de liaison, de relation de compénétration avec le patron, avec le capitalisme, cette intervention des ouvriers étend leur pouvoir de raisonnement, d'analyse, de programmation, de direction. Elle l'étend du Conseil ouvrier à l'investissement. C'est un progrès limité gradué, mais un progrès contre la structure, le fonctionnement du système capitaliste. Tout en étant un avantage pour le capitalisme. Ca lui permet de maintenir, de continuer la propriété privée. La direction communiste doit céder aux ouvriers sur de telles conclusions sans quoi ce serait une rupture. Cette conclusion, cette intervention a une base de compénétration réformiste, d'adaptation réformiste; mais en raison de la nature des besoins de l'économie, de la révolution, cette pénétration qui crée des bases de réformisme et d'alliance avec le capitalisme, ne peut se réaliser, car joint à ce processus, les Etats ouvriers et la révolution avancent ensemble. La relation mondiale de forces influe pour donner une solution logique par l'expropriation, la planification qui ne peut se faire sans étatisation.

De toutes façons, ce sont des progrès de la révolution socialiste, de mesures, de programme, de progrès de la révolution socialiste, même de façon graduée. Le parti communiste maintenant ne peut faire comme les socialistes à leur époque lorsqu'ils se maintenaient sur le plan des réformes soumises à l'intérêt du capitalisme. La discussion actuelle en Italie est d'une importance grande, elle aura aussi un très grand écho. Le capitalisme italien est en crise, sa crise est profonde. Parmi les mesures pour passer la crise et ce, d'après l'orientation du capitalisme mondial, selon les conditions de chaque pays, ils sont parvenus, avec l'appui des communistes, à décider d'un programme d'investissement de 250 mille millions de lires et vont pendant cinq ans payer les gens au chômage. Ils soutiennent le chômage tout en donnant de l'argent aux entreprises en vue de réanimer leur production. Sur les 250 mille millions de lires plus de la moitié sont destinés aux entreprises ; 98,90 % de l'investissement va aux grandes entreprises, les petites et moyennes sont liquidées.

Ce nettoyage produit par la crise du capitalisme, l'Etat l'aide, et les communistes appuient cette politique. Le reste c'est pour ce qu'ils appellent la "Caisse d'Intégration" : Elle sert à payer les ouvriers au chômage pendant cinq ans. La première année elle paie

80% du salaire puis 60%. C'est apparemment une très grande conquête du Parti Communiste qui parvient à subventionner le chômage. Un mois avant que cela n'arrive, nous avons écrit divers articles posant ce problème, disant qu'il allait s'ensuivre une terrible inflation, car cet argent qui circule sur le marché ne part pas de la production. Tout ça, c'est l'inflation, c'est l'embonpoint de l'inflation.

Dans nos articles (4) nous posions: les grandes entreprises vont être soutenues pour assainir la crise du capitalisme et liquider les petites et moyennes, en conséquence la production se concentrera dans les entreprises restantes afin de fortifier, d'élever la base de ce qu'ils appellent les "multinationales". C'est-à-dire une concentration des capitaux à la recherche d'un lieu d'investissement, du profit (de ce que Marx appelait le "taux moyen de profit"). Ils cherchent à investir massivement aux frais de la société pour le bénéfice des grandes entreprises et on ne parle même plus des petites entreprises. Sur mille entreprises, ils en soutiennent une, pour le reste rien et ils vont créant une énorme inflation. Puis, pour empêcher l'inflation, créée par une telle quantité d'argent déversée sur le marché, ils augmentent les impôts gouvernementaux. Les impôts augmentent avec cette mesure, car d'où vient ce fonds? Il provient de la société, il sort de la monnaie en circulation, des dépôts ou de n'importe quelle forme de monnaie, mais il provient de là. Il ne sort pas de la production. Si les impôts augmentent, l'intérêt du capitalisme diminue, il va cesser d'investir là et cherchera à le faire ailleurs. C'est ce qu'on appelle "les capitaux chauds" ils s'investissent, rapinent puis s'en vont. C'est une source énorme d'inflation. La même chose va se passer en France.

En Italie il y a un million et demi de chômeurs. En tout, entre la "Caisse d'Intégration" et le reste, il y en a plus de deux millions. La caisse d'Intégration, Giscard appelle ça "subvention". C'est pareil. Face à cela les communistes n'ont pas de politique, mais les soviétiques si. Les Soviétiques proposent aux communistes d'Europe de ne pas soutenir le capitalisme en crise, ils incluent la grève générale, comme moyen de renverser le capitalisme. Ils disent qu'il n'y a pas que la grève générale, mais que c'est une réponse à donner. De nombreux dirigeants communistes s'en effrayèrent. L'effet sur les militants communistes en est fort nocif, cela influe sur le maintien des groupes "gauchistes". Mais en même temps les groupes gauchistes n'ont pas de réponse à donner, par manque de politique, de programme, d'objectifs historiques. Une crise s'ensuit chez tous les groupes gauchistes. Toute crise leur pose : que faisons-nous ? Ni les groupes gauchistes, ni les communistes n'ont de politique. Aussi, ont-ils des doutes, un manque d'assurance, une hésitation face à l'URSS. Aussi, proclament-ils : ni Pacte de Varsovie, ni Pacte Atlantique, indépendance vis à vis de l'un comme de l'autre. C'est criminel !

Cette politique va affirmant une tendance déjà existante. Elle crée un nouveau courant : d'utiliser la masse communiste pour une politique de création d'un nouveau pouvoir, d'usufruit du pouvoir sans éliminer le système capitaliste. C'est ce qu'ils font. C'est une politique suicide et impossible que de vouloir obliger le capitalisme à investir. C'est comme s'il l'on disait au capitalisme de faire le socialisme !

L'avant-garde prolétarienne fait de constants efforts pour influencer les partis communistes : elle trouve en l'appareil un obstacle qui l'empêche d'avancer. Cet appareil ne laisse pas discuter, il ne laisse pas parler, il ne laisse pas raisonner, ni donner son opinion.

(4) Voir : "Conclusions du coup transitoire de la contre-révolution et de l'héroïsme du prolétariat et des masses chiliennes". J. Posadas, 16/09/73, Editions Revue Marxiste.

En Italie, comme dans d'autres parties du monde, le capitalisme fait des escroqueries quotidiennes. Les communistes dénoncent les escroqueries, l'immoralité et la corruption. Ce que les communistes devraient poser, logiquement c'est que l'entrave vient de la forme d'organisation de l'Etat. Les communistes ne le posent pas, ils se consacrent à chercher des "hommes bons". Ils disent : "Il faut améliorer l'Etat, il faut être sérieux, il faut profiter des conditions pour pouvoir avancer, cette pauvre Italie ne sait où aller !". Eux parlent de "cette pauvre Italie", quand c'est le capitalisme ! Voilà leur conception. Tout l'appareil créé par eux, ne raisonne pas en fonction de l'objectivité nécessaire, mais de son intérêt. Par exemple pour faire le "compromis historique", ce qui est une soumission générale à la démocratie chrétienne (pas sur tout, mais en général), les communistes à propos de l'avortement ont été contre sa liberté complète, qu'il soit déterminé par la femme, la famille ou le couple. Ils discutent par contre du droit de déterminer du médecin, ce, non pour des raisons médicales, mais en raison de l'état social du malade, ce qui signifie toute une recherche sur la femme. La femme célibataire par exemple ne peut se faire avorter sans le consentement de ses parents. Les communistes sont d'accord là-dessus, ce qui montre à quoi ils préparent... Ils préparent des conditions de relations bourgeoises, et non communistes. Ce ne sont pas des conceptions erronées : elles sont bourgeoises. Or, la base communiste les rejette. La base communiste n'a pas fait une seule déclaration importante qui soit favorable à cette résolution : tous sont contre! Sur ce problème, la position du PC est anti-scientifique, réactionnaire. Pas seulement anti-scientifique, réactionnaire. Pour l'avortement, leur décision est prise sur la base du jugement bourgeois, de l'appareil bourgeois, et non par nécessité sociale, elle est fonction de la relation existante dans le système capitaliste, fonction du jugement, du critère du médecin qui procède tel un juge. Bon, les propres médecins ont déclaré qu'eux ne sont pas des juges pour décider de l'avortement, que c'est à la femme de décider. En France, la même chose se passera si on arrive à un cas similaire.

Cependant, il y a une évolution à gauche dans le mouvement communiste. Mais les directions, la structure de l'appareil, ont une conception capitulatrice vis à vis du

système capitaliste. Alors il faut considérer que la discussion dans le mouvement communiste mondial ne se fait pas de façon superficielle, ambiguë : elle acquiert un caractère chaque fois plus net, car le processus les oblige à prendre des positions nettes. Il ne leur est plus permis d'éluder, d'être indécis : ils doivent se prononcer, comme sur les problèmes du Chili par exemple. Après nos écrits, toutes nos analyses sur le Chili, les Soviétiques publient qu'on ne peut avancer par des moyens démocratiques pour renverser la dictature militaire ou le capitalisme, qu'il faut les vider par la force, qu'il faut vider l'appareil d'Etat par la force. Les communistes italiens polémiquent avec les Soviétiques en posant "les Soviétiques disent". Ils n'acceptent pas cette position, car elle va contre leur politique d'adaptation au capitalisme. Or, les conditions de la discussion vérifient la très grande préoccupation dans le PCI et dans le PCF et dans tous les PC pour renverser le capitalisme. Cette crise du capitalisme est totale ; il faut le renverser, il ne tombera pas seul. Il faut transformer les institutions capitalistes au moyen d'institutions neuves qui soient dirigées par le programme. Un programme d'étatisations et de planification. Un programme qui défende l'étatisation, la planification et la fonction du syndicat dans l'Etat. Cela avance déjà. Les soviétiques sont en train de le défendre. C'est très important, car lorsqu'ils le font ce n'est pas par intérêt transitoire, mais par conclusion historique : ils doivent appuyer cette politique. Ils ne le font pas comme le résultat d'une vérification programmatique, mais comme le résultat d'une nécessité impérieuse : ils voient là l'opportunité de se débarrasser du capitalisme, sans risque de guerre, mais sans omettre qu'il y a danger de guerre.

Et quand les Soviétiques se lancent même timidement à cette politique c'est que les conditions y sont. Le monde est mûr pour ça. C'est là un des facteurs essentiels du mûrissement du processus révolutionnaire mondial. De là, Madagascar. Sans la politique soviétique, Madagascar n'aurait pas pu faire cette politique, ni le Front Polisario, ni l'Angola. L'Etat portugais non plus, n'aurait décidé d'enquêter sur les assassinats de Porto car il doit se justifier face à la population. Cela signifie que le gagnant doit demander pardon de sa domination. Son pouvoir ne s'affirme pas ainsi. Chez eux, il y a des secousses et non un équilibre. Ça signifie que des mouvements de cette nature sont proches. Quand les gauchistes se mobilisent, ils ne répondent pas à une nécessité ou à une conclusion programmatique, mais à une vérification de l'esprit des gens. Tout ceci se vérifie, lorsqu'on se mobilise ainsi au Portugal. C'est-à-dire que politiquement, c'est bien plus profond que ce qu'expriment les gauchistes. C'est ce que dit la brochure que nous avons écrite (5). La situation au Portugal est transitoire. Dans un tel processus, les défaites sont transitoires. Ce ne sont pas des défaites qui résultent de rapports de forces et permettent le retour en arrière. C'est-à-dire que le processus va se réanimer. Il faut considérer alors, que notre intervention à cette étape, doit avoir un caractère beaucoup, beaucoup plus profond, car on discute dans la ligne, dans la préoccupation, dans la conclusion nécessaire au développement de l'histoire. Non avec le programme nécessaire, mais on discute dans cette ligne, ce qui laisse établir les conditions d'une discussion programmatique. A l'intérieur de cette discussion il y a la crise du mouvement communiste qui les oblige à discuter - même légèrement, et superficiellement - un raisonnement dialectique. Ils ne l'appliquent pas, mais ils doivent en discuter. Même les divergences sino-soviétiques s'approfondissent, mais elles s'éclaircissent. L'évolution en Chine montre bien clairement ce que veulent les Chinois, de même la discussion chez les Soviétiques montre bien clairement ce qu'ils veulent. Mais en même temps, c'est la

preuve de la nécessité d'une discussion publique sur le pourquoi des divergences sino-soviétiques. Une discussion sur : comment est-il possible que les Chinois d'un Etat ouvrier fassent une politique d'alliance avec l'impérialisme contre l'Union Soviétique. C'est ainsi objectivement et pratiquement : alliance des chinois et contre l'Union Soviétique. C'est la preuve, en même temps que cette politique ne peut résister au progrès, au développement permanent du processus révolutionnaire de l'histoire. Les Chinois doivent justifier à chaque moment de ce qu'ils font et se rectifier constamment. Or ceci s'accompagne de luttes internes en Chine, comme actuellement.

(5) Voir : "Le soulèvement du 25 novembre et le processus de révolution et contre-révolution au Portugal". J. Posadas, 30/11/75, Editions Revue Marxiste

En Chine, dans la crise actuelle, les dazibaos mettent en question les principes fondamentaux des réformes réactionnaires, comme la sélection dans les études universitaires. La révolution culturelle avait aboli les normes antérieures du fonctionnement des universités. Auparavant entraient à l'université ceux qui pouvaient le plus, les plus capables. La révolution culturelle l'a aboli : elle a fixé qu'un nombre d'ouvriers devaient aller à l'université indépendamment des épreuves de sélection. Sur 100 étudiants, 40 ouvriers devaient entrer. On sélectionnait les ouvriers capables et qui avaient un intérêt. Ce nouveau gouvernement chinois tend à abolir cette conclusion et pose le retour à une sélection naturelle de la capacité. Or les étudiants disent : non à la sélection naturelle, que l'État assigne et qu'il prenne en charge toutes les dépenses. Voilà une conclusion sociale.

La sélection naturelle affirme la carrière, le poids universitaire des couches de la bureaucratie aisée des hauts dirigeants, des directeurs d'entreprises et des propriétaires qui existent encore. La désignation d'une quantité fixe de 40 % d'ouvriers qui entrent (c'est le syndicat, le parti, la cellule qui le déterminent) a pour but d'envoyer des représentants du mouvement ouvrier C'est ce qu'affirment les étudiants, les ouvriers, les militaires. C'est-à-dire ce n'est pas n'importe quelle lutte. Même si la divergence apparaît circonstancielle, pour des problèmes inférieurs, comme les études, ils acquièrent une nécessité, ils représentent une nécessité, acquièrent une importance qui dépasse la discussion en elle-même. Derrière cette discussion il y a les représentants de l'Etat ouvrier chinois : la bureaucratie, les secteurs désignés du doigt, les secteurs liés à la population.

En Chine, si la discussion est ambiguë, elle a un fond révolutionnaire. La même chose se passe dans la discussion avec les ouvriers, sur quels doivent être les dirigeants ouvriers. La direction chinoise veut les désigner, et les ouvriers de beaucoup d'usines disent : non. Tous désignerons les dirigeants si nous nous trompons, nous nous corrigerons. Et ils accusent cette direction, ce Teng Hsiao Ping. Ils les accusent de bureaucrates, de

bourgeois, et pour la première fois, ils permettent aux journalistes d'aller voir les dazibaos et ils font la garde des dazibaos pour qu'on ne les déchire pas. Les journalistes les ont vus : ce sont des attaques directes. Ce qui veut dire que des secteurs de l'armée, de la police, de l'appareil du parti appuient ces masses. C'est une lutte plus ouverte.

Ce fait n'est pas occasionnel : s'il prend la forme d'une déclaration aussi élevée c'est que ce sont les formes de la discussion en Chine. Avec ça, la direction chinoise continue d'être virulente contre les soviétiques. Elle les accuse de social-impérialistes. Elle appuie le FNLA même si elle doit appuyer le MPLA, mais jusqu'à hier elle appuyait le FNLA. Si elle change maintenant, c'est qu'elle a rencontré une résistance. De sorte qu'il y a une série de symptômes comme ce changement de position sur l'Angola. Le changement se fait par le problème des étudiants et de la désignation des dirigeants ouvriers. Mais les Chinois ne mènent aucune politique cohérente d'opposition à l'impérialisme, ils continuent à reconnaître la junte chilienne, et de plus, vont lui faire-des prêts !... Les Chinois espéraient gagner au Laos, au Cambodge et les deux se sont retournés vers l'URSS. Les Cambodgiens ont sorti une belle résolution dans laquelle ils appellent le sud-est asiatique à s'organiser contre l'impérialisme. Le Laos aussi proclame la démocratie pour construire le socialisme.

LE MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN EXPRIME UNE DESINTEGRATION DU SYSTEME CAPITALISTE

Cette crise des partis communistes, des Etats ouvriers, en se produisant accentue la crise du système capitaliste. Il faut tenir compte du sens du Marché Commun Européen (MCE). Il n'est pas l'expression de la puissance du capitalisme, il est une combinaison de la désintégration du système capitaliste. Ils font le MEC pour sauver le système capitaliste, pour contenir la concurrence inter-capitaliste. C'est pour empêcher les Soviétiques de tirer un avantage de la concurrence capitaliste européenne. Ils ont trois problèmes essentiels : la concurrence inter-capitaliste en Europe, la concurrence avec l'impérialisme yankee et la concurrence du système capitaliste dans son ensemble avec les Etats ouvriers. Là est une expression d'agonie du système capitaliste et non de sa puissance. A son tour, il crée les bases, les conditions qui peuvent être utilisées pour la révolution socialiste ou pour la construction du socialisme. Dans le socialisme, toute l'Europe va s'unifier. Mais le MEC n'en est pas la condition indispensable. Unification de l'Europe comme Etats ouvriers ne sera pas faite comme l'est le MEC qui n'a rien d'une unification. Le MEC est un accord par lequel ils doivent discuter point par point de l'économie. Ils parviennent à un accord à 9 h du soir et le brisent à minuit, car ils doivent faire coïncider tous les intérêts concurrents du capitalisme européen. La pré-éminence va aux grands capitaux qui se mettent d'accord et leur accord se structure sur la base de gros investissements, des grandes industries contre le petit et moyen capitaliste, le financier moyen, contre les producteurs agricoles. Ainsi le MEC n'est l'expression

d'aucune puissance. Les communistes doivent l'analyser. Le MEC est une mesure qui essaie d'éviter la désintégration du capitalisme. Il faudra discuter tout cela dans la prochaine étape.

Quand nous posons l'unification socialiste soviétique d'Europe, c'est autre chose. La politique des communistes propose d'intégrer le MEC pour une Europe socialiste, ça ne signifie pas le Marché Commun. L'Europe socialiste est une chose, le MEC en est une autre, ce n'est pas l'Europe socialiste. Dans le socialisme on n'aura pas besoin du marché commun mais d'une planification de toute l'Europe. Par contre, le MEC signifie des accords de concurrence de tous les producteurs. C'est un recul de l'histoire. Le MEC est une nécessité du système capitaliste pour contenir leur propre concurrence, faire face aux Etats ouvriers, faire la compétition avec l'impérialisme yankee. Mais vu leurs divergences, le MEC - après plus de 20 ans - n'a rien de "commun". Il continue à être un marché où s'exprime la concurrence. Déjà à plusieurs reprises ils auraient dû s'être fait la guerre. S'ils ne l'ont pas c'est qu'ils sentent que les Etats ouvriers en sortiraient bénéficiaires et que la défaite des Etats-Unis serait totale.

C'est une politique erronée des PC que de dire : "Nous voulons un marché commun ouvert, démocratique". Non, non. Le Marché commun ne peut se démocratiser car c'est une structure. Par contre l'Europe unie en commun c'est distinct car on y planifie. Ce qu'il faut proposer c'est une Europe planifiée et l'Europe socialiste de Lénine. Ça gêne les dirigeants, mais il ne faut pas : Lénine n'était aucunement gêné par le socialisme. C'était le socialisme exprimé dans un programme et dans des idées. Il faut intervenir avec ce que nous disons dans les textes.

Le MEC est une mesure capitaliste. Nous pouvons intervenir en préconisant l'amplification des droits démocratiques des pays où existe le MEC mais pas comme objectif historique. On parle pour dans deux ans, y inclus, d'un passeport unique pour toute l'Europe. Ils veulent inventer une Europe unie. Dans ce cas, ce serait l'Europe des monopoles : elle n'a rien d'uni. Mais en même temps l'Europe unie c'est pour faire face aux Etats ouvriers et aussi aux yankees. Voilà la justification de la bourgeoisie pour faire une armée, un pouvoir militaire et policier gigantesque, mais d'où le sortiront-ils ce pouvoir ? Un pouvoir militaire, policier gigantesque serait utilisé par les pays industrialisés les plus puissants contre les petits pays du MEC. Toutes ces possibilités sont sans perspective. Cela va aussi se discuter dans le PC. On discute et on va discuter sous forme programmatique les problèmes essentiels de la transformation de la société : quel chemin suivre ? Faut-il laisser l'Etat ou faut-il le changer ? Les communistes italiens discutent encore s'il est nécessaire de changer l'appareil de l'Etat ou si l'on peut aller au gouvernement et de là, secrètement, changer les institutions. Les PC et les PS ne sont pas préparés à ces changements. Cela signifie qu'ils n'ont ni la notion théorique, ni l'expérience, ni la vie pratique, ni l'organisation de la vie pour ces changements. Eux voient un problème de compétition économique et non un problème de transformations sociales. Ils disent 'changement au moyen de transformations sociales de dignité

humaine' mais ils ne font rien pour ça. Tout ça va se discuter maintenant.

Entre autre, fondamentalement, on discutera du rôle de la fonction de Staline, du parti bolchevique, des Etats ouvriers et de l'URSS. Le raisonnement de certains PC s'adresse au capitalisme et non à la classe ouvrière ils croient que la classe ouvrière, sans altération, va appuyer ces directions.

La discussion à mener dans le mouvement communiste porte sur tous les problèmes : droits démocratiques, démocratie socialiste, construction du socialisme, les Soljenitsyne, Staline. On va discuter ce qu'est l'État, qu'on ne peut passer du capitalisme à la construction du socialisme sans passer par l'étape de l'Etat ouvrier. Toutes ces discussions qui furent menées par Lénine et Trotsky sont aussi actuelles qu'en 1919-1926. La discussion sur le Thermidor sera également d'actualité parce que les tentatives thermidoriennes vont se répéter. Elles existent au Portugal comme dans d'autres pays capitalistes d'Europe.

Comme il n'y a pas une direction résolue à prendre le pouvoir, à préparer le pouvoir et transformer les relations capitalistes, la voie est ouverte à l'apparition au sein-même de la révolution, de types qui, comme au Portugal, veulent faire un 'Thermidor, c'est-à-dire prendre en mains le processus révolutionnaire afin de le contenir et d'en tirer l'usufruit pour eux-mêmes. Au lieu d'impulser la révolution avec toute sa portée, ils la contiennent dans l'intérêt d'une couche dirigeante ayant des liens avec le passé. Ceci va se répéter dans toute l'Europe. Il ne faut pas attendre la répétition, mais toutes les conditions existent pour cela, comme elles existent aussi pour rendre impossible le triomphe de n'importe quel Thermidor.

L'importance du Portugal s'est ratifiée devant la prison de Porto où le gouvernement n'a pu intervenir pour réprimer en déclarant que "la répression a été l'œuvre d'un petit noyau". Ceci indique une réanimation des gauchistes qui donnent le signal du combat. Ce n'est pas le parti communiste mais les gauchistes qui donnent le signal, car ils reflètent la nécessité de la vie et de l'action politique et non une simple banalité.

Ellenstein et tous ceux qui parlent et vont parler de l'Union Soviétique ont omis de parler du Thermidor, premièrement parce qu'ils ne connaissent pas le processus, deuxièmement parce qu'ils ne s'identifient pas à l'histoire et troisièmement parce qu'ils n'ont pas de connaissances. Thermidor signifie un processus révolutionnaire qui adopte des positions réactionnaires et tend à la contre-révolution d'un point de vue historique, mais qui ne parvient pas à accomplir ses intentions parce qu'il est abattu par le rapport mondial de forces.

Il faut expliquer que Staline a détruit toute la direction bolchevique. Il n'est donc pas un ennemi de la pluralité, mais des bolcheviques ; ce n'est pas la même chose. Staline n'est pas un représentant du bolchevisme, il avait déjà cessé d'être bolchevique quand il a été assassiné. Lors du Thermidor de la Révolution Française, celle-ci avait cessé de la même manière, d'être ce qu'elle était à l'origine. Elle n'était plus la représentation des couches petites-bourgeoises populaires.

Tous ces processus de l'histoire ne se répètent pas sous la même forme ; ils ont une similitude parce qu'ils reflètent des actions sociales et ont une certaine identité, mais ils n'ont pas les mêmes objectifs. Leur fonction historique change. Les faits peuvent se répéter mais non la fonction ni les conséquences historiques parce qu'il existe d'autres conditions. Il faut discuter aussi le principe selon lequel on ne peut passer du capitalisme à des mesures socialistes sans renverser la structure, le pouvoir et l'appareil capitaliste du pays. Tout cela va se rediscuter. Le Marché Commun n'est pas viable, il faut construire une Europe socialiste. Tant que la C. E. E. existe, il faut intervenir en développant les droits démocratiques, comme dans n'importe quel pays capitaliste. Mais il est clair que la C. E. E. n'a aucune valeur historique, elle n'a élevé ni la production, ni la qualité, elle n'a pas diminué les prix. Au contraire, ceux-ci n'ont fait qu'augmenter, tandis que la qualité baissait, de la farine, aux oeufs, aux textiles.

La C. E. E. s'est avérée être une mesure pour le sauvetage du système capitaliste en concurrence avec les États ouvriers, et pour essayer d'éviter la concurrence intra-européenne pour affronter les Yankees. Il faut discuter également pourquoi les États ouvriers ne s'unifient pas. Il ne suffit pas de poser la question, il faut aussi donner la réponse. Il faut les unifier : pourquoi ? La conclusion en sera l'impulsion immense que signifie le développement de l'économie, l'autorité sociale et politique des États ouvriers, en particulier vis-à-vis des États Unis. Il faut faire appel immédiatement au programme de l'unification Chine-URSS, même si les Chinois ne vont pas accepter. Nous faisons de même appel à la lutte pour le socialisme aux États Unis bien qu'il n'y existe pas encore de mouvements importants et qu'on n'y lutte pas pour le socialisme. Nous ne cessons pas pour autant de faire cet appel. Nous le faisons parce que cela développe des forces, en Chine également. La lutte pour l'unification Chine-URSS doit être présente comme une conclusion permanente dans le mouvement communiste mondial, dans le mouvement socialiste, libéral, catholique de gauche, nationaliste. Cette unification doit se baser sur un programme de développement soviétique et sur la lutte mondiale.

Tous ces problèmes, déjà anciens se discutent à nouveau dans le mouvement communiste mondial. Ils représentent un besoin chaque fois plus grand. On discute de la même manière qu'avant mais il faut poser les choses nécessaires sur un plan beaucoup plus élevé.

Cette crise dans le mouvement communiste mondial est déterminée par la nécessité de dépasser le système capitaliste. On ne peut le faire sans l'abattre, sans planifier la production. On ne peut planifier la production sans étatiser la propriété, sans avoir la centralisation du pouvoir. Et la centralisation, représentant un besoin réel ou se rapprochant de ce besoin, n'est pas possible sans intervention de la démocratie soviétique, qui signifie discuter en fonction de l'objectif de la planification collective.

Les communistes japonais, français, italiens, ou suédois ne mènent pas cette discussion. Ils l'évitent et parlent de mesures socialistes en abstrait. Les communistes de France ont un programme commun contenant une série de points les rapprochant plus de cette nécessité mais ils en sont éloignés sous d'autres aspects. Par exemple, ils ont un concept empirique et bourgeois de la démocratie.

LA NECESSITE DE DISCUTER DES PRINCIPES DU MARXISME DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

La démocratie est un instrument de la production et des relations sociales. Si la production est capitaliste, la démocratie sera inévitablement capitaliste. La portée de la conception de la démocratie est déterminée par le régime de propriété. Il faut poser que c'est le maximum de démocratie qu'il peut y avoir dans la démocratie bourgeoise. Par conséquent, nous défendons les droits démocratiques. Notre objectif n'est pas de défendre la démocratie bourgeoise. Nous défendons les droits démocratiques et voulons leur élargissement maximum afin que ces droits servent à passer outre les limites de la démocratie bourgeoise qui s'appuie sur la propriété privée. Si les communistes prennent le pouvoir et étatisent tout, on peut continuer de parler de démocratie mais il ne s'agira plus de démocratie bourgeoise ; les principes de droit à défendre ne seront plus ceux de la propriété privée, mais bien ceux de la propriété collective. Tous les fondements des relations sociales déterminés par la propriété privée s'altèrent et se détruisent, il faut discuter tout cela.

Il faut dire au Camarade Ellenstein que l'Union-Soviétique a atteint la forme la plus élevée et complète de la démocratie au travers de la dictature du prolétariat. C'est elle qui a permis l'épanouissement le plus complet de la démocratie soviétique. Pour la première fois dans l'histoire, les masses sous la direction du parti bolchevique, sous la dictature du prolétariat, ont pu donner leur opinion, intervenir et décider et les bourgeois gagnés à la révolution ont pu dire tout ce qu'ils pensaient, intervenir et

s'incorporer au développement commun et objectif de la société. Voilà comment il faut discuter sur le problème de la démocratie.

Il faut discuter le problème de la pluralité. La pluralité est une invention des courants proches du système capitaliste et qui, même s'ils ne dépendent pas du système capitaliste, redoutent le développement objectif de la révolution socialiste : ils cherchent par conséquent une solution intermédiaire : étatiser certains secteurs, en rester là, et pour le reste "nous verrons plus tard ...", comme le dit Soares. De toutes façons, ce fait indique lui aussi la profondeur du progrès de la révolution, qui montre incontestablement qu'on ne peut plus revenir en arrière et que les gens ont déjà accepté et admis cette conclusion au Portugal. Ce n'est pas le gros Soares qui a décidé qu'on en reste là. Mais les gens, 25 000 personnes sont allées en chantant, libérer les prisonniers du 25 novembre. Elles démontrent que la chanson a une force matérielle, parfois plus grande que la bombe atomique parce qu'elle parvient à persuader et à convaincre avec des effets d'organisation et d'actions infiniment supérieurs à la destruction et paralysation provoquée par l'arme atomique.

Si certains dirigeants acceptent qu'il existe une série de progrès dans la révolution cubaine et portugaise, c'est parce que celle-ci ne peut plus revenir en arrière ; les gens l'appuient. Lorsque les Cubains envoient 7 000 soldats en Angola - qui en fait, sont beaucoup plus nombreux - il ne vient à l'esprit d'aucun d'eux de dire : "nous allons tuer, nous allons mourir loin de notre terre" ; au contraire, ils chantent "Grandola, Villa Morena" n'importe où. Cela veut dire que le monde est mûr pour aller au-delà des limitations de la révolution cubaine. On va discuter également tout cela. Jusqu'à présent, la discussion est très abstraite. On discute de "pluralisme" : quel pluralisme, quelle est sa base, en quoi consiste-t-il ?

Pour surmonter l'inertie du système capitaliste il faut étatiser. Pour que l'étatisation produise une élévation de la production, elle doit être centralisée. Pour que la centralisation n'engendre pas la formation de couches, de secteurs, d'organes et de facteurs usurpateurs, il doit y avoir le contrôle ouvrier, les conseils ouvriers. En outre, il faut qu'il y ait une démocratie soviétique - qui est la forme la plus complète de la démocratie - pour que l'étatisation, la planification, les conseils ouvriers, le contrôle ouvrier sur la production produisent leurs effets, pour que toute la population s'éduque et que tout le monde intervienne en donnant son avis et apprenne à organiser et à diriger. La pluralité la plus complète est la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat n'est pas un organe chargé de réprimer, de tuer, d'écouter les armes à la main ce que dit le voisin pour le tuer. La dictature du prolétariat organise l'intervention intégrale de toute la population. Même les bourgeois qui passent au camp de la révolution doivent intervenir, donner leur avis, prendre toutes les initiatives qu'ils

veulent sur la base de la propriété collective pour développer l'Etat Ouvrier.

Il en est exactement de même dans le domaine de la science : lorsque Pasteur découvre le vaccin contre les infections, on supprime toutes les autres méthodes de prévention des maladies contagieuses parce qu'elles étaient fausses. Lorsqu'on arrive à une conclusion scientifique, qui centralise rationnellement le progrès, tout le reste ne sert plus.

La "démocratie pluraliste" pour eux, est une relation démocratique entre propriété privée et propriété étatisée. Mais il ne s'agit pas de "droit à donner son opinion" mais bien d'intérêts historiques antagoniques. Voilà ce qu'est le pluralisme : il faut discuter tout cela.

La dictature du prolétariat est contre le pluralisme. Ce n'est pas une discussion abstraite mais bien précise. Nous intervenons dans cette discussion. Dans le mouvement communiste mondial, on discute déjà à ce niveau de façon inégale et combinée, mais c'est l'aspect combiné qui détermine. On discute comment faire et comment aller au socialisme. L'aspect combiné ne détermine que dans une mesure limitée parce que, même dans le parti communiste français on appuie la pluralité, le "socialisme à la française", même si on discute sur le Programme Commun. Il y a les conditions pour développer des courants dans le mouvement communiste qui éliminent les "ailes tchécoslovaques". Nous devons intervenir dans tous ces problèmes.

Notre contribution à l'histoire est immense. Tu devons en ressentir une très grande satisfaction, tout en éprouvant du chagrin pour l'assassinat des camarades, mais notre objectif n'est pas de rendre hommage aux camarades assassinés. Il y en a des milliers et des milliers qui meurent tous les jours. Notre objectif est de contribuer à l'histoire, et les camarades assassinés en font partie.

La discussion actuelle dans le mouvement communiste mondial constitue un fait essentiel. Les Soviétiques remplissent une fonction de centralisateur plus proche de la nécessité historique alors que les partis communistes en sont plus éloignés. Aucun parti communiste n'a de perspective de triomphe et de prépondérance lorsqu'il s'éloigne de ce qui est nécessaire. Il peut obtenir des succès électoraux mais il ne peut développer, proposer, ni faire accepter une conciliation de classe dans le mouvement communiste mondial.

L'humanité a déjà l'expérience de 14 Etats ouvriers. Vouloir faire la conciliation de classe signifie une conception historique réduite au minimum. C'est se moquer de l'expérience de l'humanité que de vouloir faire une conciliation entre la propriété privée et la propriété étatisée alors qu'il existe 14 Etats ouvriers. Cela va contre et en dehors de tout jugement logique sur la réalité. Il est déjà évident que pour passer du capitalisme au socialisme il faut étatiser, et qu'il faut le faire par la force. Le capitalisme ne va pas se laisser étatiser. Pour le faire par la force, il faut préparer le parti. La démocratie doit servir ce but. Si elle ne le fait pas, en quoi consiste-telle ? Elle n'est qu'un instrument pédagogique superficiel. La démocratie doit appuyer, affirmer la base essentielle de toute conquête, de tout progrès de l'humanité : les relations avec la propriété et l'économie sont la base pour pouvoir déterminer tout le reste. Tout cela est remis en discussion de façon assez active.

Les controverses et polémiques du Parti communiste d'Union Soviétique avec les Partis Communistes Italien et Français sont très aiguës. Il faut considérer également l'expérience du Parti Communiste Portugais. Nous critiquons beaucoup ce parti, en même temps que nous reconnaissons sa valeur, et déclarons notre solidarité avec les camarades du PCP. Bien qu'ils aient une politique erronée et manquent d'objectifs programmatiques précis, ils n'ont pas renoncé un seul instant, ni même au pires moments, à la conception que la solution pour le Portugal consiste en des mesures socialistes. Ils appuient toute mesure tendant à l'expropriation. Voilà que le gros Soares s'associe à cette conclusion. Il faut le dire bien clairement : ce n'est pas Cunhal qui va vers Soares mais le contraire.

Cette discussion sur le Portugal, l'Italie ou la France n'est pas celle qui détermine le cours de l'histoire. Les communistes italiens ne peuvent imposer le "compromis historique" au mouvement communiste mondial. Il n'est pas vrai comme le disent les camarades italiens que "chaque pays tire sa propre conclusion". La révolution est la plus complète des sciences, c'est celle qui communique le plus. Elle accepte, reçoit, approfondit et diffuse les expériences scientifiques, parce qu'il s'agit de faits historiques communs à toute l'humanité pour progresser. C'est la forme la plus complète des sciences, et celle qu'on peut le plus diffuser, développer et accepter. Les problèmes qui conduisent aux transformations historiques sociales sont identiques dans le monde entier. Ce qui change, ce sont les relations de forces. Maintenant, elles sont meilleures qu'à l'époque de Lénine. Dans ce sens, on peut et on doit dire : "ce n'est plus l'époque de Lénine. Celle d'aujourd'hui est bien meilleure!". La voie de Lénine s'affirme, avec l'avantage que les conditions sont infiniment plus favorables. Il n'y a pas lieu de changer les conditions. Pourquoi les changer ? La lutte de classe a-t-elle changé ? Le capitalisme ne se comporte-t-il plus en tant que classe ? Se comporte-t-il comme un citoyen respectueux de la démocratie ?

Si les capitalistes respectaient la démocratie et ce qu'ils appellent "les règles du jeu social démocratique", ils devraient le montrer dans toute leur conduite dans les usines,

dans les prix, dans la qualité du travail, les lois. Mais c'est la mafia. La conduite du capitalisme est inaltérablement capitaliste. Il fonctionne selon le profit ; il investit, produit et vend pour faire des bénéfices. Il organise toute son activité et sa mentalité en fonction de la propriété. Le capitalisme ne s'intéresse qu'au profit et non à l'enfant qui meurt asphyxié au travail. En Italie une dizaine d'enfants de 12 à 14 ans meurent tous les jours dans les accidents de travail. Ce sont les chiffres déclarés. Il est certain qu'il y en a beaucoup plus. Tous les jours des centaines et des milliers d'ouvriers meurent dans le monde - dans le régime capitaliste - écrasés, asphyxiés, déchiquetés par des machines, électrocutés, renversés par des trains. Si le capitalisme agissait en fonction du bon sens, il sentirait qu'il ne peut agir ainsi. Comme il fonctionne sur la base de la production de l'accumulation du capital et de la concurrence, la planification de la vie, la mentalité du capitalisme est déterminé par le profit. Ce qui l'intéresse, c'est la production et pas les gens.

Le "compromis historique" veut s'appuyer sur la faiblesse des capitalistes et suppose que l'influence sur les couches de la démocratie chrétienne suffit pour que la direction accepte d'aborder des étapes et des formes supérieures d'organisation de la société. Ce n'est pas juste. Le capitalisme agit en fonction de sa conscience de capitalisme : si les couches démocrates chrétiennes, gaullistes, radicales, socialistes voyaient de la part des partis communistes, socialistes, des syndicats, des exemples, des appels, des résolutions de combat pour transformer la société, ils seraient gagnés. Ils verraient une direction, résolue à changer la société au lieu de s'adapter à celle qui existe. Mais ces secteurs restent sur leurs positions politiques lorsqu'ils voient les communistes faire une politique d'adaptation. Mais l'influence mondiale de la révolution progresse continuellement et fait augmenter les voix des communistes et des socialistes. Ce n'est pas un résultat de leur politique locale mais du rapport mondial des forces et de l'influence mondiale.

L'augmentation des voix des socialistes et des communistes en Italie et en France s'est élaborée à Moscou, au Vietnam, au Mozambique et au Portugal. C'est de là qu'a surgi l'avalanche de voix qui a pris plusieurs chemins pour déboucher en Italie et en France. Son origine ne se trouve ni en Italie, ni en France mais dans le monde, les conditions de France et d'Italie s'y ajoutant. Si ces partis communistes et socialistes faisaient un programme de transformation de la société, d'étatisation, de planification de la production (par exemple dans le Mezzogiorno) avec des investissements des Etats ouvriers, ils gagneraient en moins d'un an l'essentiel des masses démocrates chrétiennes. Ils les gagneraient en montrant la décision de mener cette politique. Mais comme ils s'adaptent au fonctionnement du capitalisme, les masses ne sortent que très lentement du mouvement catholique. Elles sont influencées par le monde et elles sont attirées localement par le comportement des masses prolétariennes de France et d'Italie. Ces couches prolétariennes elles-mêmes reçoivent l'influence mondiale qui fait qu'elles gardent leur volonté de combat. Elles sont stimulées par le rapport mondial de forces. Il y a aussi le fait que le capitalisme ne peut pas faire la guerre, quand, comment et-là où il veut. Il est préoccupé par une furieuse concurrence mondiale inter-capitaliste. Les déchirements du système capitaliste empêchent celui-ci de se consacrer à la

préparation de la guerre. Il faut intervenir dans cette discussion et nous participons à ce processus.

Cela requiert des idées, des analyses, des conclusions, des orientations objectives. Nous le faisons et c'est la raison pour laquelle les ventes de nos publications augmentent dans le monde entier. Il y a une discussion à notre sujet parce que nos textes et l'activité de nos sections correspondent à la nécessité objective. Nos publications alimentent la gauche communiste, socialiste, chrétienne. Il faut poursuivre notre intervention. Elle n'a rien d'accidentel ; c'est une intervention programmatique qui répond au besoin de textes servant à alimenter la compréhension, la préoccupation, l'orientation politique de la discussion au sein du mouvement communiste, socialiste, gauchiste, nationaliste, mondial. Nous participons à ce processus avec une autorité très visible. L'acceptation de nos publications est aussi un indice du mûrissement de ce processus.

Il existe un manque de développement politique des gauchistes. Ceux-ci sont une expression de la nécessité d'une activité révolutionnaire cohérente, mais non la représentation du programme pour atteindre les objectifs révolutionnaires. C'est pourquoi ils ont un succès dans l'organisation d'actions, mais n'ont pas un développement cohérent en tant que parti. Aussi tous les groupes de gauche sont en crise. Cette crise signifie qu'un mouvement cohérent est nécessaire pour interpréter la crise du mouvement communiste mondial, l'Union Soviétique, le "pluralisme", et les "camps de concentration".

Nous n'avons pas d'inconvénient à défendre l'Union Soviétique et à dire qu'il n'y a pas aujourd'hui de camps de concentration, et ce, bien qu'ils aient assassiné Trotsky et envoyé les bolcheviques dans de tels camps. Qu'il y ait des détenus tels que Sakharov ou Medvedev ne veut pas dire qu'il y ait des camps de concentration. Ce sont les réactions - bien qu'empiriques - de l'Etat ouvrier qui se débarrasse de représentants de la couche bureaucratique la plus pernicieuse. La bureaucratie elle-même a créé et alimenté cette couche et elle essaie maintenant de l'expulser. Tous ceux qui crient contre ces faits et disent qu'il y a des camps de concentration en Union Soviétique, défendent la position de Soljenitsyne, Sakharov, Medvedev qui sont contre l'Etat ouvrier, proposent un amalgame entre Etat ouvrier et capitalisme, ou comme Soljenitsyne qui veut carrément éliminer l'Etat ouvrier. Ces gens-là se lamentent que l'impérialisme yankee n'ait pas écrasé le Vietnam, la révolution dans le monde. Voilà les gens des "camps de concentration".

Nous sommes contre le fait d'enfermer ces gens, ce n'est pas la bonne méthode, il vaut mieux les laisser aller dans la rue. Ces types sont le résultat d'une étape antérieure de l'Union Soviétique, quand la bureaucratie était disposée à faire comme Ota Sik. Ota Sik avec sa mentalité stupide de bureaucrate pervers, croyait possible de faire carrière en

utilisant l'Etat ouvrier en alliance avec le capitalisme. Tous ces gens n'ont pas tiré les conclusions de Staline et l'imbécillité du pouvoir bureaucratique qui les empêche d'être cohérents et raisonnables. Mais ils ont échoué. Les Soljenitsyne salement.

Soljenitsyne représentait une couche bureaucratique en URSS qui était la même que celle d'Ota Sik en Tchécoslovaquie, celle du planificateur Libermann qui proposait un véritable retour de l'Union Soviétique à l'économie de marché et une alliance avec le capitalisme. Ces scientifiques, artistes, écrivains, sont des représentants de cette couche. Il n'y a pas d'ouvriers, de militants emprisonnés dans les soi-disant "camps de concentration". Même sans en savoir plus, nous donnons tout notre appui à l'Union soviétique. Le degré du développement de la révolution socialiste mondiale ne correspond pas aux "camps de concentration" : c'est une conclusion logique. Il ne s'agit pas d'une défense abstraite de l'Etat ouvrier sous l'effet de la passion ou de l'amour communiste, mais de la conscience communiste qui inclue passion et amour.

Il n'y a pas de nécessité de "camps de concentration" dans l'Etat ouvrier. Aujourd'hui l'assurance de l'Etat ouvrier se base sur l'appui à l'Angola, au Vietnam. Il faut être bien salaud pour vouloir ignorer que Staline pour faire les camps de concentration massacrait les militants communistes, les livrait à la police, à l'impérialisme, et a trahi la révolution espagnole. Actuellement l'Etat ouvrier soviétique appuie le Vietnam, l'Angola, le Laos, le Cambodge, le Moyen Orient et Cuba ; il intervient en Angola avec 7 000 hommes. Il faut être canaille, avoir une mentalité perversie de bureaucrate pour parler de "camps de concentration" et faire croire qu'il faut mesurer l'Etat ouvrier au travers du camp de concentration et non du progrès qu'il réalise. Ce progrès objectif ne permet pas le camp de concentration. Ceux qui parlent ainsi sont des canailles et non des gens qui se trompent. Ces types disent : on pourrait vous montrer des photos des camps de concentration et des imprimeries clandestines. Ils peuvent montrer ce qu'ils veulent. Disons qu'ils ont des photos : mais ce qui importe c'est la signification social-historique de celles-ci. Ils ont une imprimerie, mais qu'est ce qu'ils y impriment ? C'est pour dire que "Soljenitsyne est un grand type". On n'a pas besoin de clandestinité pour cela : il suffit de voir sa figure pour se rendre compte qu'il ne vaut rien.

Nous nions totalement qu'il y ait des camps de concentration en Union Soviétique. Ceux-ci ne sont pas nécessaires. Ces gens qui sont détenus se trouvent dans des prisons ; on ne peut pas appeler cela des camps de concentration. Il faut discuter de la fonction de l'Union Soviétique et revendiquer la démocratie soviétique. Les communistes d'Italie et de France condamnent les camps de concentration mais ils ne disent pas : démocratie soviétique pour tous, sinon pluralité. Ils ne parlent pas de démocratie pour les tendances révolutionnaires, entre autres les trotskistes. Ellenstein dit, lui aussi : "Trotsky fut assassiné par Staline", mais il ne dit pas : "Nous revendiquons pour les trotskistes le droit d'écrire, de publier, de parler, en Union Soviétique aussi bien qu'en France, dans le Parti Communiste".

Il faut intervenir sur tous ces points. Il faut voir que ces secteurs font des discussions intéressées, Les Soviétiques ont besoin d'un développement plus profond de la réalité historique. C'est pourquoi ils appuient l'Angola. Les autres partis communistes défendent des intérêts locaux. Même si localement, leurs positions se rapprochent de ce qui est nécessaire, mondialement, elles sont incorrectes parce qu'ils ne reflètent, ni représentent, la solution d'ensemble. Il n'y a qu'une qui soit possible pour l'humanité : l'affrontement global avec le système capitaliste. Les PC défendent des intérêts locaux. Chacun d'eux se défend constamment : "Ici, c'est différent, les conditions sont autres", "socialisme à la française", "socialisme à l'italienne".

Il n'y a qu'un seul socialisme : étatiser la propriété, planifier et centraliser la production, monopole du commerce extérieur, contrôle ouvrier, conseils ouvriers, indépendance des organes -syndicats et parti- par rapport à l'État. Ceux-ci doivent fonctionner de façon autonome et se coordonner en fonction de l'intérêt commun, dans le développement de l'Etat ouvrier.

Il faut discuter tous ces problèmes. Les partis communistes ne discutent pas ces expériences. Ils ne discutent pas pour quelles raisons on peut selon eux se passer de la destruction de l'appareil capitaliste. Nous disons au contraire, qu'il faut le renverser. Discutons d'un point de vue historique : le capitalisme a-t-il changé de nature ? ou, sans aller jusque-là, a-t-il élevé sa conduite historique, ne fonctionne-t-il plus avec une mentalité de propriété, d'accumulation ? Agit-il pour le bien-être de l'humanité, est-il un bien public de l'histoire ? Fonctionne-t-il différemment ? Il fonctionne comme avant, selon l'intérêt égoïste de classe et essentiellement, celui des grands secteurs financiers qui déterminent la vie économique et sociale d'un pays. Il faut aussi discuter qu'on ne peut faire avancer aucune révolution, faire progresser aucun pays, ni surmonter la crise du système capitaliste, sans exproprier, étatiser, planifier la production.

LE PROGRES DE LA PENSEE SCIENTIFIQUE DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE

Il faut discuter sur la jeunesse, les femmes. Elles ne constituent pas des entités à part, avec des préoccupations, des intérêts, un fonctionnement particuliers. Les jeunes, garçons ou filles, sont différents des adultes par leur âge. Rien de plus. Cette différence est à leur avantage, car ils apportent leur impétuosité, leur résolution, la spontanéité, l'objectivité du comportement et leur dévouement. Les journaux capitalistes, et même ceux des partis communistes - l'Humanité, l'Unita - disent des mensonges quand ils parlent des problèmes de la drogue, du vice. C'est ridicule. La jeunesse ne se caractérise

pas par la drogue, ni par le vice, ni par le sexe, mais par son incorporation aux luttes sociales. Sur les 7 000 cubains qui sont en Angola, 5 000 sont des jeunes et 40 000 jeunes au moins se sont inscrits pour partir! La jeunesse se caractérise par la spontanéité, l'objectivité de son comportement et l'amour pour l'action qu'elle mène, elle ne fait pas de spéculation intéressée. Qu'est-ce que cela à voir avec les "problèmes" de la jeunesse ! Le vice, la drogue sont des problèmes de petits cercles, Par contre, nous gagnons continuellement des jeunes de la bourgeoisie au camp du prolétariat. Un grand nombre de fils de familles bourgeoises sont gagnés par la révolution et exercent en retour une influence sur leurs parents. Voilà une des bases de la dislocation de l'homogénéité de la vie bourgeoise. Les enfants eux-mêmes interviennent et sont gagnés au camp socialiste dans leur sentiment et leur conscience.

Tous ces problèmes sont essentiels pour peser davantage dans le mouvement communiste et créer des courants. Une couche de plus en plus importante de cadres et de militants, de dirigeants du mouvement communiste mondial, se préoccupe de corriger la politique fautive, conciliatrice et d'adaptation au capitalisme que font les partis communistes. Ils veulent comprendre en quoi doivent consister les relations avec l'Union Soviétique et développer cette compréhension dans le parti. Ils veulent revenir à la politique homogène de Lénine tandis que certaines couches dirigeantes communistes défendent de plus en plus des intérêts à la "tchécoslovaque", c'est-à-dire qu'ils utilisent l'Etat ouvrier et la révolution au profit de certaines couches bureaucratiques, cherchent à se détacher de Lénine, de l'Etat ouvrier, de Marx, en même temps qu'ils ont besoin du mouvement ouvrier mondial et des Etats ouvriers pour les défendre de la bourgeoisie. Ce sont des couches qui avancent vers un fonctionnement parasitaire parce qu'elles ne donnent pas d'idées. Elles ne tirent pas de conclusions révolutionnaires des rapports de forces chaque fois plus favorables au développement de la révolution. Elles ne proposent pas de transformations sociales contre le capitalisme. Elles sont parasites parce qu'elles ne donnent pas une seule idée, ne tirent aucune conclusion, ne développent aucune expérience, annulent et cachent les expériences révolutionnaires. Elles ne portent pas en elles l'avenir de l'histoire.

Le futur de l'histoire, c'est l'économie, la science, le développement de la conscience sociale des masses du monde aptes pour la construction du socialisme. Ces couches sont des obstacles très transitoires. Ce ne sont pas des forces historiques capables de s'interposer entre le capitalisme et l'Etat ouvrier et le socialisme. Non ! Elles sont une conséquence de l'époque de Staline qui a engendré dans les partis communistes et socialistes des conclusions conciliatrices avec le système capitaliste. Comme la transformation sociale répond à une nécessité objective, à l'intelligence, au mûrissement de l'humanité, elle requiert pour être effective, la planification, l'étatisation de la propriété, le contrôle ouvrier. Toutes ces couches " tchécoslovaques" n'ont aucun avenir. Elles ne représentent pas la nécessité du programme, de la politique, mais reflètent les besoins des courants usurpateurs.

Staline a disposé du pouvoir le plus absolu de toute l'histoire de l'humanité. Les empereurs chinois ont eu moins de pouvoir que lui. C'est ce qu'explique Trotsky. Staline concentrait tout le pouvoir en Union Soviétique - et dans les partis communistes. Il a livré à l'ennemi plusieurs directions des partis communistes. Mais c'est lui qui a été éliminé. Ce n'est pas le programme de Staline qui a avancé. La planification s'est faite malgré et contre lui. Toutes ces épreuves historiques montrent que le pouvoir le plus grand n'a pas eu d'accès à l'histoire, dans la mesure où il n'était pas nécessaire : le développement de l'économie, de la science et de la société avait besoin d'une direction objectivement scientifique. Staline représentait les intérêts bureaucratiques.

Les divergences actuelles entre des partis communistes et l'Union Soviétique ne vont pas se résoudre au hasard des possibilités qui vont surgir en cours de route. Dès maintenant le chemin est tracé : 14 Etats ouvriers, 20 Etats révolutionnaires. Ceux-ci ont dû, pour progresser, exproprier le capitalisme, étatiser, planifier, développer les droits démocratiques, et incorporer même de façon limitée, la population.

Certains partis communistes veulent nier ce processus de l'histoire et développer un intérêt bureaucratique, local, national, alors que tout montre la nécessité de se lier et de s'orienter en fonction des expériences historiques qui se développent dans le monde entier, sur le plan de l'économie, de la politique, de la société, de l'intervention des masses.

Nos écrits, nos textes témoignent de notre intervention dans l'organisation de la pensée du mouvement communiste mondial. Depuis 2 ans, l'Union Soviétique accepte que la crise du capitalisme est totale. Ils ne le disaient pas auparavant. Ils parlaient de "crise économique", maintenant ils parlent d'une "crise totale et complète". Ils appellent les partis communistes à changer le système capitaliste. Cette position se heurte à d'autres partis communistes qui ne sont pas préparés pour cette compréhension de l'histoire. Mais les Soviétiques, tout en maintenant l'intérêt bureaucratique, sont obligés de comprendre et d'intervenir de par la fonction dirigeante de l'État ouvrier. La crise des partis communistes ne s'arrête pas à ces divergences avec l'Union Soviétique. Les divergences vont continuer à se développer parce que l'Union Soviétique, tout en maintenant en partie des intérêts bureaucratiques, doit étendre au monde sa propre structure d'État ouvrier ; tandis que les partis communistes qui se sont opposés à Staline, l'ont fait en fonction d'intérêts bureaucratiques locaux. Ces intérêts restent les mêmes aujourd'hui ; ils ne poussent plus les partis communistes à s'opposer à Staline mais bien à adopter le même comportement que lui. Cette politique n'a pas d'avenir. Il faut intervenir dans ce processus en considérant l'influence que nous avons pour gagner des tendances et des courants.

Ce processus n'est pas organique : il n'est pas préparé par des discussions, des

expériences, mais il surgit inexorablement du processus objectif de l'histoire et requiert une série de qualités que ne possède aucun parti communiste. Il faut partir du fait que la crise du capitalisme est totale et que celui-ci ne va pas s'en aller tout seul, il faut l'abattre. Pour le renverser, il faut employer la violence. Pour employer la violence, il faut un parti qui le comprenne et qui soit lié aux masses. Et pour accéder au triomphe et à l'avenir, il faut un programme économique de transformation sociale. Les partis communistes en arrivent même à dire : la violence n'est plus nécessaire. Le Parti Communiste Espagnol dit : "que l'histoire a dépassé la violence ; celle-ci était nécessaire à l'époque de Lénine. Maintenant elle ne l'est plus du fait qu'elle s'est exercée avant". Ils éludent toute prise de position programmatique, scientifique. La réalité objective n'accepte pas cela. Elle ne peut organiser aucun mouvement en éludant les jugements scientifiques.

La violence est nécessaire aujourd'hui comme elle l'était avant parce que le capitalisme n'a pas abandonné ni perdu, ni mis de côté la défense de ses intérêts de classe. La violence est déterminée non par notre désir, mais par la résistance du capitalisme. Si la violence n'est pas nécessaire, il faut donc montrer qu'on peut "aller au-delà" du capitalisme, qu'il ne faut pas l'éliminer. Mais les communistes ne font aucune analyse montrant qu'on peut arriver à cette conclusion.

Le capitalisme agit et va se défendre en tant que classe. Il consacre 70% de la préoccupation scientifique et 40 % de son budget à préparer des armes atomiques. Par exemple, ils viennent de déclarer comme s'il s'agissait de quelque chose de tout à fait anodin "nous sommes disposés à retirer 700 têtes de fusées d'Europe si les Soviétiques retirent 200 000 soldats". Ces armes atomiques qu'ils ont en Europe sont-elles là pour chasser les moustiques ? Il faut croire que oui si l'on suit le critère de ces partis communistes : pour eux ni la violence, ni l'internationalisme ne sont nécessaires et le capitalisme va s'en aller "parce qu'il n'a pas raison" ou va se laisser bâillonner. Comment va-t-on le bâillonner s'il tient tous les rennes de l'économie ? Les communistes disent : "On va gagner l'appareil capitaliste". C'est impossible. On peut gagner certains organes, mais non l'appareil capitaliste. Il faut détruire celui-ci parce qu'il fonctionne selon l'intérêt de la propriété privée. Sa structure est déterminée par la propriété privée. Il est impossible de changer sa conception historique, il faut l'éliminer. Le capitalisme organise et juge la vie en fonction de l'intérêt de la propriété privée.

Il faut se baser sur le niveau de la discussion de principes qui se déroule dans le mouvement communiste. Les Soviétiques sont obligés de faire cette discussion, poussés par le besoin de développement de la science, de la technique, de l'économie et parce qu'ils voient que l'impérialisme prépare la guerre. Et l'impérialisme tend des perches pour essayer de stimuler des partis communistes et des Etats ouvriers à résister à l'Union Soviétique. C'est le moindre mal pour lui. Le capitalisme ne peut déjà plus décider de l'histoire. Alors, il essaie de gagner du temps. De cette manière, il ne peut faire aucune politique cohérente.

La Tchécoslovaquie et la Pologne ont montré qu'on pouvait reculer jusqu'à atteindre la limite entre État ouvrier et capitalisme, mais qu'une telle politique n'a pas sa place dans l'histoire. Gomulka et Ulbricht ont été évincés de leur fonction non en tant qu'agents capitalistes, mais en tant que bureaucrates accomplissant une fonction arriérée de l'histoire. L'État ouvrier sent le besoin de se défendre du capitalisme qui prépare la guerre. Il voit la possibilité de se libérer du capitalisme et d'avancer tout en essayant d'éluder la guerre et la révolution. Pendant ce même temps, les partis communistes avancent une série de positions qui sont nées de l'existence de courants adaptés au système capitaliste. Pour cette raison, ils disent "la violence n'est pas nécessaire pour abattre le système capitaliste".

Les Soviétiques proposent la violence. Mais ces courants dans les partis communistes se sont alimentés de la politique de conciliation de l'Union Soviétique à l'étape antérieure. Ces partis communistes reculent tandis que masses du monde et des États ouvriers avancent dans leurs progrès révolutionnaires. En Pologne, on vient de séparer 60% des vieux dirigeants du Comité central ; on y a incorporé 30% de femmes et 40% de jeunes. Ceux-ci font partie d'une couche bureaucratique mais ils ne peuvent plus être utilisés pour renforcer une structure bureaucratique. Il en va de même en Hongrie où les changements sont très importants. En Yougoslavie également, ces changements vont dans le sens d'un plus grand développement des étatisations. La presse parle de ces types accusés de faire partie du Kominform comme s'ils étaient dirigés par l'Union Soviétique. C'est faux, les Soviétiques n'ont pas intérêt à cela. Ces gens représentent des secteurs arriérés de la Yougoslavie, qui défendent la conception stalinienne.

Cette discussion sur la violence ou la non violence est faussement posée. On ne peut discuter de l'utilisation d'une méthode en fonction du critère du parti, mais bien selon les conditions historiques de la lutte de classes. C'est la lutte de classes qui détermine que le capitalisme ne cède sa place dans l'histoire que par la force. S'il en était autrement, cela signifierait que le capitalisme accède au raisonnement, au progrès technique, scientifique, ou peut céder devant la menace militaire. Mais alors, on fait des présomptions et non une analyse scientifique. L'analyse scientifique montre que le capitalisme est une classe et agit comme telle. Par conséquent il ne va pas s'en aller passivement. Il ne cède ni à la raison, ni à la menace, ni à la force. Il a peur de l'usage de la force mais il va finir par faire la guerre parce qu'il agit en tant que classe.

LA PHASE ACTUELLE DE L'INTERVENTION DE L'UNION SOVIETIQUE DANS LE
PROCESSUS MONDIAL DE LA REVOLUTION

Les conditions vont s'élever au cours des prochains mois pour discuter l'unification Chine-USSR. Ce qui se passe actuellement en Chine n'est pas la même chose que la révolution culturelle, où il s'agissait d'une dispute d'appareil à appareil tandis que les dazibaos parlaient de façon très indirecte. Maintenant, on pose des conclusions encore très timides, mais qui ont un poids politique programmatique qui va avoir des conséquences postérieures.

Cette discussion dans les partis communistes n'est pas passagère; il s'agit de problèmes très profonds de l'avenir des partis communistes. Il faut y ajouter la crise dans les partis socialistes et le front unique socialistes-communistes dans lequel la tendance anti-capitaliste prend une place de plus en plus prépondérante, tant en France qu'en Italie ou au Portugal. En dernière instance et malgré sa passivité, c'est le Parti Communiste Portugais qui a gagné, et non Soares. Cela veut dire que la base socialiste et une partie importante des militaires sont d'accord avec lui.

Il faut intervenir dans les partis socialistes et tirer ces conclusions du Portugal. Les partis communistes l'évitent. Ils appuient l'Angola mais ne font absolument rien en faveur de l'Angola. Les partis communistes ne parlent pas du Portugal, ne discutent pas la chute de Gonçalves ni l'emprisonnement des militaires après le 25 novembre.

En Italie, les partis socialiste et communiste canalisent les masses électoralement. Mais sur le plan syndical, ils ont une crise terrible. Leur base se rebelle constamment et les oblige à aller plus loin que ce qu'ils veulent. La position du parti communiste italien sur le divorce et le problème de l'investissement de 250 milliards de lires pour "défendre le chômage" va avoir des conséquences très grandes. Il faut proposer un programme d'étatisations, de discussions dans le mouvement ouvrier sur les problèmes de l'économie, de la direction et de la fonction que joue la démocratie syndicale. Il faut expliquer pourquoi étatiser ? C'est un mensonge de dire que les entreprises étatisées ne peuvent fonctionner car personne n'achète. Personne n'achète parce que le système capitaliste existe. Il faut approfondir les explications didactiques, historiques, scientifiques, anti-capitalistes, non simplement le problème syndical du moment, mais les arguments pour augmenter la capacité, la compréhension logique du militant communiste, afin qu'il voie que ces problèmes ne sont ni locaux, ni syndicaux, mais qu'ils dépassent de telles limites. Il faut appeler le mouvement ouvrier à discuter ce programme : Que tout le monde discute, que toutes les tendances soient représentées ; il faut expliquer pourquoi la propriété étatisée ou nationalisée - l'étatisation étant meilleure que la nationalisation sur le plan concret - exerce une fonction supérieure à la propriété privée.

Les conditions ne sont pas les mêmes en Allemagne parce que le capitalisme a plus de résistance, plus de capacité. Mais là aussi, il faut insister sur le programme. Il faut persister et approfondir - de même que pour l'Angleterre - les analyses tendant à montrer la nécessité de l'étatisation, de la planification, du contrôle ouvrier, des conseils ouvriers. L'avant-garde qui se crée à cette étape va l'accepter. Les conditions de son développement, de son organisation sont meilleures. Le secteur qui était à l'avant-garde, à l'étape antérieure a perdu de sa confiance, son impétuosité, son assurance dans les conclusions de classe, et elle s'est adaptée. Les dirigeants syndicaux sont, en dernière instance, des ponts et des transmetteurs de la politique passive des partis communistes et socialistes. Ils s'y adaptent quand le devoir de ces dirigeants est d'être au-dessus de ces partis et de proposer la solution et l'issue : mesures d'étatisations, de travail, de salaire, de sécurité. Le capitalisme ne peut le faire. Il faut alors proposer l'étatisation sans indemnisation et la planification. Il faut discuter que l'Etat italien est prêt à investir 250 milliards de liras - ce qui va créer une inflation immense - et de les donner aux patrons. Il faut proposer que ce soit le mouvement ouvrier qui décide de la façon d'utiliser cet argent, de planifier la production sur la base des expropriations.

Les syndicats doivent intervenir dans la planification, l'exécution et la distribution de cet argent. Mais il faut poser en même temps, un Gouvernement Ouvrier et Paysan, un Gouvernement de Gauche. Les 250 milliards de liras investis par le gouvernement italien le seront en fonction d'intérêts capitalistes, pour soutenir le système capitaliste. Il ne subventionne pas, n'aide pas les ouvriers, mais aide le capitalisme à subsister. Il faut rejeter cette mesure et proposer au contraire, un plan de production sous le contrôle, l'administration et la direction des partis ouvriers et des syndicats.

C'est la même chose pour l'Angleterre, il faut se baser sur le fait que pour répondre à la crise capitaliste, un programme d'investissement, de planification, de contrôle ouvrier, d'expropriation du capitalisme est nécessaire. Wilson se dispose à subventionner le capitalisme. Il faut former un mouvement contre toute subvention au capitalisme et répondre avec l'expropriation, la planification, le Gouvernement de Gauche pour mener cette politique. Un Gouvernement de Gauche anti-capitaliste ! Même si cette proposition n'a pas de succès pour le moment, elle va en avoir demain et les Soviétiques vont l'appuyer.

Bien que les Soviétiques cherchent à concilier, à créer le moins possible de heurts avec les partis communistes, à faire des concessions, le besoin de l'Etat ouvrier est très différent de celui des partis communistes. Par conséquent, il faut intervenir dans ce processus en considérant que même si les Soviétiques cherchent à concilier avec les Partis communistes et le capitalisme, ils doivent, du fait du niveau de relations et de l'évolution de l'Etat ouvrier, proposer et stimuler des positions de gauche.

La conclusion de cette analyse montre que la crise des partis communistes est motivée par l'absence de programme, de politique et d'objectivité face au processus objectif. Ils sont dépassés. Chaque parti communiste se replie sur ses intérêts individuels, nationaux, locaux. Quelques-uns d'entre eux s'unissent - pas tous - dans des intérêts locaux contre l'expérience objective du processus de l'histoire. Cette expérience indique la nécessité de la centralisation, de la coordination, de l'unification des partis communistes. Ceux-ci proposent une politique de changement évolutif. S'il y a des changements dans la société, ceux-ci ne peuvent venir que de transformations. Par contre ces dirigeants parlent d'évolution. Ils annulent la guerre civile et la guerre civile, comme la violence, est inévitable. La perspective de ces partis est donc nulle, ils n'ont pas d'avenir.

La crise entre l'Union Soviétique et les Partis Communistes impulse les Soviétiques à faire appel à des méthodes de classe, du fait de l'expérience, de l'intérêt de la dispute mondiale avec le système capitaliste, de la préparation de la guerre face au capitalisme. Ils doivent faire appel à des méthodes de classe bien que non complètes. Entre autres choses, ils intervenaient auparavant montrant que "l'accord entre Etats n'annule pas la lutte idéologique", mais posent maintenant que "l'accord entre Etats n'annule pas la lutte de classes". C'est un progrès immense des Soviétiques. Il signifie que ceux-ci déterminent leur politique, non en fonction de l'intérêt commercial, politique ou social de l'Union Soviétique, mais en fonction de l'intérêt de chaque pays. Avant ils ne le faisaient pas. Ils fixaient la conduite à suivre de chaque PC en fonction des accords établis de l'Union Soviétique. Ce qu'ils proposent aujourd'hui est différent. Avec ce critère, chaque parti communiste suit sa lutte de classes. S'il ne s'agit pas d'une conclusion qu'ils appliquent strictement, c'est un principe qui modifie la position d'adaptation conciliatrice antérieure. C'est un principe contre la politique conciliatrice des partis communistes, qui va avoir un écho, et des conséquences importantes.

Cela lance en même temps la discussion sur une série de principes, de normes du progrès de la lutte de classes que les partis communistes sont en train d'abandonner mais que la lutte des masses les oblige à reprendre. Il existe une différence très profonde entre la direction des partis communistes et les masses. Les partis communistes s'adaptent, sont timides, n'ont pas d'assurance, sont lents à voir et à décider. Les masses sont vives, dynamiques et résolues dans leur intervention contre le système capitaliste.

Le centre fondamental de notre intervention doit résider dans la préoccupation du fait que la crise de croissance du mouvement communiste s'exprime sous la forme de régénérescence partielle. Les partis communistes augmentent leur poids électoral mais non leur autorité politique. Les divergences entre l'Union Soviétique, les autres Etats ouvriers et de nombreux partis communistes augmentent également. Ce qui doit nous préoccuper est de voir de façon systématique comment orienter la discussion avec les Soviétiques, avec les communistes, quels sont les thèmes à discuter, les points à aborder, comment développer l'analyse afin de les influencer et de leur donner confiance, sans en

rester à la discussion très limitée des Soviétiques, sinon de l'étendre et de la généraliser. Il faut discuter du caractère de la prise du pouvoir et pourquoi les partis communistes abandonnent la conception marxiste du pouvoir et parlent déjà de "distribution de la fonction de direction du pays. Aujourd'hui c'est nous, et demain c'est vous". Il faut comprendre aussi que nous sommes à une étape où se confirme de façon très nette le développement dans le mouvement communiste mondial d'une mauvaise base qui, sans être encore très formée, a déjà une grande force et un grand poids et cherche une étape intermédiaire entre le capitalisme et l'Etat ouvrier.

Cette base n'a ni confiance, ni assurance dans l'Etat ouvrier. Elle prend la défaite et les défauts de Staline en Union Soviétique, la séparation Chine-URSS, les divergences des Etats ouvriers, les particularités et le fonctionnement individuel de chaque Etat ouvrier, comme une conclusion nécessaire et logique du processus. Elle le prend comme une conclusion, nécessaire, logique de la marche vers la construction du socialisme. Elle fait abstraction de l'étape Etat ouvrier, de la nécessité de détruire l'appareil capitaliste, de la conception de la lutte de classes, de la guerre civile, et par conséquent, elle adopte des points de coordination, de compénétration, d'adaptation au système capitaliste. Elle abandonne la conception révolutionnaire. Elle ne se propose pas de défendre le système capitaliste, mais de se substituer à lui et c'est ainsi que la politique, les voies, l'objectif et le programme tendent à affirmer le pays capitaliste, à lui donner vie. Cette tendance manque d'audace.

L'audace sans le programme n'a pas de valeur, il s'agit alors de courage dans le vide. Pour avoir de la valeur, l'audace doit se baser sur le programme et l'objectif : c'est ce qu'ont fait Lénine et Trotsky. Ils s'appuyaient sur le programme nécessaire dont le cours du processus a vérifié la justesse.

Cela fait 127 ans que Marx a écrit le "Manifeste Communiste" alors qu'il n'y avait aucune perspective permettant de supposer que le communisme était possible. Le capitalisme était en plein développement. Marx a prévu le cours du processus et a déterminé le programme en fonction de celui-ci. C'est pour cela que le marxisme est l'instrument d'interprétation et d'observation pour prévoir le cours de l'histoire bien avant que celui-ci ne se produise. Il organise, juge, analyse, l'ensemble des forces qui interviennent, qu'elles soient économiques, sociales, ou politiques. Il donne les mots d'ordre nécessaires pour centraliser les forces qui interviennent dans la lutte de classes vers des objectifs possibles et nécessaires. Aucune conquête historique n'a été le résultat de la résolution de la direction, bien qu'elle soit une nécessité de l'histoire pour qu'avance l'économie, la société, l'intelligence et la science, la direction l'interprète et organise les forces pour l'atteindre. Aucun mot d'ordre ni aucun programme n'est le résultat de la déduction de l'esprit, mais une conclusion, une réponse à une nécessité objective du processus empirique de l'histoire. Le programme montre les formes ordonnées de ce processus et l'objectif à atteindre.

Nous sommes en train d'élaborer le programme d'une intervention supérieure dans le mouvement communiste mondial. Nous nous sommes préparés avec beaucoup d'années d'anticipation à cette étape de la régénérescence partielle qui va vers un affrontement dû à la crise de croissance du mouvement communiste. Le parti communiste italien, français, espagnol, belge, danois et en parti, le finlandais sont des partis qui se sont adaptés à la voie pacifique, qui ont perdu la vigueur, la confiance dans le programme et dans l'objectif et l'audace - éléments indispensables à tout progrès de l'histoire.

L'expérience signifie la capacité objective d'observer le processus et d'en tirer les éléments essentiels qui déterminent le cours de l'histoire : que ce soit sur le plan économique, politique, syndical, social, militaire. Nous intervenons dans ce processus qui s'aiguise de façon profonde. Bien que les Soviétiques n'essaient pas d'intervenir ainsi et veulent en rester là et tenter de s'arranger, la nécessité logique les amène plus loin. Ils ont donné une impulsion à la locomotive de l'histoire. C'est ce que disait Marx : "La lutte de classes est la locomotive du progrès de l'histoire". Aujourd'hui ce cours suit sa propre voie. Les masses en sont le facteur essentiel. Les directions les prennent et les utilisent comme une force de choc, un support. C'est un mensonge, les masses ne sont pas cela. Elles sont force de choc et support, elles endurent pas mal de choses. Mais c'est surtout l'objectivité avec laquelle elles agissent qui donne au scientifique une base pour interpréter l'histoire. Sans le prolétariat, Marx ne serait pas devenu Marx, il aurait été un grand homme, un grand savant, mais pas Marx. Marx est entré dans l'histoire parce qu'il a interprété, senti et représenté fidèlement le prolétariat dans sa fonction historique, et lui a fourni les moyens d'accomplir cette fonction. Dans notre interprétation, nous voyons que le progrès nécessaire de ce processus permanent de la révolution a un aspect fondamental et décisif : l'Union Soviétique doit corriger sa politique antérieure - sans le dire évidemment - mais elle doit la corriger et prendre la voie qui montre que "pour triompher, les élections ne suffisent pas, il faut abattre le gouvernement et l'appareil bourgeois". Ils le disent ainsi, en passant, mais cela balaie tout le reste. C'est comme l'ouragan qui n'a besoin que d'une seconde. Avec ce vent, l'Union Soviétique a balayé le passé d'adaptation aux formes capitalistes que Staline a développées dans les partis communistes. Ceci bouleverse la pensée du cadre, du militant habitué à se mouvoir en fonction de l'intérêt bureaucratique consistant à tirer profit du parti et du pays, et cela ouvre par contre les portes à l'intervention de l'avant-garde prolétarienne et particulièrement à l'Union Soviétique.

Il y a quelque temps, les Soviétiques avaient informé que des assemblées avaient lieu dans les usines, pour discuter du Chili, du Vietnam. L'impérialisme s'en est montré très préoccupé. Le New York Times écrivit plusieurs fois des articles à ce sujet. Leur inquiétude venait de ce que ce fait est un stimulant pour l'avant-garde prolétarienne. Il est évident que l'avant-garde prolétarienne en Union Soviétique n'intervient pas de tout son poids. Mais il faut toujours avoir à l'esprit que 30 % du budget de l'URSS sont consacrés à la révolution mondiale. Une telle somme n'est pas employée uniquement pour justifier l'intérêt bureaucratique. La bureaucratie est avare et stupide. Elle ne voit

pas ce qu'elle doit faire. La stupidité est ce qui la caractérise parce qu'elle est conservatrice. Et maintenant les Soviétiques doivent appuyer le Vietnam, le Polisario, l'Algérie, et les Palestiniens. Cette politique n'est pas le fait d'une structure bureaucratique. Elle provient d'une direction qui - tout en étant bureaucratique - s'appuie sur une base consciente révolutionnaire.

Nous avons donné de l'importance à la visite de Brejnev aux usines quand il est allé dire qu'il fallait appuyer le Vietnam, être contre la Junte du Chili. Quand un tel processus existe, c'est parce qu'il exprime un besoin de l'intelligence de l'Etat ouvrier soviétique, et non simplement de l'économie. De là notre appui fervent à l'Union Soviétique face aux Chinois. Nous ne mettons pas l'un et l'autre sur le même pied. Les Soviétiques sont un facteur révolutionnaire, les Chinois appuient la contre-révolution. Leur objectif n'est pas d'appuyer le capitalisme mais ils agissent comme une bureaucratie arriérée qui s'accroche encore à Staline. A son époque, il n'y avait rien pour lui faire contrepoids. Aujourd'hui, les Chinois ont l'Union Soviétique, le Vietnam et Cuba. Il n'y a qu'à voir ce qu'a fait le peuple cubain en envoyant 7 000 militants en Angola. Le New York Times doit dire: "Si on les laissait faire il y en aurait 40 000 qui seraient prêts à partir, même à pied". Quelle ferveur à Cuba! De là vient la peur de la bourgeoisie nord-américaine. De tels événements se produisent qu'avant c'était tout le contraire parce qu'il existe déjà une base économique, scientifique, sociale, un développement de l'avant-garde prolétarienne qui représente ce progrès et qui sent la nécessité d'abattre le système capitaliste.

C'est de là que surgit notre conscience et notre conviction qu'à l'étape actuelle nous devons voir comment pénétrer plus systématiquement dans le mouvement communiste avec des textes et des discussions, comme une partie du mouvement et sans nous confondre à lui pour ne pas perdre notre liberté d'opinion, d'intervention. Il faut comprendre que ce processus est inexorable. Cela veut dire que la direction de l'Union Soviétique ne peut pas reculer, parce qu'il y a déjà une structure dont le prolétariat soviétique fait partie. Sans lui, tous ces changements n'auraient pas lieu. Il est certain que la bureaucratie, pour se défendre, se tourne avec résolution contre l'impérialisme. Mais l'appui à l'Angola, au Front Polisario, l'intervention de Cuba en Angola, créant les conditions pour une intervention yankee contre Cuba, représente une intervention de classe. Celle-ci s'exprime bureaucratiquement mais représente une nécessité historique indispensable. Ce mûrissement ne se reflète pas dans les discussions superficielles du PC Italien, Français ou Espagnol. Mais leur confusion provient de qu'ils ne peuvent plus maintenir une norme programmatique bureaucratique. Staline disposait d'un pouvoir tout puissant parce qu'il n'existait aucune autre révolution. Maintenant, on ne peut plus en faire autant.

Il faut argumenter, non critiquer ou accuser. L'argumentation ne rabaisse pas notre intervention. Nous exerçons la fonction critique nécessaire pour construire un instrument du progrès. Les partis communistes et les Etats ouvriers sont incertains, mal

conduits, mais ils sont l'instrument du progrès. On ne pourra plus jamais revenir en arrière. Bien qu'il y ait des failles, des conceptions politiques conciliatrices dans le Parti Communiste Italien par exemple, il n'y en a pas en Union Soviétique. Celle-ci concilie avec l'impérialisme au sommet, mais doit impulser la révolution. Staline faisait tout le contraire, il conciliait en haut et en bas, et il assassinait les révolutionnaires pour prouver qu'il ne soutenait pas la révolution

L'ACCROISSEMENT DES DIVERGENCES ENTRE LES ETATS OUVRIERS ET CERTAINS PARTIS COMMUNISTES

Par quelles étapes faut-il passer pour opérer les changements nécessaires à la construction du socialisme ? Une étape de diversité, de pluralité de tendances, de courants, d'exemples, d'essais ? Il faut déjà prendre en compte l'essai réalisé, approuvé, vérifié, et appliqué de façon systématique par l'Etat ouvrier Soviétique. Pourquoi les communistes italiens disent-ils : "Aujourd'hui nous allons au gouvernement, demain ce sera vous, et nous marcherons ainsi vers le socialisme" ? Mais la démocratie-chrétienne ne va pas "marcher au socialisme". Les communistes ne se proposent pas d'aller au Gouvernement pour prendre le pouvoir, pour transformer la société, mais d'aller au Gouvernement pour démontrer qu'ils sont les plus sympathiques, plus agréables que le capitalisme, qu'ils peuvent changer la société capitaliste sans se fâcher avec les capitalistes. Telle n'est certes pas leur intention : ils se proposent sans aucun doute - et ils le font entrevoir - de changer la société. Mais en ne posant pas correctement le problème, ils trompent le prolétariat. Ils élèvent et structurent une bureaucratie qui demain va exercer le pouvoir. Il faut discuter tout cela.

Dans ce processus, les gauchistes ne comprennent pas ; c'est pour cela qu'ils sont muets et silencieux. Ils ne parlent pas, non parce qu'ils sont sans voix (ils crient bien et très fort) mais parce qu'ils n'ont ni programme, ni politique, ni préparation scientifique. Il faut intervenir sur ces problèmes, et aussi sur la nécessité du front unique socialiste-communiste. Il faut gagner une partie de la démocratie-chrétienne en Italie, et des nationalistes. C'est ce que nous avons dit depuis longtemps, montrant toute notre audace. Bien avant les Soviétiques, nous nous sommes proposés, dès 1946, de gagner Peron et les militaires en Argentine.

La Yougoslavie a été exclue du mouvement communiste mondial. Staline a essayé de l'écraser et Brejnev maintenant n'agit pas de cette façon. Il essaie de l'élever et de la coordonner avec l'Union Soviétique. Il y a eu un processus de révolution politique sans conclusion en Yougoslavie, et le mouvement communiste ne le discute pas. La Yougoslavie retournait au capitalisme, cela ne fait aucun doute. Les communistes ne

discutent pas, ne tirent pas de conclusion de cette expérience. Comment la Yougoslavie s'est-elle ranimée ? En régénérant le parti. Pourquoi les Chinois n'en font-ils pas autant ? Ces appels que nous faisons ne vont pas avoir de succès, mais ils vont contribuer à élever la conscience, l'expérience, et la capacité scientifique des partis communistes. On ne peut établir des mesures allant vers le socialisme avec l'appareil bourgeois. La raison fondamentale en est que cet appareil est fait pour la propriété privée et l'accumulation du capital. La structure, les lois, le fonctionnement et la mentalité de cet appareil sont formés, déterminés par la propriété privée. C'est à elle qu'il obéit, par elle qu'il réagit. Cet appareil ne sert à rien avec la propriété étatisée, il faut le briser et changer les composantes de l'organisme. Les communistes ne disent pas cela parce qu'ils attendent la bonne volonté du capitalisme, ou bien espèrent le tromper en faisant des manœuvres.

Il faut discuter et analyser comment cette situation s'exprime en Allemagne, en Angleterre, dans les partis socialistes. La gauche socialiste en Angleterre ne sera jamais une véritable gauche si elle ne commence pas par se préoccuper de l'Union Soviétique. Comprendre ce qu'est l'Union Soviétique est la condition pour former la gauche. Elle doit comprendre qu'on ne peut passer du capitalisme au communisme sans une phase de propriété étatisée. La gauche officielle est de gauche par rapport à la direction de droite, mais quand elle pose un programme, elle ne fait rien pour rendre effectives les quelques étatisations qu'elle propose parce qu'elle n'est pas convaincue historiquement de cette fonction de l'économie.

Beaucoup de problèmes se posent sur lesquels nous pouvons intervenir et avoir une grande influence. Le mouvement communiste mondial, à commencer par l'URSS n'a pas discuté à l'époque d'Allende que l'on pouvait aller et rester au Gouvernement électoralement, à condition d'employer la force pour passer au socialisme. Il fallait rompre la structure capitaliste. Les Soviétiques n'ont rien dit jusqu'à il y a un an. Depuis très peu de temps, ils commencent à dire "les expériences du Chili..". Ils ne disaient pas non plus qu'il est possible de passer immédiatement à des mesures socialistes dans un pays féodal ou tribal. Ils avaient traité Trotsky de fou et d'assassin pour avoir dit cela. Et voilà maintenant qu'ils disent "Comme disait Lénine, on peut passer de la société féodale au socialisme". Lénine l'a dit en 1918, cinquante ans se sont passés avant que la direction soviétique s'en souvienne.

La lutte entre les Soviétiques et les partis communistes Français, Italiens, Espagnols ne fait que commencer. Les Soviétiques vont essayer de s'adapter, de contenir, de concilier, mais le processus de l'histoire les conduit plus loin, parce que les masses soviétiques ne veulent pas de conciliation. Quand les masses cubaines donnent 7 000 hommes à l'Angola, ce n'est pas une affaire entre noirs, il n'y a rien d'obscur là-dedans. Tous ont l'esprit bien clair pour arriver à cette position. Ce processus est très élevé.

L'Amérique Latine aura bientôt besoin d'aide et va demander une intervention cubaine. Lorsque les Soviétiques stimulent et organisent une telle conclusion, c'est parce qu'ils sont résolus et disposés à contenir les Yankees. Une intervention comme celle de Cuba en Angola aurait déjà motivé sept guerres, un bombardement des yankees sur Guantanamo à une autre étape.

Mais les Soviétiques sont décidés à affronter les Yankees même au prix de la guerre. Il est certain également qu'une partie des yankees était au courant de l'intervention des Soviétiques et a laissé entendre qu'ils n'interviendraient pas. Kissinger dit des tas d'imbécillités mais il ne pouvait pas ignorer tout cela. Il y eut un accord: les Soviétiques envoient de l'aide, les Yankees également. Probablement, les Yankees ont été les premiers à fournir de l'aide à l'étape du fascisme, mais les Soviétiques ont été les premiers à envoyer à l'étape de la lutte des masses. Le fait que les Yankees doivent supporter que les Cubains interviennent en Angola va développer la conscience à Cuba et en Amérique Latine et élever la pression: demain, les Latino-américains diront aux Cubains: "Et nous, nous ne sommes pas l'Angola? Il faut aussi nous aider".

L'objectif central de cette discussion est d'analyser l'évolution de la crise de croissance du mouvement communiste mondial, l'élévation des tendances qui cherchent à impulser l'Etat ouvrier d'une part, et de l'autre, la décomposition d'autres tendances qui s'exprime par l'abandon des conceptions déjà approuvées par l'histoire, par le refus de généraliser l'expérience de la révolution russe ou chinoise, par la substitution de la conception réformiste, compénétrative, à la conception révolutionnaire. Comme elles ne peuvent pratiquer une politique réformiste comme le faisait la social-démocratie à son époque, elles doivent combiner celle-ci avec la nécessité de changer le système capitaliste: c'est du réformisme révolutionnaire. Ces tendances cherchent à faire des réformes en même temps qu'elles ont abandonné la conception logique et indispensable de la nécessité de détruire le système capitaliste. Cette tâche de destruction du capitalisme, exige une préparation du parti, des textes, une littérature, une vie politique. Mais comme ils mènent une vie d'adaptation à la crise du capitalisme et aux progrès électoraux du mouvement communiste et socialiste, ils créent des cadres réformateurs, administrateurs, qui auront pour fonction d'administrer le passage de l'Etat capitaliste aux mesures d'Etat ouvrier.

Ellenstein tend à codifier cette fonction sous forme de textes, de pensée, d'arguments. C'est pour cette couche du mouvement communiste mondial qu'il écrit. En même temps qu'existe cette couche importante, se développe un processus inverse dans les Etats ouvriers où l'on met l'accent sur le besoin de reprendre les positions de Lénine. Il ne s'agit pas d'un problème de culture, de compréhension et d'intérêts individuels, mais d'une nécessité historique. Il faut faire la politique de Lénine pour avancer vers l'Etat ouvrier. Par contre, ces couches communistes qui ont abandonné le marxisme ont besoin de faire l'autre politique. Entre les deux, ce sont les Etats ouvriers qui ont la raison et la force de leur côté. Ils ont une politique insuffisante, incomplète, mais ils ont

raison.

LA CRISE DE L'IMPERIALISME ET SES PREPARATIFS DE GUERRE

Le capitalisme ne fait pas la guerre parce qu'il ne peut pas. Mais il considère la guerre comme solution pour résoudre l'antagonisme historique avec les Etat ouvriers et les masses du monde. Telles sont ses préoccupations, ses plans, ses perspectives historiques. Il est en train de mener une série d'actions qui correspondent à des guerres. Il commet des massacres au Vietnam et au Liban. Le Liban est un petit Vietnam. Les massacres du Liban sont relativement plus atroces que ceux du Vietnam. Au Liban, l'impérialisme montre toute sa férocité. Il ne le montre pas dans les autres pays parce qu'il n'en a pas l'occasion, mais au Liban, l'impérialisme montre quel est son visage. Il a essayé d'en faire autant en Angola mais ça c'est retourné contre lui. Les Angolais ont même gagné la moitié des gens envoyés par l'impérialisme. La révolution a gagné des populations entières.

Ce processus est irréversible. Mais il ne suffit pas de le constater, il faut l'organiser. Tous les principes de la Révolution d'Octobre vont être remis en discussion, non pour rendre hommage à la révolution d'octobre mais parce qu'il s'agit de principes indispensables au progrès de n'importe quel pays se développant vers le socialisme. L'histoire montre que les masses interviennent dans le sens du socialisme. C'est un siège mondial que les masses et les Etats ouvriers établissent contre le système capitaliste. Ce siège empêche que n'importe quelle révolution, n'importe quel mouvement qui cherche le progrès, ne dévie de la route allant au socialisme. C'est le capitalisme qui se trouve assiégé. La droite des partis communistes n'a pas de perspectives, elle a des moyens pour vivre mais n'a aucune perspectives. L'avenir n'est pas pour elle.

Il faut partir de ces conditions pour mieux organiser notre intervention, pour croître et nous affirmer dans les partis communistes, pour développer l'organisation inévitable d'une tendance mondiale et intervenir dans cette discussion qui va de toutes façons sortir publiquement. Dans la prochaine réunion des partis communistes, tous vont devoir montrer que l'issue socialiste est nécessaire. Les Partis Communistes de France, d'Italie et d'Espagne s'opposent aux positions qui les obligent à définir cette ligne politique. Mais après ces réunions, il y aura une discussion et un affrontement plus vigoureux et plus ouvert, même s'ils essaient de l'empêcher.

Si les Soviétiques ont été capables d'affronter les Yankees, d'intervenir en Angola et de gagner, ils le seront aussi pour affronter ces partis communistes et même aller très près

de la rupture. La bureaucratie soviétique a cherché à concilier, à se mettre d'accord avec tous ces partis et aussi avec les bourgeoisies. Elle a cherché à faire avec la bourgeoisie la même chose que font maintenant les partis communistes de France et d'Italie. Elle n'est arrivée à aucun accord parce que le capitalisme n'a plus rien à offrir, il est désespéré. Il faut tenir compte que les Soviétiques, en rappelant les expériences de Lénine, ne le font pas pour mener une campagne théorique et politique, ni pour tirer des conclusions des expériences faites. Autrement, ils commenceraient par discuter publiquement à l'intérieur même de l'Union Soviétique, à faire des réunions, des congrès, à faire participer les usines, intervenir le parti communiste, les cellules de quartier. La dispute a lieu dans l'appareil, entre un secteur bureaucratique et un autre qui reste sur une position intermédiaire entre le capitalisme et l'Etat ouvrier, et le premier sent l'obligation de faire avancer l'Etat ouvrier vers des formes supérieures.

La nécessité de discuter des idées est en développement dans le mouvement communiste mondial, sans être toutefois complètement épanouie. Ellenstein, essaie d'établir un code pour la nouvelle bureaucratie, mais de toutes façons, les Soviétiques doivent revenir à Lénine. Les Polonais, dans leur Constitution, ajoutent un point qui n'y était pas jusqu'à présent: "la Constitution est socialiste et c'est le parti qui dirige". Ce sont les Soviétiques qui l'ont imposé. Les Yougoslaves qui étaient au bord de la restauration du capitalisme ont liquidé le capitalisme. Et Tito, qui s'était éloigné des Etats ouvriers, se réunit maintenant constamment avec eux. Il émet des protestations mais il est encore plus intégré aux autres Etats ouvriers que la Roumanie. Cela veut dire que cette unification est un besoin pour le progrès de l'histoire.

L'Etat ouvrier ne peut avancer s'il ne fait pas cela, les Soviétiques expriment le mûrissement des conditions économiques, scientifiques, du développement de l'Etat ouvrier. On ne peut plus diriger l'Union Soviétique avec l'ancienne politique. Kroutchev n'a pas été éliminé par un autre qui était son concurrent. Kroutchev était une momie installée au pouvoir après la mort, ou l'assassinat, de Staline. Mais actuellement, le progrès de l'Etat ouvrier est si grand que celui-ci est capable de vaincre le froid de la Sibérie.

L'Angola incorpore à la révolution une compréhension, et une pensée scientifique infiniment plus grande que tout ce que peuvent s'imaginer tous les Ellenstein réunis. L'Angola montre que la construction du socialisme n'est pas un mystère, mais un problème d'organisme et de moyens économiques. Les Angolais n'ont pas de chaussures pour tout le monde. S'ils sont un groupe de vingt, dix seulement peuvent sortir et les autres doivent attendre qu'ils reviennent pour mettre leurs chaussures. L'enclave de Cabinda est un petit morceau de terre assiégé par l'impérialisme qu'ils auraient pu le négocier mais le peuple angolais ne le veut pas. Il est faux de dire que ce sont les Soviétiques qui font cela. Les Soviétiques ne font qu'appuyer ce que le peuple veut, et l'impérialisme n'a pas été capable de prendre Cabinda. Cela montre ce qui l'attend.

L'impérialisme se trouve en face d'une crise d'une telle profondeur, d'une telle structure qu'il ne peut plus, comme à l'étape antérieure, lancer la guerre. Il ne peut plus intervenir sans que cela ait des conséquences postérieures y inclus aux Etats-Unis. Les dirigeants de droite des partis communistes ont créé l'illusion qu'il est possible d'éluder la guerre atomique, Les Soviétiques aussi, mais à une moindre échelle. Les Soviétiques agissent avec la conviction que la guerre est inévitable. Ils peuvent avoir une pensée logique : de par son caractère la bureaucratie actuelle n'est pas logique, mais elle n'est pas non plus opposée aux besoins de l'histoire ; elle représente des intérêts plus proches de ceux de l'Etat ouvrier que la bureaucratie antérieure. En même temps, lorsque la bureaucratie pousse à développer scientifiquement l'Union Soviétique, elle se trouve face à une série de problèmes qu'elle ne peut éluder bureaucratiquement. Elle doit donner une solution scientifique au développement de l'économie, de la science, de la technique, de la révolution mondiale.

L'Etat ouvrier éprouve le besoin de se structurer en relation au monde entier, sans quoi son économie stagne. Les Etats ouvriers ont besoin de s'unifier, d'établir une planification commune entre eux et le reste du monde pour continuer leur développement économique. Cela surgit du processus de l'économie. Autrement, la science stagne et étouffe. L'impérialisme utilise la science pour tuer, les scientifiques sentent qu'il s'agit là d'une aberration qui empêche le développement de l'économie. Les Etats-Unis ont des armes atomiques et des moyens de destruction très puissants, mais ils ne peuvent empêcher les inondations en Californie, les ravages annuels des cyclones. Les gens voient cela. C'est une partie de la conscience et du progrès scientifique de l'humanité.

En Union Soviétique on ne peut plus, comme avant, supprimer le trotskisme en l'accusant de contre-révolutionnaire. Ils doivent raisonner. C'est ce que montre Basmanov (dirigeant soviétique qui a publié de nombreux livres sur le trotskisme). Ils ne peuvent plus lancer des oukases, ils doivent argumenter. Basmanov s'adresse à des dirigeants, des militants, des cadres qui disent : "les Posadistes disent des choses logiques". Ces cadres voient une coïncidence entre ce que nous disons et ce qu'eux-mêmes pensent, non seulement sur le problème de l'objectif final, mais aussi sur les problèmes qui se posent maintenant.

La bureaucratie ne peut plus imposer l'arrogance dans le mouvement communiste mondial, ils doivent raisonner. La bureaucratie ne change pas de qualité mais le poids mondial du progrès de la révolution l'oblige à raisonner, même si c'est de façon limitée. Nous nous basons sur cette nécessité historique, sur le progrès de l'économie, de la science, de la technique dans le monde entier et en particulier dans les Etats ouvriers, qui oblige les partis communistes à discuter de telles conclusions.

Quand nous disons que les Soviétiques sont obligés à affronter l'impérialisme, ce n'est pas que nous ayons confiance politiquement et organisationnellement dans la bureaucratie soviétique : elle est obligée de faire cette politique et ce processus élimine des couches et des secteurs bureaucratiques tandis qu'il alimente, développe et donne naissance de nouvelles couches. Ce n'est pas un processus homogène. L'Union Soviétique a destitué de leurs fonctions, et mis en prison - il y a de cela deux ou trois mois - trois dirigeants d'une des revues théoriques essentielles du Parti Communiste. Ils faisaient le même raisonnement que nous sur le problème de la guerre, de sa préparation, sur le problème de la révolution permanente et de l'étape que nous vivons. C'était le même raisonnement. Quand on en arrive à cette discussion dans une telle revue, quand les directeurs posent de telles positions, ce n'est pas le fruit d'une conclusion et d'un développement individuel, mais cela reflète l'existence de tendances qui discutent cette ligne.

Quand il existe un tel niveau en Union Soviétique, c'est que la discussion à l'intérieur est plus élevée que ce qui apparaît à l'extérieur. La bureaucratie est un appareil dont on ne peut attendre de changements conscients, elle est cependant obligée d'avancer et de faire des progrès. Nous nous basons sur ceux-ci pour démontrer que c'est la nécessité de l'économie, de la science et de la technique qui les impose. Cela ne se fait pas de façon systématique, de façon programmatique parce qu'il s'agit de bureaucrates. Entre le progrès conscient et l'appareil bureaucratique, il existe des heurts. Mais qui va gagner des deux ? Le progrès nécessaire conscient, scientifique ou l'appareil bureaucratique ? Il est déjà - bien clair que c'est le progrès scientifique.

J. POSADAS

3 Janvier 1976

Le texte continue

REPONSE DU CAMARADE

J.POSADAS

A LA DISCUSSION DU COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL ELARGI

3 Janvier 1976

(Extraits)

Camarades,

Cette réunion avait et a comme objectif de coordonner les expériences, les démonstrations, le processus de croissance de la régénérescence partielle et de la crise de croissance du mouvement communiste mondial, en incluant sous cet aspect la crise des partis communistes. Ce sont trois points d'un même processus et d'un corps unique. Ils ne se succèdent pas de façon indépendante l'un de l'autre, ils font partie du mouvement communiste mondial.

Ce qui détermine le cours de ce processus, et va s'imposer aux partis communistes est la nécessité de la régénérescence partielle. Les bases, les raisons historiques, les conditions historiques viennent du fait que l'Etat ouvrier a déjà une structure reconnue par l'histoire. Et ce qui constitue l'histoire, ce sont les masses, la petite-bourgeoisie, la science et la technique. Cela influence l'Etat ouvrier et la lutte des masses. Cela a déjà été approuvé et accepté comme nécessité indispensable pour le progrès de l'humanité. La conscience humaine est déjà parvenue à la compréhension qu'il s'agit des seuls moyens de progrès.

Ce processus est clair et déterminant : le capitalisme est dans sa dernière phase d'existence et pour, cette raison va recourir à la guerre atomique. Les Etats ouvriers, tout en s'élevant, étendent leur pouvoir, leur influence, leur relation, mais ne sont pas structurés sur la base de la planification commune. Ils n'offrent pas à l'humanité toute la puissance et l'autorité qu'ils ont. Ils ne font pas rayonner intégralement leur autorité parce qu'ils ne fonctionnent pas comme Etats ouvriers. Aucun d'entre eux, ni même l'Union Soviétique, ne fonctionne comme un réel Etat ouvrier. Pour que l'économie des Etats ouvriers puisse se développer du double par rapport à aujourd'hui sans besoin de plus grands efforts, ils doivent planifier entre eux. C'est ce en quoi consiste la supériorité face à l'Etat capitaliste : le capitalisme ne peut planifier la production, le gaspillage de l'économie est énorme. L'Etat ouvrier doit planifier. En concentrant sa production, il élimine la perte et le gaspillage. Le capitalisme gaspille à cause de l'existence de la propriété privée, de la concurrence et aussi à cause de l'imbécillité et de la brutalité de son système. Il ne crée pas de conscience nécessaire à la recherche de ce qui est le mieux pour l'humanité, mais cherche ce qui convient le mieux à l'investissement du capital. Cela est clair et net. L'Etat ouvrier ne peut exercer son autorité face à l'humanité, avec toute la puissance, parce que chacun vit séparé de l'autre. La lutte de classes se poursuit encore dans les Etats ouvriers, bien que sous une forme très simple : chacun concurrence l'autre. Il traite l'autre de façon meilleure que dans le système capitaliste, au moyen de la concurrence, mais non en fonction du besoin de la centralisation et de la

planification en commun.

L'humanité n'a pas l'expérience de la supériorité infinie de l'Etat ouvrier. Elle voit la supériorité en comparant ce qu'était l'Union Soviétique ou la Chine avant, et ce qu'elles sont aujourd'hui. Elle voit la supériorité de façon limitée parce que la puissance de l'Etat ouvrier soviétique ou chinois n'est pas représentée par cela. Les Chinois et les Soviétiques sont en train de faire des choses stupides : s'ils unifiaient la production, ils dépenseraient seulement un pourcentage du coût actuel de la production, et gagneraient une quantité énorme de temps. Le seul fait d'unifier et centraliser la science de tous les pays, élève la confiance et l'assurance dans l'intelligence, et rend alors cent fois plus, car on prend ce rendement comme base de comparaison.

L'humanité n'a pas cette expérience. Elle voit au contraire que chaque Etat ouvrier a des directions intéressées à tirer profit du pays et ne représentant pas la forme originale du socialisme. L'humanité ne voit pas non plus en quoi consiste le socialisme, plus ou moins pluraliste. Mais qu'est-ce que le socialisme ? Sa base essentielle est d'éliminer la concurrence humaine, toute forme de répression, de persécution, d'oppression de l'humanité, d'élever les relations humaines de la façon la plus complète et la plus digne ; cela surgit naturellement de l'élimination de l'intérêt privé.

En éliminant l'intérêt privé, on crée les conditions pour élever les relations humaines. Il faut organiser maintenant la société pour que cela puisse se faire. La condition en est l'intervention de toute la population à la direction de tous les problèmes du pays. C'est cela le socialisme. Pour le construire ainsi, il faut faire intervenir les syndicats, les ouvriers, le parti, mais pas n'importe lequel.

LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME ET LE MARXISME

Le socialisme est une forme de société qui élimine les bases de la guerre, de la concurrence, des massacres, de la lutte de classes. Pour organiser cette société, il faut des gens qui soient intéressés et qui appuient sa construction. Ceux qui ne le sont pas ou qui le sont par la propriété privée n'ont aucun droit à intervenir parce qu'ils aspirent à la guerre, à la concurrence, à la dispute, à l'oppression qui attire la guerre et à la continuation de la lutte de classes. De la même façon, le pluralisme n'a aucun sens et n'a rien à voir avec la construction du progrès de l'histoire. Le pluralisme à l'intérieur du camp de la construction du socialisme a un sens parce qu'il permet de généraliser une série d'idées, d'expériences, qui aident à la construction de la pensée scientifique. Mais le pluralisme de tendances politiques sociales - même dans l'art - est opposé à la

nécessité du socialisme. Il n'a alors aucun droit d'intervenir, c'est absurde. La seule raison d'être du 'pluralisme' est la profusion de tendances au sein du mouvement socialiste, qui cherchent la façon la plus convenable et la plus pratique de faire progresser la révolution. C'est pour cela qu'il ne requiert pas la lutte, la dispute ou la concurrence, mais un tournoi intellectuel : quelle est la meilleure façon d'avancer vers le socialisme ? Les expériences se discutent et s'analysent. Les tendances bourgeoises n'ont rien à voir avec cela, parce qu'elles n'ont pas intérêt au progrès de l'histoire ; elles ne s'intéressent qu'à elles-mêmes.

On ne peut construire le socialisme à travers la dispute entre la propriété privée - qui possède ses propres armes et a les possibilités de s'en servir et de faire la guerre - et le socialisme qui élimine les armes et les guerres. Il faut discuter de cette façon. Les bureaucrates ne discutent pas ainsi parce qu'ils ne représentent pas cette nécessité. Ce n'est pas qu'ils ne comprennent pas, qu'ils ignorent ou ferment les yeux. Ils font tout cela, mais le point de départ est qu'ils représentent une conception de l'histoire de propriété privée, d'intérêt d'usufruit, de couches qui dominent et d'autres qui obéissent.

Le communisme est une intégration idéale des relations humaines. Intégration signifie que tout est inclus : les sentiments, l'économie, l'amour, le travail, tout est inclus avec l'amour humain. Le bureaucrate et les dirigeants des partis communistes n'ont pas ces sentiments ils défendent "les ouvriers", "la classe exploitée". Le socialisme n'est pas la défense de la classe exploitée, c'est la classe exploitée qui va construire le socialisme pour libérer les autres.

Le socialisme est une nécessité de l'histoire. L'économie pose comme condition de son propre développement, l'élimination des entraves à l'expansion de la capacité productive, de la productivité et de la technique. Le régime de propriété privée, s'exprimant au moyen de la concurrence, empêche et limite ces capacités et possibilités, et le développement de la grande industrie mène à la concentration. Le capitalisme a été amené à concentrer la grande industrie et les finances pour pouvoir être compétitif. Si le capitalisme ne se développe pas ainsi, il s'élimine, et cette concentration industrielle, financière, se centralise dans l'Etat. L'Etat est alors contrôlé démocratiquement, de façon socialiste, soviétique, pour le développement de l'économie, sinon cela provoque une dégénérescence de l'humanité.

Les bureaucrates des Etats ouvriers, des Partis Communistes, les Ellenstein sont une expression de ce courant. Ils ne sont pas l'expression de la dignité de la pensée communiste dont la base naturelle élimine toute forme d'oppression, de possession et l'autorité. Pour impulser la révolution, les bureaucrates doivent exercer et imposer l'autorité et la possession, et cela s'exprime dans les relations humaines, dans la façon de traiter les socialistes et les communistes. Cela va contre les relations fraternelles, la

tendresse et l'amour fraternel des relations humaines. C'est ce qu'étaient Lénine, Marx, Engels, c'est ce qu'étaient Trotsky et les bolcheviques.

Même les meilleurs camarades communistes avec de bonnes idées, de bonnes résolutions, parlent de pouvoir à pouvoir pour se mettre d'accord. Ils parlent tous de "patriotisme de parti". C'est un retard, c'est comme si on mettait une chaloupe à côté d'un véhicule atomique. Ce "patriotisme de parti" est une chose du siècle passé. Toute forme de patriotisme s'élimine maintenant. Il est nécessaire de parler de la dignité communiste, d'éliminer le système capitaliste et d'élever les relations démocratiques soviétiques pour impulser l'économie, la société, et éliminer par conséquent tous les facteurs qui vont déterminer la guerre, qui ont déterminé la lutte de classes : il faut éliminer la société capitaliste.

Il faut discuter tout cela. C'est la réalité que l'on vit. Aucun de ces dirigeants ne discute ainsi. Cependant il faut le faire. Ce n'est pas nous qui le voulons, mais c'est la nécessité de l'histoire qui l'impose. Voilà pourquoi, dans le mouvement pour la réincorporation de notre camarade chez Renault en France, ces qualités de la base communiste ont surgi. La base n'a pas la prétention du pouvoir, elle ne développe pas une tendance à usurper, à voler, à vivre sur le compte des autres, à tirer profit de la révolution, mais elle sent qu'il existe un moyen d'exprimer le sentiment communiste, et elle l'exprime de cette façon. C'est dans ces moments là, sur ces bases et dans la révolution, que les masses expriment le sentiment communiste. Les dirigeants ne l'expriment pas. Sans aucun doute, il y a de très bons dirigeants dans tous les partis communistes, même dans les partis socialistes, comme par exemple, au Vietnam. Les dirigeants des partis communistes qui résistent à la compréhension de l'histoire n'agissent pas ainsi, non par ignorance, incompréhension, mais parce qu'ils ont encore des conceptions de propriété privée et d'appareil. Il suffit de voir comment les dirigeants des partis communistes se réunissent : ils ont un salon à part, une chaise à part, un fauteuil à part et des formes de relations à part : "le militant est le militant."

C'est avec cette conception de l'histoire - ensuite par intérêt politique afin de ne pas recevoir trop de pressions - qu'ils traitent la jeunesse comme des poupées, ayant des "préoccupations de jeunes". Cette conception ne vient pas d'une erreur, d'une incompréhension : la fonction qu'ils exercent, l'intérêt qu'ils défendent, leur crée des conditions organiques pour penser de cette façon. Ce qu'il faut changer n'est pas ce qu'ils ne savent pas, mais développer des luttes internes, la démocratie, des idées pour montrer qu'ils représentent une tendance, un courant de l'histoire allant dans la même voie que les "tchécoslovaques". C'est la voie de ceux qui tirent profit de l'Etat ouvrier pour un bénéfice personnel ou de groupe, de tendance. Ellenstein est le représentant d'un de ces courants. Il n'est pas le seul. Soljenitsyne est le représentant d'une autre tendance.

Dans ce processus la gamme est infinie, elle va de Soljenitsyne qui s'allie à l'impérialisme yankee contre l'Etat ouvrier à Ellenstein qui a des liens avec l'Etat ouvrier. Il s'agit de différences d'intérêts, provenant des conditions d'existence de la bureaucratie.

Le socialisme ne se construit pas en fonction du hasard, mais avec des idées précises et scientifiques. Dans la concurrence avec le système capitaliste, l'Etat ouvrier soviétique a déjà gagné. En 56 ans, l'Union Soviétique a été capable de transformer la Sibérie. Malgré 40° en dessous de zéro, la Sibérie attire des gens et reçoit leur chaleur. Les gens y vont. Une infinité de jeunes, d'ingénieurs vont vivre en Sibérie pour construire le pays. Ils veulent développer l'aptitude, l'intelligence, la qualité que leur a donné l'Etat ouvrier et vont les transporter en Sibérie. Dans le régime capitaliste, ils vendraient leur connaissance pour avoir palais et voitures. Dans l'Etat ouvrier Soviétique, les ouvriers laissent au moins 10 % de leur salaire, comme minimum, pour la révolution mondiale. Il n'y a aucune protestation, ni aucune plainte. Les salauds de capitalistes qui disent aux Soviétiques : "Attention, vous avez des camps de concentration", ne disent rien de l'appui que les ouvriers soviétiques sont en train de donner pour libérer l'humanité du capitalisme. Cherchez donc une autre société qui développe une telle conduite de la population !

Une telle société ne peut avoir de camps de concentration. Même si nous étions sourds, aveugles, muets, nous dirions : "Il n'y a pas de camps de concentration", parce qu'une telle société ne s'appuie pas sur l'arrogance, la toute-puissance du pouvoir, mais sur la persuasion du pouvoir. La direction politique, faible, bureaucratique, peut créer des moyens arrogants. Mais dans la limite de l'Etat ouvrier, elle ne peut arriver aux camps de concentration. Dans ce cas, elle ne pourra pas aider l'Angola. Il faut être stupide ! Le camp de concentration de Staline s'est formé en même temps qu'il livrait la révolution espagnole.

L'Etat ouvrier Soviétique a déjà démontré son droit dans l'histoire à servir d'exemple de développement avec les corrections indubitables de la direction politique. Il a démontré que l'Etat ouvrier pouvait passer toutes les épreuves de l'histoire. Staline a été l'épreuve la plus difficile, la plus nuisible, parce qu'elle compromettait politiquement l'avant-garde prolétarienne mondiale et l'humanité dans la construction de l'Etat ouvrier. La puissance de l'Etat ouvrier a été supérieure à Staline.

Par sa faiblesse, le capitalisme mondial s'est démontré incapable de détruire l'Etat ouvrier. S'il avait eu des forces, s'il avait pu concentrer et éliminer sa concurrence, ou même avec elle, s'il avait pu se concentrer pour écraser l'Etat ouvrier, il l'aurait fait. Quand le capitalisme a eu recours à Hitler, il a montré qu'il n'avait pas la force, même en comptant avec la faiblesse, l'imbécillité de Staline qui compromettait l'Etat ouvrier. Ce

dernier s'est montré supérieur au système capitaliste.

L'humanité a déjà vu cela de cette façon : c'est la structure de l'économie, la planification et le prolétariat soviétique qui ont défendu le progrès de l'histoire. Si l'Etat ouvrier avait été détruit par les nazis, l'humanité serait revenue à la pire époque de la barbarie. Le prolétariat soviétique et mondial, chacun dans sa sphère d'action, a rendu impossible au capitalisme de se concentrer et de détruire l'Etat ouvrier. Cela a été clair aux yeux de tout le monde. C'était la pensée et la conscience de l'humanité et de la science qui agissaient comme l'instrument nécessaire pour le progrès. La direction de l'Etat ouvrier - d'avant comme de maintenant - ne répond pas de façon intégrale à cette nécessité. La direction actuelle n'est pas ennemie de cette nécessité, mais ne lui répond pas intégralement. Staline, par contre, en était ennemi.

Staline n'a pu vaincre l'Etat ouvrier parce que celui-ci était contradictoire. Il y avait la propriété étatisée dont vivait sa base essentielle, le parti communiste. Il la défendait, et de là venait son autorité. C'est pour cette raison que l'Etat ouvrier n'a pas été détruit. S'il n'avait pas gagné la guerre contre les nazis, il y aurait eu un virage dans l'histoire, un retour au capitalisme. Cela aurait été un coup à la conscience humaine qui aurait vu l'interruption du processus ininterrompu du progrès, depuis les Grecs jusqu'à aujourd'hui. Elle aurait vu l'impuissance humaine du progrès.

L'Etat ouvrier est "le Grec" de cette époque. Il résume la pensée scientifique la plus élevée et concentre la capacité la plus importante de l'histoire de l'humanité de cette étape. Il a donné les formes du progrès de l'humanité. Tout cela est un exemple de l'histoire. L'avant-garde du prolétariat le voit et le sent, la petite bourgeoisie et les intellectuels aussi. Mais par contre, ce qu'ils ne voient pas et ne sentent pas, est la façon de fonctionner, de développer l'Etat ouvrier, et les expériences à appliquer. Personne ne sait cela parce qu'il n'y a pas de tradition de vie théorique et politique dans les partis communistes. Ils sont passés de l'étape de Staline à l'étape de la servilité devant la bourgeoisie de chaque pays - avec la conception fautive et erronée du "socialisme dans un seul pays" - à l'étape actuelle de progrès des Etats ouvriers. Il s'agit de progrès très notables mais sans une politique et un programme cohérents et nécessaires. Il y a aussi ce déficit qui représente le manque d'unification, de planification commune des Etats ouvriers. Cela pèse de façon brutale dans l'histoire.

Tous ces défenseurs de la bureaucratie, tous ces défenseurs hautains de "la liberté individuelle" n'ont pas l'idée de penser qu'une des préoccupations essentielles pour le progrès de la liberté humaine est la centralisation et la planification des Etats ouvriers. Cette mesure montrerait et va montrer à l'humanité que c'est la voie pour augmenter de 1000 % la capacité productive sans augmenter les sources de production pour éliminer le gaspillage représenté essentiellement par la production séparée de chaque pays, et

ensuite par la concurrence entre eux. C'est un des obstacles de l'histoire qui maintient la division de la façon de penser, de raisonner, l'individualité, l'individualisme, la propriété de l'esprit, des objets. La planification des Etats ouvriers sera une impulsion, non seulement au progrès de l'économie et des relations humaines mais aura des conséquences sur l'esprit humain.

Le socialisme est une nécessité de l'histoire. L'humanité va vivre durant des dizaines d'années dépendantes de l'économie, non soumise ou en arrière de celle ci, mais dépendante encore de la production. D'ici 10 ou 20 ans, l'humanité va se libérer de la dépendance de la production et pourra ainsi diriger. Une fois qu'elle aura atteint l'objectif de la centralisation, la production augmentera sa capacité, même sans disposer de plus de moyens, de 10 à 100 fois. Car elle s'organisera de façon logique. Une des bases essentielles de l'augmentation de la production, est la planification en commun des Etats ouvriers. Celle-ci va éliminer le gaspillage et augmenter l'efficacité de la production d'un million de fois, car ce qui augmente surtout est l'esprit, l'aptitude, la capacité, les relations humaines. Ces aspects sont essentiels. Et ils développent une assurance immense de l'esprit humain qui va se libérer des disputes, de la guerre, des grèves.

Il faut discuter tout cela avec les camarades communistes. C'est cela le socialisme et le pluralisme n'a rien à y voir. Les communistes discutent de la pluralité, mais non en s'adressant au prolétariat sinon à la bourgeoisie. Permettre que des bourgeois parlent dans des assemblées ouvrières n'est pas la pluralité cela s'appelle soumission bourgeoise. C'est croire à la capacité, à la domination du système capitaliste. C'est ignorer l'importance de l'État ouvrier. Le mouvement communiste ne discute rien de cela, du fait de l'incompréhension de ce processus, mais surtout parce qu'ils n'ont pas été éduqués dans le sentiment d'amour de l'humanité. Ils ont été éduqués, comme ils le disent, dans leur programme - même si c'est chaque fois moins - "à produire mieux, à gagner plus d'argent". Tout cela est certain, mais ce n'est ni le but ni l'objectif du mouvement communiste. L'objectif n'est pas de vivre mieux, mais d'éliminer le système capitaliste. Apparemment c'est une contradiction parce qu'éliminer le système capitaliste signifie vivre mieux. Mais ce n'est pas ainsi. Si l'objectif est de vivre mieux, alors les communistes s'adaptent aux conditions d'alliance avec les capitalistes, les pays capitalistes, la bourgeoisie, le patron. Ils cherchent une alliance afin de mieux vivre. Et ceux qui veulent "mieux vivre" représentent une couche du prolétariat et de la petite bourgeoisie, le reste vit encore plus mal.

Par contre, s'ils mènent la lutte pour le communisme, il ne s'agit plus de "mieux vivre" pour l'un ou l'autre, mais pour tous. On ne doit pas cesser d'intervenir dans chaque étape, mais on le fait avec la conception communiste de la lutte concrète qui fait partie de l'objectif communiste. Cela signifie éliminer l'intérêt bureaucratique, les couches bureaucratiques ou la grossièreté bureaucratique. Il faut discuter tout cela dans le mouvement communiste mondial. Ce n'est pas très simple ni très facile parce que les appareils s'y opposent, mais le processus va s'élever ainsi que l'unification des Etats

ouvriers. Quand il y aura la guerre, cela va produire une catastrophe - le borbier atomique - mais cela va aussi impulser cette unification. Celle-ci ne sera pas au bénéfice du plus puissant, de l'Union Soviétique, c'est absurde.

Tous ceux qui voient et croient que l'Union Soviétique est un ogre et va avaler les autres Etats ouvriers sont les bureaucrates qui ont peur de perdre leur poste. Ce n'est pas ainsi. Comment croire qu'une société capable d'engendrer un peuple qui travaille pour appuyer le mouvement révolutionnaire mondial, sans aucune exigence, va pouvoir alimenter, soutenir et développer des forces arrogantes, de dictature au nom de n'importe quel communisme! Il faut être stupide pour croire cela. Et il faut être stupide pour croire que la société qui centralise et planifie l'économie, puisse faire en même temps, une dictature contre le progrès de l'histoire, alors que la rupture de la centralisation et de la planification par Staline s'est produite dans des formes brutales. Il faut tenir compte du fait que la liquidation de toute l'avant-garde - dans les années 34 à 37 - a provoqué le désordre le plus brutal, à commencer par l'application violente de la collectivisation forcée. La collectivisation était nécessaire mais non la forme assassine que lui en a donné Staline.

L'Etat ouvrier avait assez de force pour faire la collectivisation. Il ne l'a pas faite parce que l'équipe dominante qui était bureaucratique, ne pouvait recourir au prolétariat pour réaliser la collectivisation sous peine d'être elle-même éliminée, la bureaucratie faisait la collectivisation pour concurrencer le capitalisme empêchant le prolétariat d'intervenir. C'est pour cette raison qu'elle fut forcée. Aujourd'hui, le capitalisme et tous ses idiots ne disent pas cela en parlant de Staline. Ils disent : "Quel barbare, ce Staline, vous avez vu comment il a tué ! ". Mais ils ne font aucune analyse.

LES PRINCIPES DE LA CONSTRUCTION DE L'ETAT OUVRIER

A propos de la construction et des expériences de l'Etat ouvrier, il faut partir du fait que toutes ces erreurs, toutes ces fausses données, ces fausses positions des dirigeants des partis communistes, n'obéissent pas au manque de préparation ou de compréhension politique - pour quelques-uns d'entre eux, oui, mais non pour l'ensemble en tant que direction - mais qu'ils représentent des intérêts opposés aux nécessités de l'histoire. D'autres, sans représenter des intérêts opposés, n'ont aucune notion et agissent de façon bureaucratique. Ils développent les appareils bureaucratiques, comme conséquence de Staline. Un exemple est le processus postérieur à la Seconde Guerre Mondiale où la transformation des pays capitalistes d'Europe est arrivée comme une conséquence, une circonstance historique non prévue, non préparée, non organisée par les partis communistes. La guerre n'a pas été prévue. L'Union Soviétique est entrée dans la guerre contre les nazis et a dissous l'Internationale Communiste en 1943, c'est-à-dire qu'elle ne

se disposait à construire aucun Etat ouvrier. Du fait des conditions de l'histoire contre Staline, l'arrogance et la toute-puissance militaire des alliés - et de la bureaucratie également - les masses ont pris le pouvoir dans toute l'Europe et l'armée soviétique a appuyé ce pouvoir. C'est un exemple de ce qui va arriver demain.

Les Soviétiques sont entrés dans la guerre sans concevoir la révolution pour laquelle ils n'avaient aucun intérêt. Du fait d'un besoin logique, l'Etat ouvrier devait s'étendre et les antécédents comme la Pologne et la Finlande, étaient récents, très près. Cela montrait que l'Etat ouvrier représenté par Staline et l'armée allait agir dans le sens logique de la défense et du soutien de l'Etat ouvrier ; et si nécessaire, en défense de l'expansion dans le but de le défendre, ce qu'il a fait en Pologne et en Finlande. Si l'Etat ouvrier l'a fait sous un Staline, si en 1943 alors que Staline liquidait l'Internationale Communiste, les communistes et les masses révolutionnaires d'Europe prenaient le pouvoir, comment concevoir que ces appareils arrogants allaient rester debout et faire "un socialisme domestique" avec les couleurs de la pluralité de chaque pays capitaliste, la science ne permet pas cela, et le monde se développe au moyen de processus scientifiques, même sur le terrain politique.

Notre intervention ne consiste donc pas à se disputer avec les communistes, la bureaucratie ou les socialistes. Il ne s'agit pas de disputer la vérité d'un fait ou d'un autre, mais d'intervenir pour aider à éduquer et à rénover la pensée scientifique, politique, organisationnelle des Etats ouvriers, des partis communistes. Il faut mener cette tâche historique comme une partie du même mouvement, dans lequel nous serons demain participants. Nous n'intervenons pas en tant que critiques, mais en nous sentant partie de cet instrument. Il n'y a ni le temps, ni les conditions dans l'histoire, pour en créer un nouveau. Il faut agir avec l'instrument qui existe.

Il faut se préparer pour la discussion. Dans les prochaines étapes, donner un programme d'opposition au système capitaliste qui s'écroule. Il ne s'agit pas de le rénover mais de l'abattre. Cela n'aura pas beaucoup d'écho dans l'immédiat, mais en aura demain. Il faut donner le programme et la politique en montrant la nécessité de la démocratie soviétique, que les élections ne sont pas suffisantes pour aller au pouvoir et qu'une majorité numérique ne suffit pas. Ce qu'il faut c'est une majorité politique. Les Soviétiques prennent la conception de la qualité de la quantité et l'appellent ainsi. Ceci est la qualité de la quantité. C'est la pensée scientifique de Marx que reprennent les Soviétiques.

L'autre aspect fondamental que les Soviétiques posent maintenant est qu'on "peut passer d'un Etat semi-féodal à des mesures socialistes", et que "la politique intérieure et extérieure de chaque pays, les conventions et accords de n'importe quel Etat ouvrier ne compromettent pas la politique et la lutte de classes". Avant ils disaient "ne

compromettent pas la lutte idéologique" C'est ce qu'ils ont dit dans la Conférence des 20 partis communistes. Maintenant, ils parlent de "lutte de classe". Il y a un progrès des partis communistes, et surtout une analyse globale qui montre la nécessité et la possibilité dans de nombreux pays, entre autres en France et en Italie, d'assumer le pouvoir. Quand les Soviétiques se lancent à cette activité, c'est parce qu'ils sentent le besoin de gagner un appui, des bases de rapport de forces historiques et concrètes contre le système capitaliste. Mais aussi c'est pour impulser en même temps la lutte dans chaque parti communiste contre les ailes qui cherchent à tirer profit du pouvoir du parti communiste afin de concilier, de n'importe quelle façon, avec le régime capitaliste, bien qu'ils aillent au gouvernement et étatisent. Ils feraient comme les Tchécoslovaques : étatiser quand on ne peut faire autrement et chercher de toutes façons à faire coïncider l'économie étatisée avec le capitalisme. Leur conclusion est de laisser une très grande couche de capitalistes, de fonctionnaires, d'administrateurs capitalistes en place. C'est ce qu'ont fait les "tchécoslovaques".

A propos de la discussion sur la Tchécoslovaquie il faut revendiquer le fait que nous avons été les seuls à défendre l'Union Soviétique en 1968, critiquant la méthode, mais non la finalité. Les Soviétiques auraient dû intervenir en mobilisant la population, en faisant des assemblées, des réunions, des discussions.

Dans les conditions actuelles de crise du capitalisme, le chômage s'élève. Les capitalistes disent eux-mêmes que l'année 1976 sera égale à 1975. Le capitalisme montre qu'il n'a pas d'issue, qu'il ne peut préparer la guerre. Il a essayé de mobiliser des bandes fascistes partout et a été vaincu. Tous les symptômes de décrépitude capitaliste existent. Ils avaient toutes les conditions pour organiser la guerre, le fascisme, des bandes d'assassins. Tout ce qu'ils ont essayé de faire a échoué. Le capitalisme se soulage par de petites guerres comme au Liban, au Moyen Orient, qui sont des expressions, des tendances à la guerre du capitalisme, parce qu'ils ne peuvent la faire globalement, quand, comment ni où ils veulent. Il serait logique que les directions Communistes profitent de cette crise du capitalisme pour le remplacer. Ils ne le font pas parce qu'ils n'ont ni programme, ni politique et ont peur du sabotage capitaliste.

En Italie, une des raisons pour lesquelles le parti communiste ne va pas au gouvernement est le manque d'alliance avec le parti socialiste, la crainte que le capitalisme italien ne les sabote. Nous leur avons proposé dans plusieurs textes, si le capitalisme les sabote, qu'ils annulent la monnaie et en fassent une nouvelle, comme l'ont fait tous les Etats ouvriers. Quand les capitalistes ont vu arriver l'Etat ouvrier, ils ont tout accumulé. Les Chinois, les Hongrois les ont laissé faire, et une fois le pouvoir pris, ils leur ont dit : "cette monnaie ne sert plus" et ils en ont fait une nouvelle. C'est ce qu'ont fait également les Bolcheviques. C'est tout ce qu'il y a de plus logique. Les communistes n'agissent pas comme représentants des idées de l'histoire, mais comme concurrents du système capitaliste, dans lequel ils espèrent administrer de meilleure façon. Face à la peur qu'ils ont que le capitalisme les sabote, il faut prendre des mesures

en défense de l'Etat ouvrier, développer l'alliance avec eux.

Il faut discuter avec les camarades communistes que la base est disposée à appuyer une politique de gouvernement avec un programme anti-capitaliste.

Une des discussions à faire dans le mouvement communiste mondial porte sur l'étape de crise de croissance, de dégénérescence, de régénérescence partielle accompagnées par la décomposition d'ailes très grandes des partis communistes, comme dans les PC français et Italien. En Italie, il faut appeler à aller au gouvernement dès maintenant. Les communistes l'annoncent. , Mais ne définissent ni le programme, ni la politique. Il ne faut pas croire qu'en parlant de "nouvelle politique" ils veulent soutenir le capitalisme. Ils vont prendre une série de mesures qui vont affecter ce système, mais les masses vont dépasser le parti communiste. Et quand ils parlent "d'aller au gouvernement dès maintenant", c'est qu'ils essaient de contenir un éclatement dans leurs propres masses. C'est pour cette raison qu'ils parlent d'aller au gouvernement.

Il faut discuter tout cela, non pour critiquer, mais en donnant des idées sur la crise de la Fiat, de la Innocenti. Il faut étatiser. "Non, on ne peut pas", disent les communistes. Le gouvernement va donner en prêts, en investissements, la quantité nécessaire pour que l'usine produise, mais pourquoi les capitalistes vont-ils faire cela ? Pourquoi l'usine ne resterait-elle pas entre les mains de l'Etat ? Il faut argumenter l'organisation de cette mesure. C'est la même chose pour les 250 milliards de lires d'investissement qu'ils annoncent : pourquoi les capitalistes vont-ils donner cet argent ? Il faut exproprier et investir dans une nouvelle étape de production en fonction des besoins de la population et de la concurrence mondiale. Il faut proposer également que nous sommes disposés à faire des appels aux autres Etats ouvriers pour qu'ils planifient la production de façon objective en fonction des besoins de chaque pays. Ils vont répondre que les Etats ouvriers sont aussi exploités que les autres. Mensonge : ce n'est pas ainsi. L'Union Soviétique ainsi que la Chine et Cuba ont des frais immenses destinés à la protection et à l'impulsion de la lutte anti-impérialiste. De la même façon que le capitalisme cherchait auparavant à développer l'investissement de capitaux dans les colonies, les Etats ouvriers doivent maintenant investir des capitaux sous la forme d'aide militaire et économique pour étendre l'Etat ouvrier en tant que tel. Et celui-ci ne peut s'étendre au moyen de la guerre.

Tous ces types stupides qui parlent "de l'invasion de la Tchécoslovaquie" sont idiots: il n'y a rien de scientifique dans cette conclusion. L'Etat ouvrier ne peut s'étendre au moyen de la toute-puissance et de la violence. Même s'il envahit le Sahara maintenant, il ne s'agit pas de toute-puissance ni de violence : c'est une nécessité pour protéger le développement progressiste de l'histoire, non pour protéger le pouvoir de la bureaucratie soviétique. C'est la même chose quand l'Union Soviétique a envahi la Pologne et la

Finlande. Trotsky a appuyé et nous appuyons aussi. Ce n'était pas un appui pour renforcer les intérêts de la bureaucratie mais pour protéger l'Etat ouvrier de l'impérialisme nazi. Et il s'est démontré que cela était nécessaire.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT DEVELOPPE DES FORMES SOCIALES

SUPERIEURES DE CIVILISATION HUMAINE

Il faut intervenir dans cette discussion, dans le mouvement communiste mondial sur le passé et le présent, ne pas laisser le passé dans le brouillard en disant : "L'Internationale Communiste n'est plus nécessaire, Staline est une étape passée, Staline ne reviendra plus jamais, il faut appliquer la pluralité". Au nom de cette pluralité, ils laissent en place tous les bourgeois, tandis qu'ils cassent la figure aux gauchistes ou autres courants du mouvement ouvrier. Il faut discuter sur la dictature du prolétariat ; aucun texte spécifique n'existe à ce sujet, à part les textes de Lénine, les vulgarisations de Trotsky et celles de Boukharine dans l'ABC du communisme. La dictature du prolétariat signifie l'organisation de l'Etat ouvrier avec la pleine liberté de discuter sur le progrès de l'histoire : que tout le monde donne des idées, même si on n'est pas d'accord ; que tous cherchent des idées de progrès, soit dans l'art, la science et la technique, et surtout, sur le terrain économique et social qui est le plus important. Quelle valeur ont ces pluralistes qui passent leur temps à dire "Liberté! Liberté de l'art !". Quelle est la fonction de l'art ? "Liberté, liberté de la pensée scientifique !". Qui est scientifique ? Sakharov ? Celui-ci propose de faire une combinaison entre la propriété étatisée de l'Etat ouvrier et le capitalisme. Qu'est-ce que ces idées ont de scientifique ? Elles n'ont rien de progressiste. Il n'y a pas lieu dans l'Etat ouvrier de proposer le retour au capitalisme. Medvedev, Sakharov, Soljenitsyne proposent de supprimer l'Etat ouvrier. Ils sont un indice de ce qu'était la bureaucratie elle-même, car tous ces types proviennent de la bureaucratie. Celle-ci d'ailleurs ne mène aucune campagne politique et organisationnelle contre eux, parce qu'elle serait amenée à élever la vie politique et cela irait contre elle.

La dictature du prolétariat est une forme de gouvernement qui permet de parler à toutes les masses du pays, à commencer par les ouvriers et les paysans, qui suscitent la plus complète liberté d'initiatives, si celle-ci ne va pas contre le développement de la civilisation humaine. L'Etat ouvrier représente la civilisation humaine. Tout ce qui va contre l'Etat ouvrier va contre la civilisation humaine : par exemple, on n'a pas le droit de former un parti en défense de la propriété privée. Il ne s'agit pas de comparer un patron à un autre ; mais de comparer un régime historique pour le progrès à un régime qui crée la guerre, la lutte de classes, la faim, la misère, les inondations, le typhus, le choléra. Nous sommes contre cela. La dictature du prolétariat ne sert pas à défendre un intérêt de caste et de groupe mais à soutenir le développement scientifique de formes

sociales supérieures de gouvernement pour l'épanouissement de la civilisation.

Les Etats ouvriers ont le droit légitime d'avoir des armes atomiques. Nous sommes contre ce droit pour l'impérialisme, nous défendons que l'Etat ouvrier doit avoir des armes atomiques, que les ouvriers des pays capitalistes doivent être contre l'armement des pays capitalistes. Nous défendons le Pacte de Varsovie, nous sommes contre l'OTAN ! Nous le disons ouvertement et expliquons pourquoi. L'Etat ouvrier défend l'intérêt du progrès et de la civilisation. En planifiant la production dans le monde entier, il élimine les facteurs de concurrence, de guerre, car il annule la lutte de classes. Le régime capitaliste, par sa seule existence, maintient en vigueur la guerre et la lutte de classes. La lutte de classes continue dans l'Etat ouvrier mais elle prend une forme atténuée. C'est dans le système capitaliste qu'elle a la forme la plus virulente. Il faut discuter tout cela. L'Etat capitaliste doit être démantelé. Il faut supprimer tous les organes capitalistes et développer des organes d'intervention des masses, comme cela se fit à un premier moment à Cuba et au Portugal, tout le monde intervenait en donnant son opinion, entre autres les soldats. Voilà la démocratie qui est nécessaire. Mais le droit de parole n'est pas suffisant, car il faut voir de quoi on parle. Le capitaliste qui fait une campagne pour organiser une attaque contre l'Etat ouvrier et le sabotage de l'économie, ou qui défend une forme d'économie basée sur la propriété privée, ne peut pas parler. Nous sommes contre. Nous sommes en faveur du développement de toutes sortes de tendances, d'opinions et de jugements contribuant au développement scientifique des idées, des expériences pour construire l'Etat ouvrier et le socialisme. Il y a bien sûr des échelons dans ces expériences. Le Portugal par exemple, est encore capitaliste. Il faut donc faire dans ce pays, une polémique montrant la supériorité de l'Etat ouvrier au moyen de comparaisons avec l'économie capitaliste.

Tous ces problèmes sont à l'ordre du jour mais aucun parti communiste n'en discute. Aucun d'eux n'a discuté ce qui s'est passé au Portugal. Au contraire, beaucoup ont dit : "vous avez vu, ils se sont trop dépêchés, il fallait laisser passer plus de temps". Les journaux des partis communistes sont informatifs, ils parlent du mouvement ouvrier, de réunions, mais ne donnent pas l'idée organisant la pensée et la lutte de classes. Ils défendent l'intérêt salarial mais ne soutiennent pas la lutte de classes.

Il faut discuter l'autogestion. Les communistes n'ont pas une position précise, ils ne sont pas opposés à l'autogestion pour des raisons scientifiques, basées sur des expériences historiques, mais parce qu'ils se sentent déplacés du pouvoir. Ils n'opposent rien d'autre à l'autogestion parce que cela signifierait, pour eux-mêmes, de devoir changer leur conception bureaucratique. Mais la discussion sur l'autogestion est une nécessité parce qu'il y a un courant socialiste qui montre sa méfiance envers la bureaucratie des Etats ouvriers, dans le fait qu'elle n'adopte ni assimile les expériences des Etats ouvriers. Elle oppose l'autogestion à la planification.

La tendance à l'autogestion se développe dans tout le mouvement socialiste de gauche, comme par exemple en Italie. Ils ne la défendent pas, ils ne font que l'énoncer. Quand ils doivent donner des explications théoriques ou des applications pratiques, c'est le vide complet. L'autogestion ne permet pas de passer à autre chose de supérieur, elle n'engendre pas de principes de progrès. Elle signifie une stagnation, à commencer par le fait qu'elle crée des cercles, des courants dont les intérêts divergent. La planification élimine cette différenciation d'intérêts. Il est vrai que dans les Etats ouvriers, cette différenciation existe mais elle est due à la direction politique. Elle n'est pas inhérente à la planification. C'est la direction politique qui altère la planification. L'autogestion par contre, avec ou sans direction, provoque une différenciation brutale entre les uns et les autres. C'est le système de l'autogestion qui détermine ces divergences. La planification au contraire permet un développement inépuisable de la production et un rendement efficace.

Certains partis communistes font une révision tendant à éliminer la conception marxiste. Ils ne le font ni ouvertement ni complètement mais suivent une ligne conduisant à une telle fin "le marxisme n'est plus tellement nécessaire". Ils sont l'expression d'un courant qui ne suit plus la logique dialectique mais une logique intéressée : ils voient que le capitalisme s'affaiblit, se désorganise, se désintègre, et ils croient qu'il sera facile d'aller au gouvernement sans complication. Ils représentent le pouvoir bureaucratique qui ne veut pas de complication. S'ils étaient des communistes militants, ils verraient bien qu'on ne peut pas aller au pouvoir facilement, que la bourgeoisie ne va pas respecter les accords auxquels on peut parvenir avec elle, ni assumer le rôle de respecter le progrès. C'est le pouvoir bureaucratique qui crée une telle conception.

Il faut prévoir qu'il faudra aller au pouvoir par la force, défendre ce pouvoir par la force, planifier, étatiser, et s'attendre à la résistance du capitalisme. On ne peut éliminer cette résistance, ni la lutte de classes, ni la guerre, ni la guerre civile. Nous ne voulons ni la guerre, ni la mort de personnes. Si c'était possible d'aller au socialisme sans que personne ne meure, en incorporant "des bons bourgeois", nous le ferions. Mais l'expérience de l'histoire ne laisse pas prévoir un tel processus.

Il y a tout un courant dans le mouvement communiste qui s'est décomposé, et qui ne peut être gagné. C'est lui qui pose des alliances et des accords avec le système capitaliste pour empêcher de tomber dans les mains des soviétiques, ou dans celles de l'avant-garde prolétarienne de chaque pays. C'est pourquoi ils parlent de se détacher de Marx, d'Engels, de Lénine. Voilà la signification de la discussion qu'ils font sur la dictature du prolétariat, sur le rôle de l'Etat, et sur la nécessité de changer ces concepts. Les couches dirigeantes du parti communiste pensent ainsi parce qu'elles défendent des intérêts d'usufruit de l'Etat ouvrier. L'avant-garde communiste ne pense pas ainsi. Le besoin logique du processus va nous ramener à l'idée de la dictature du prolétariat. La nécessité

de détruire l'appareil capitaliste va amener comme conséquence logique celle de la planification de la production. On va comprendre que la propriété privée ne permet pas de planifier. Par exemple en France, il est nécessaire d'appliquer sans attendre le programme de l'Union Populaire. Le capitalisme ne peut résoudre la crise. On ne peut rien espérer de lui. L'Etat capitaliste accorde toutes ces subventions pour aider la grande industrie, les hautes finances. C'est à eux que va tout l'argent. Ils cherchent à restructurer le fonctionnement de l'appareil capitaliste, par l'élimination et la liquidation des secteurs petits et moyens du capitalisme. Ils vont créer une base d'inflation terrible avec ces masses d'argent consacrées à protéger des entreprises. Ils vont assimiler cet argent pour couvrir leurs dettes, détourner l'argent pour exporter des capitaux. C'est à peine s'ils vont investir dans la production. Toute une masse d'argent, qui n'est pas la conséquence de la production, est en train de circuler. C'est une des bases de ce qu'on appelle l'inflation. Le mouvement communiste doit intervenir avec un programme global. C'est bien de défendre le droit au travail, mais comment ? Les Italiens disent "le travail doit être garanti par l'Etat" et ils se consacrent à protéger l'entreprise capitaliste afin que celle-ci fournisse du travail. Tous les efforts et les investissements que cela signifie seraient suffisants pour construire dix Etats ouvriers. En faisant une telle politique, ils sont en train de dépendre du système capitaliste.

Il faut discuter également ces problèmes et pas seulement ceux de Staline et de l'Etat ouvrier. Il faut exproprier les entreprises, au lieu de les protéger et de les subventionner. En Belgique, en Allemagne, en Angleterre, il faut développer une campagne, une activité sur la base du programme anti-capitaliste, comportant des revendications allant jusqu'au gouvernement de gauche. Il faut passer de l'étape de conciliation des partis socialistes et d'inactivité et de passivité des partis communistes, à faire sentir la nécessité d'agitation d'un programme anticapitaliste. Celui-ci est la seule issue pour des pays comme la Belgique par exemple. Il faut développer la préoccupation pour le programme, tout en intervenant dans la lutte immédiate pour une série de revendications économiques, de droits démocratiques, mais il faut un programme d'opposition au système capitaliste. Il ne s'agit pas de dire : "le capitalisme doit donner du travail, il doit faire fonctionner les usines". Car cela revient à appeler le capitalisme à résoudre la crise. Le devoir du révolutionnaire ne consiste pas à faire résoudre la crise par le capitalisme, mais à la résoudre en opposant au programme du capitalisme celui du mouvement ouvrier révolutionnaire. En plus, le capitalisme ne peut rien résoudre, il ne peut qu'essayer de gagner du temps.

Voilà la principale tâche à mener. Il faut l'accompagner d'une agitation programmatique pour les droits démocratiques, pour l'intervention des syndicats, pour les élections démocratiques basées sur la défense de l'intérêt des ouvriers. Partout, en Italie, en France, en Belgique, en Angleterre ou en Allemagne, il faut défendre le droit et la nécessité de faire des publications dans chaque syndicat et dans chaque usine dans lesquels toutes les tendances écrivent. Que toutes les tendances expliquent leurs pensées. Toutes, inclus les gauchistes, même si ce sont des petits groupes. Il faut développer la démocratie syndicale qui est le moyen d'élever la confiance et la base pour le front unique. Dans ce processus, on éduque tout le monde, on développe la capacité et

la tendance à intervenir et l'on crée des bases de compréhension, d'intelligence pour s'identifier aux objectifs communs. De cette manière, on développe la capacité de penser et même si on ne discute pas directement de l'autogestion, on se rend compte ainsi que l'autogestion n'a pas lieu d'exister. Ce qu'il faut discuter maintenant c'est la nécessité d'organes permettant à tout le monde d'écrire, d'exprimer son opinion ou sa pensée et d'arriver à un accord de front unique sur un programme anti-capitaliste.

Ce Comité Exécutif International a accompli ses objectifs. Je suis très content de cette réunion et félicite tous les camarades pour leur intervention. Nous clôturons cette réunion en ayant tous les camarades de l'Internationale en mémoire et en formulant notre désir du front unique Chine-URSS et du mouvement communiste mondial, en réaffirmant le besoin de discuter dans le mouvement communiste mondial pour son unification pour abattre ce qui reste du système capitaliste, pour opposer un programme anti-capitaliste à la crise ; et en sentant la force de notre contribution et participation à ce processus de l'histoire.

J.Posadas

3 Janvier 1976